

NOIR et ROUGE

CAHIERS D'ÉTUDES ÉDITÉS PAR LES GROUPES
ANARCHISTES D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE

N&R

CAHIERS D'ETUDES EDITIONES PAR LES GROUPES
ANARCHISTES D'ACTION REVOLUTIONNAIRE

numéro spécial 7-8

-- Edito -- TROIS ANNEES DE GUERRE..... I

LE NATIONALISME

-- EXISTE-T-IL UN PROBLEME NATIONAL?..... p. 1
HISTORIQUE

-- LES PREMIERES NATIONS..... p. 5

-- ROCKER. LA REVOLUTION FRANCAISE AUX
ORIGINES DU NATIONALISME..... p. 9

-- MARX et ENGELS, APOSTRES DE L'IMPERIALISME p. 18

-- L'EXEMPLE IRLANDAIS..... p. 41

STRUCTURES NATIONALES

-- FONDEMENTS DE LA NATION..... p. 66

-- ROCKER. EMT-NATION- PEUPLE..... p. 74

-- ASPECTS ACTUELS..... p. 92

-- AVENIR DES NATIONS..... p. 101

PSYCHOSE NATIONALE..... p. 108

NATIONALISME OU

ANARCHISME..... p. 119

-- M. BAKOUNINE ET LA FRANCO-MACONNERIE..... p. 123

ENTRE NOUS

50 ans après le premier Congrès anarchiste international d'Amsterdam de 1907 un nouveau Congrès doit avoir lieu en principe à Paris vers Pâques (avril 1958).

La commission de relations internationales anarchistes (C.R.I.A.) et sa commission Pro-Congresso publient chacune un bulletin d'information. Tous les concours seront les bienvenus (Souscription, traduction, rapports, collaboration diverse).

Nous invitons tous les camarades qui voudraient se tenir au courant, ou participer à sa préparation à se mettre en rapport avec C.R.I.A. 28 rue Serpente PARIS 6°. C.C.P. C.Fournier PARIS 13.356.34.

Prière aux publications qui reproduiraient nos textes d'en mentionner la provenance et de nous le signaler.

Nous faisons le service régulier de N & R à toutes les publications que nous recevons.

CORRESPONDANCE ET MANDATS :

LAGANT. B.P.113. PARIS (18°) XVII^e

Trois années de GUERRE

FAUTE D'AVOIR SU EMPECHER LA RE-
PRESSION EN ALGERIE, LES OUVRIERS
SONT CONTRAINTS DE SE BATTRE POUR
NE PAS LA
PAYER

LA GUERRE D'ALGERIE, DANS SA 4^e ANNEE, RESTERA L'UNE des plus graves responsabilités de la classe ouvrière française, qui, seule, avait le pouvoir-- et le devoir de classe -- de la rendre impossible. Mais depuis 10 ans, si l'Etat français vit, à crédit, au-dessus de ses moyens, le prolétariat de ce pays au lieu de reprendre, par la lutte collective, ce que le capital et l'Etat lui volent, préfère le leur racheter, à crédit. Entrant, par le jeu de l'endettement dans une plus grande dépendance à l'égard de ceux-ci et pendant par-là même une partie de ses possibilités d'auto-émancipation en tant que classe.

LES OUVRIERS DE FRANCE SE SONT INSTALLES DANS LA GUERRE d'Algérie et, hormis les militants ouvriers et les familles des appelés ou maintenus, croient même parfois, la propagande aidant, que l'Algérie est comme la Bretagne ou l'Auvergne... que sa perte engendrerait le chômage... que le pétrole saharien

-II-

est à "nous" (?) et qu'il n'y a aucune raison de l'abandonner aux Américains ou aux Russes (?)

LES GENS DU POUVOIR, AVEC UN ENFETEMENT SENILE, CRACHOTENT dans tous les micros que " L'Algérie c'est la France" sans tenir compte que 9 millions de ces Français à la mode de Bretagne, affirment, au contraire qu'ils sont Algériens. Bien sûr il y a des gens du Pouvoir, qui, tenant compte des faits, sont beaucoup moins optimistes et commencent à penser que la solution sera politique avant d'être militaire, que la France s'essouffle dans une guerre qu'elle ne pourra jamais gagner totalement...qu'il est temps de sauver ce qui peut encore l'être... etc...

LES ALGÉRIENS, EUX AUSSI, S'INSTALLENT DANS LA GUERRE, les combattants avec la perspective d'un nouvel hiver au maquis -- les civils, dans la terreur. Tout un peuple couchant tout habillé dans l'attente des "para" -- Mais dans l'attente surtout de sa liberté-- De ce qu'il croit être sa liberté, car l'indépendance politique (l'indépendance économique étant avant longtemps inconcevable) ne saurait être qu'un palier et les plus graves problèmes se poseront aux Algériens lorsque, "maîtres de leurs destinées comme les Français le sont en France", ils devront continuer la lutte "contre leurs propres généraux" et cela tout en construisant leur pays.

LE F.L.N., S'IL SEMBLE NE PAS SE PREOCCUPER BEAUCOUP DE cette phase de l'avenir algérien (on ne lui connaît pratiquement pas de programme économique, ni même politique !), s'applique présentement à ne pas être seulement l'état major militaire d'un peuple en lutte. Il a mis en place une administration assez poussée, clandestine ou au grand jour selon qu'elle se trouve dans une région contrôlée militairement ou non par lui. Notre souvenir des Résistances européennes ne nous laisse pratiquement pas -- mis à part peut-être les partisans Yougoslaves -- d'exemples de cette

sorte de prise en charge des choses et des gens parallèle à l'action militaire. Ni ces services sociaux, ni ces pensions aux veuves et familles de maquisards que le F.L.N. a instaurés -- d'après les enquêtes en Algérie de journalistes étrangers. Ces responsabilités gestionnaires sont intéressantes à enregistrer. La collecte de fonds véritable impôt proportionnel aux ressources de chaque Algérien est le signe d'une puissance que nos résistances n'avaient pas -- mais qu'avait su acquérir la résistance vietnamienne par exemple--. Il est encore difficile de dire dans quelle mesure elle témoigne plus d'une adhésion populaire que de pressions décelables jusqu'en France même et jusque sur les plus riches colons en Algérie. Les délégations extérieures du Front dans toutes les capitales sont, elles aussi, l'expression de la force et de l'organisation de ce qu'est un nouvel Etat en formation avec son armée, son administration sociale, ses impôts, ses consulats.

LE PÉTROLE DECOUVERT AU SAHARA VIEND CONSIDÉRABLEMENT compliquer les choses en ce sens que l'Etat français voit en lui le futur pétrole français lui épargnant autant de débours en zone dollar. Ce qui le renforce dans sa volonté de garder l'Algérie française, point de vue parfaitement utopique, car pour garder les centaines de kilomètres de pipe-lines acheminant le pétrole saharien aux ports méditerranéens, dans une Algérie française contre la volonté des Algériens il lui faudrait en permanence plus de troupes que celles employées présentement à la "pacification" - Le pétrole saharien n'arrivera aux ports que si les Algériens le veulent bien, c'est à dire selon les modalités que l'Algérie indépendante adoptera par contrat (sur la base de quel pourcentage ? 50% Algérie-50% France ou 75%-25% ? car déjà des participations américaines ont été sollicitées et offerte par la France. La fameuse part française dans le pétrole saharien risque finalement d'être très réduite

LE COUP DE LA GUERRE D'ALGERIE (700 MILLIARDS PAR an) entraîne, loin de ces rêves, une hausse des prix très sensible depuis cet été. Et c'est la diminution du pouvoir d'achat qui, seule, a secoué une certaine apathie ouvrière. La grève du gaz et de l'électricité du 16 octobre a frappé l'opinion ouvrière en démontrant la preuve de l'efficacité que donne l'unité d'action. Elle a certainement rendu possible le succès de la grève de 24 heures du 25 octobre notamment dans les transports. Par contre la métallurgie semble longue à s'éveiller. Mais le facteur le plus important dans la lutte qui commence nous est donné par les ouvriers de Loire-Atlantique.

L'ACTION DIRECTE A LAQUELLE ILS SAVENT AVOIR RECOURS, les succès qu'ils ont obtenus par elle dans le passé, font des ouvriers nazairiens et nantais l'avant-garde de la lutte en France. Ils nous montrent, en même temps qu'une grande combattivité, qu'ils savent, lorsque les nécessités de la lutte de classe le justifie, aller au-delà des syndicats, forçant par-là les responsables syndicaux, généralement accoutumés à la coexistence avec le patronat et aux politesses du tapis vert paritaire, à faire face dans les usines et dans les rues, au patronat et à ses chiens de garde. Bien sûr, à l'échelon des confédérations syndicales la lutte directe constitue un bouleversement du ronron habituel de l'appareil et, à cet échelon, il n'est pas douteux que l'on cherche à freiner ce renouveau ouvrier (On note toutefois un durcissement de la CGT pour des motifs particuliers, durcissement qu'elle veut exclusivement sur ses mots d'ordre).

Le problème pour nous devrait être, en premier, d'exiger de nos syndicats qu'ils organisent une solidarité ouvrière envers ceux de Loire-Atlantique. Si nous drainions des fonds vers eux -- dont les conséquences de la lutte seraient déterminantes de l'accueil qui sera fait aux cahiers de revendications

des ouvriers de toute la France -- ils pourraient tenir et ne plus être à la merci des lock-out patronaux.

De toute façon c'est grâce à eux que le 25 octobre les cheminots de Caen et de Calais n'ont pas hésité à sortir de l'écrin constitutionnel où l'on enferme la grève légale, pour défendre leur grève contre leurs cadres jaunes et les CRS.

C'EN EST DONC FINI DE L'IMMOBILISME. D'UNE PART, UN Etat aux abois, sur la pente savonnée de l'inflation, contraint à des expédients au jour-le-jour (Emprunt de 100 millions de dollars d'origine allemande de l'UEP -- l'argent n'a pas d'odeur pour les "patriotes" français -- Aumône probable de 150 ou 200 millions d'avance de la Banque de France donc autant d'inflation, et cela pour "assainir" seulement jusqu'au 1er janvier 1958, impôts et tentative de blocage des salaires... etc...)

De l'autre, et s'additionnant, un peuple Algérien engagé à fond dans une lutte rendue irréversible par la répression même, et une classe ouvrière française contrainte de se défendre pour protéger son pouvoir d'achat en attendant qu'elle attaque pour l'accroître.

Désormais il semble que des forces aussi disproportionnées cessent de s'équilibrer et que, si l'Etat Français s'obstine dans l'impasse, nous assistions avant peu à une généralisation de la revendication en France, à ^{une} situation de plus en plus ambiguë et contradictoire en Algérie, avec, entre temps, des tentatives fascistes au nom du "salut public".

LA SOLUTION "IDEALE" QUE NOUS POURRIONS ESQUISSE, COMME beaucoup d'autres, ne pourrait résider que dans des mesures exceptionnelles. Politiquement, la négociation en Algérie avec ceux qui combattent et avec les jeunes Etats Tunisien et Marocain devrait aboutir à une fédération moghrébine indépendante.

Economiquement, seules des structures de ca-

-VI-

ractère socialiste pourraient, tant pour la France que l'union moghrébine, permettre, à la première : de poursuivre, mais au profit du peuple, la paradoxale expansion industrielle dont elle est actuellement l'objet -- à la seconde : en bénéficiant d'investissements français et étrangers au moins égaux aux fonds mis en oeuvre pour la "pacification", de se donner un équilibre dans lequel le pétrole saharicn serait un notable atout.

QUAND A LA VRAIE SOLUTION, CELLE QUI AU LIEU D'AMOINDRIR les craintes rend possible tous les espoirs, celle-là dépend des peuples, tous opprimés. Mais on ne pourra l'envisager que pour autant que les peuples auront acquis la conscience d'être les éternelles victimes des menées capitalistes et étatiques et la volonté de prendre en main collectivement leur émancipation vers la société sans classes et sans Etat.

Il est fort possible que cette aspiration vers le communisme libertaire ne soit pas le seul résultat de la propagande anarchiste, mais qu'à un certain carrefour de l'histoire sociale les ouvriers ne voient plus d'autres voies que LA LEUR, comme nous le montre l'exemple des ouvriers hongrois insurgés il y a un an et qui tentèrent, vainement hélas !, de confier à leurs conseils ouvriers l'organisation des choses.

N. et R.

EXISTE-T-IL UN PROBLÈME NATIONAL ?

Aujourd'hui des bombes explosent quotidiennement, des trains sautent, des militaires sont harcelés, des hommes vivent dans l'illégalité à Chypre comme en Algérie, comme en Irlande. Les mêmes rumeurs viennent à peine de s'éteindre au Maroc, en Tunisie, au Vietnam, en Indonésie. Les révolutions de Pologne et de Hongrie avaient elles aussi un même but : l'émancipation nationale des peuples.

Ce combat intéresse-t-il les libertaires ? on pourrait en douter à voir la méfiance que beaucoup éprouvent envers ce qui n'est pas directement lié à la préparation de la révolution sociale et du communisme libertaire. Ce faisant ils risquent de négliger quelques uns des mouvements populaires les plus profonds, les plus riches de passion et de révolte contre l'injustice, l'oppression, l'exploitation.

Cette attitude distante de l'anarchisme vis à vis des luttes nationales vient de l'ambiguïté même du concept de Nation et de l'incompatibilité foncière entre Anarchisme et Nationalisme.

Qu'est-ce qu'une Nation ? un peuple qui se donne un Etat, qui adhère à cet Etat -- C'est-à-dire exactement le contraire de ce que font les

anarchistes.

Qu'est-ce que le Nationalisme ? c'est l'exaltation du particularisme, la haine et le mépris organisés de tout ce qui est étranger. Alors que l'anarchiste est universaliste, et doit avoir une conscience mondiale non nationale, ouverte à ce qui est l'homme sous toutes ses formes.

Mais Nation, Nationalisme, Nationalité sont des idées et des mots récents ignorés jusqu'aux temps modernes. Nous cherchons dans cette étude à expliquer leur vogue et leur force actuelles .

-----NOIR ET
ROUGE

le nationalisme

HISTORIQUE

LES ETATS AVANT LES NATIONS

Avant que n'apparaisse l'idée de Nation les Etats ressemblaient plus à ce qu'ils sont : à des créations politiques ne tenant pas compte de l'existence des peuples. Chaque Etat assumait pleinement sa vocation qui est de s'étendre à l'infini en annexant le plus de territoires possible, sans se préoccuper de se justifier par l'existence préalable de communautés naturelles à libérer ou à unir. D'ailleurs les peuples plus réalistes ne prenaient guère d'intérêt à ces jeux de la guerre et des traités de paix. Aucune volonté commune n'était invoquée. Seul entraînait en ligne de compte l'appétit d'une ville, dilatée aux dimensions d'un Empire comme Rome ou Byzance, ou d'une dynastie agrandissant son "pré carré" comme les "rois qui firent la France".

Ville ou Empire tels étaient les deux pôles de l'extension des Etats. Villes de commerçants et

d'artisans où parfois s'épanouissaient des libertés comme dans les cités grecques, italiennes, flamandes et puis retombaient dans la tyrannie des grandes familles patriciennes : Carthage, Venise, Empires cosmopolites se succédant sur des mosaïques de peuples cimentés par la terreur ou la religion comme le St Empire romain germanique, les Empires perse, arabe, turc, ceux de l'Inde et de la Chine et le plus vaste de tous et le plus éphémère : l'Empire Mongol.

Quelquefois la volonté de domination s'incarnait dans un peuple apparu subitement sur la scène de l'Histoire. Ce peuple, énergique et fruste, combattif et avide, instrument d'une ville, d'une dynastie, d'une église ou de son propre appétit, s'enflait de conquêtes en conquêtes puis lui-même s'assimilant aux populations, soumis, perdait son énergie et disparaissait comme facteur historique décisif. Tels surgirent les Goths, les Vandales, les Arabes, les Normands, les Mongols. Ces peuples étaient devenus des classes dirigeantes, militaires et politiques d'ensembles humains beaucoup plus vastes qu'eux. En quelque sorte des peuples de seigneurs. Jamais ils ne constituèrent en Nation.

En face d'eux d'autres peuples ont lutté pour ne pas devenir des peuples d'esclaves.

De même que des mouvements révolutionnaires ont éclaté depuis la plus haute antiquité, de même parfois un peuple entier se soulevait contre l'occupant et proclamait son droit à l'existence. Ainsi les Grecs contre l'Empire perse, les Juifs contre Rome, les Morisques contre les Espagnols. Résistance victorieuse ou écrasement, dispersion ou expulsion, quelle que fut l'issue de la lutte rares sont les prolongements jusqu'à nous. Invasions, évolutions, transformations diverses au cours des siècles ont généralement effacé et composé de nouveaux amalgames. Seuls les résistances populaires aux derniers empires conquérants ont contribué à la naissance de nations actuelles pouvant s'attribuer une origine volontaire voire révolutionnaire.

LES PREMIÈRES NATIONS

En 1315, à MORGART, les chevaliers de l'Empereur d'Allemagne étaient défaits par les montagnards des cantons boisés qui commandent le St-Gothard, soulevés depuis 7 ans. Ainsi naissait ce qui allait devenir la Suisse première communauté d'Europe à conquérir d'elle-même son indépendance.

En 1566 les Pays-Bas se soulèvent contre l'occupation espagnole. Pendant 80 ans le Roi d'Espagne essaie de tenir tête envoyant, contre ceux qu'il appelle les "gueux", ses meilleures troupes.

En 1648 un même traité reconnaît l'indépendance des Provinces Unies des Pays-Bas et des Cantons Confédérés de la Suisse. Chacune de ces nations aura alors la fierté de devoir son existence non à la volonté d'un Prince mais à la révolte des simples gens contre l'injustice de l'occupant. Mythes parallèles de Guillaume Tell et de Rhyl l'Espégle.

L'année 1648 était d'ailleurs une année d'espoir pour les peuples opprimés d'Europe. Contemporains des Républiques suisse et néerlandaise, s'étaient soulevés comme cette dernière contre le Roi d'Espagne: la République catalane, le Portugal, Naples et la Sicile. Au même moment la monarchie était menacée en France par la Fronde et la République anglaise était proclamée.

Après la révolution néerlandaise et l'échec de la révolution anglaise ce sont les révolutions américaine et française qui entrediendront le mythe des pays de la liberté, de la nation libre.

La guerre d'indépendance américaine, par la capitulation anglaise de Saratoga (1777) et la défaite de Yorktown (1781), prouve que des "Insurgents" peuvent avoir raison du plus puissant Roi. La Déclaration d'Indépendance et la Déclaration des Droits propagent l'idée de République, souveraineté du peuple, de Nation.

Quelques années plus tard le quiproquo entre liberté populaire et souveraineté nationale est ag-

gravé par la Révolution française. La Nation opposée à l'absolutisme du monarque devient à son tour un absolu métaphysique et moral imposé au peuple ; au peuple français d'abord, aux peuples conquis --"libérés"-- ensuite.

LES NATIONS CONTRE LA GRANDE NATION

La bourgeoisie révolutionnaire pour se débarrasser des masses populaires les envoie aux frontières à l'assaut de l'Europe, introduisant la redoutable innovation du service militaire universel, digne pendant de l'impôt et du suffrage universels. La Révolution a hésité un moment entre une vocation universelle à l'émancipation des peuples et sa vocation purement française. La première sera conservée comme paravent de la seconde. Les "Armées de la Liberté" seront vite employées à essayer de ramener à l'esclavage les noirs révoltés de Saint-Domingue qui construisent la République de Haïti. Mais même en Europe la liberté de la nation française n'est conçue que par la négation de celle des autres.

Les peuples d'Europe les uns après les autres résistent et se soulèvent contre la "Grande Nation". Belges, Hollandais, Suisses, bientôt Italiens, Allemands sont progressivement inclus dans les limites que la Nation française croit voir pour elle depuis Danton "marquées par la nature". L'empire napoléonien ne fera que poursuivre l'oeuvre des Assemblées révolutionnaires en la matière.

Successivement libérés, occupés, réduits à l'état de satellite --"les Républiques sœurs"-- et finalement annexés ou gouvernés par des fantoches au profit de la France, les peuples d'Europe retournent contre celle-ci les idées nationales.

La "guerre d'indépendance" espagnole, la "guerre de libération" allemande et la "guerre patriotique"

russe dressent les peuples contre la Grande Armée. Et ceux-ci sont victorieux passant de la guerre de partisans à la guerre nationale ils se sont vus partout soumis à la contagion du service militaire obligatoire. Désormais, la guerre, au lieu d'être affaire de souverains et de petites armées de métier, concerne les peuples entiers. A la guerre en dentelle succèdent l'hécatombe des masses et les grandes saignées nationales.

En 1813 la "bataille des nations" à Leipzig a fait contre la France triompher l'unanimité de l'Europe.

La Révolution française a ainsi été à son corps défendant le signal de l'éveil des nationalités. Elle a accéléré à son profit ou à son dommage les unités italienne et allemande, elle a essayé de susciter la renaissance nationale égyptienne, yougoslave, polonaise et même hongroise.

CONSTITUTION DE 1791

"La nation française renonce à entreprendre
"aucune guerre dans la vue de faire des
"conquêtes et n'emploiera jamais ses forces
"contre la liberté d'aucun peuple."

**QUI JETA LA REVOLUTION FRANCAISE DANS LA GUERRE
EN 1792 ?**

MARIE ANTOINETTE/ POUR la guerre... (et la défaite afin
que les Princes Allemands réta-
blissent la Monarchie absolue en France)

"La meilleure manière de nous servir est de nous
"tomber sur le corps" (lettre à Fersen, déc. 1791)

LOUIS XVI: POUR la guerre... (le pays sera envahi et on
aura besoin du Roi comme arbitre entre
la France et les Princes)

"La pression d'une armée formidable aurait les
"plus heureuses conséquences" (lettre à l'Empereur)

LES ROYALISTES: POUR la guerre... (qui fera l'union de
la nation autour du Roi)

LES MILITAIRES: POUR la guerre... (qui renforcera l'au-
torité des généraux et leur rôle
personnel)

LE CENTRE (les Feuillants): CONTRE la guerre;;. (car l'ar-
mée est plus forte
dans la paix)

LA GAUCHE (les Jacobins): POUR la guerre... (qui démas-
quera les royalistes --

buts intérieurs--) Brissot:

"Je n'ai qu'une crainte c'est que nous ne soyons
"pas trahis... Nous avons besoin de grandes tra-
"hisons... Il faut la guerre pour consolider la
"liberté, pour l'approuver."

(qui libérera les peuples --guerre de propagande--)

L'EXTRÊME GAUCHE: CONTRE LA guerre... (qui risque de renfor-
cer l'exécutif et de conférer un
rôle politique à l'armée --Césarisme--, qui fera haïr les
armées de la révolution) Robespierre :

"Les missionnaires armés ne sont armés par personne"

R. ROCKER : LA RÉVOLUTION FRANÇAISE AUX ORIGINES DU NATIONALISME

INDOLF ROCKER né en 1873 en Allemagne, fut mêlé à l'histoire du mouvement anarchiste dans de nombreux pays à tel point que ses volumineuses mémoires sont une véritable chronique de l'anarchisme international.

Il quitta définitivement l'Allemagne quand Hitler prit le pouvoir et il vit actuellement aux Etats-Unis.

Son livre "Nationalisme et Culture" était écrit avant son exil et fut publié à Barcelone pendant la Révolution, d'autres éditions suivirent notamment en anglais, néerlandais, espagnol, yddish, potrugais et suédois. Aucune édition française n'a encore pu voir le jour. Pourtant cette oeuvre fondamentale occupe une place éminente parmi les écrits anarchistes et dans la pensée contemporaine.

Des hommes aussi divers que Bertrand Russell, Lewis Mumford, Herbert Read ou Einstein en ont fait un éloge marquant.

Après l'essai infructueux de la famille royale pour fuir, la situation intérieure devint de plus en plus tendue jusqu'à ce que la prise des Tuileries mit une fin à toutes les demi-mesures, et les représentants du peuple ouvrirent sérieusement le débat sur l'abolition de la royauté. Manuel résuma tout le problème en une phrase : "Ce n'est pas assez d'avoir déclaré la domination du seul et unique souverain, la nation. Nous devons aussi la libérer du faux souverain le roi." Et l'Abbé Grégoire le soutint, décrivant la dynastie comme "des générations vivant de chair humaine" et déclarant : "Les amis de la liberté doivent finalement recevoir pleine sécurité. Nous devons détruire ce talisman dont le pouvoir magique peut encore obscurcir l'esprit de beaucoup d'hommes. Je demande l'abolition de la royauté par une loi solennelle."

Le triste abbé n'avait pas tort; en tant que théologien il savait combien intimement la religion et la politique sont unies. Bien sûr le vieux talisman devait être cassé pour que les simples d'esprit ne soient plus conduits à la tentation. Mais ceci ne pouvait être fait qu'en transférant son influence magique sur une autre idole mieux appropriée au "besoin de foi" des hommes et capable de montrer plus de force en pratique que l'agonisant "droit divin" des rois.

Dans le combat contre l'absolutisme la doctrine de la "volonté commune" qui trouva son expression dans la "souveraineté populaire" se révéla une arme d'une valeur révolutionnaire puissante. Pour cette raison précise nous oublions tous trop souvent que la grande Révolution a inauguré une nouvelle phase de la servitude politico-religieuse, dont les racines spirituelles ne furent en aucune façon extirpées. En entourant le concept abstrait de "Patrie" et de "Nation" d'une auréole mystique une nouvelle foi fut créée qui pourrait à nouveau faire merveille. L'ancien régime n'était plus capable de miracles car l'atmosphère de volonté divine qui l'avait entouré avait perdu son pouvoir d'attraction et ne

pouvait plus combler le coeur de ferveur religieuse. La nation politiquement organisée était au contraire un nouveau dieu dont le pouvoir magique n'était pas encore épuisé. Sur ses temples brillaient les mots pleins de promesses "Liberté, Egalité, Fraternité", suscitant chez les hommes la croyance que l'ordre nouveau leur apporterait le salut. A cette divinité la France sacrifia le sang de ses fils, ses intérêts économiques, et elle-même entièrement. Cette nouvelle foi résonnant dans l'âme de ses citoyens les emplit d'un enthousiasme qui fit plus de merveilleux que la meilleure stratégie de ses généraux.(...)

L'absolutisme de la royauté était tombé; mais seulement pour donner lieu à un nouvel absolutisme encore plus implacable que le "droit divin" de la monarchie. Le principe absolu de la monarchie s'élevait hors de la sphère d'activité du citoyen et ne s'appuyait que sur la seule "grâce de Dieu" dont il prétendait être l'expression, la volonté. Le principe absolu de la nation, au contraire fait du moindre des mortels un co-porteur de la volonté commune, même quand il lui est dénié le droit d'interpréter cela en fonction de sa propre intelligence. Imbu de cette pensée chaque citoyen, à partir de là, forge son propre maillon dans la chaîne de dépendance qu'un autre a d'abord forgé pour lui. La souveraineté de la nation conduit chacun dans le même chemin, absorbe chaque considération individuelle et remplace la liberté personnelle par l'égalité devant la loi.

Ce n'est pas sans raison que les tables de la loi de Moïse furent dressées dans la convention comme un symbole de la volonté nationale. Non sans raison furent pendus aux murs de l'Assemblée les faisceaux et les haches des licteurs comme emblème de la République Une et Indivisible. Aussi l'homme fut sacrifié au citoyen et la raison individuelle à la prétendue volonté nationale. Quand les conducteurs de la révolution, animés par l'esprit de Rousseau s'efforcèrent de détruire toute association naturelle dans laquelle les besoins et les impulsions des

hommes cherchent leur expression ils détruiraient la racine de toute véritable association, Exactement (I) de la même façon que la "volonté de Dieu" avait toujours été la volonté des prêtres qui la transmettaient et l'interprétaient pour le peuple, la "volonté de la Nation" ne pouvait être que la volonté de ceux à qui il arrivait d'avoir les rennes du Pouvoir public dans les mains et qui étaient, en conséquence, en position de transmettre et d'interpréter la "volonté commune" à leur manière. L'origine de ce phénomène ne doit pas nécessairement être recherché dans une hypocrisie inhérente. Beaucoup plus raisonnablement pouvons-nous en ce cas parler d'"abuseurs abusés"; plus profondément les porte-paroles de la volonté nationale sont convaincus du sacré de leur mission: plus désastreux sont les résultats venant de leur inhérente honnêteté. Il y a une profonde signification dans la remarque de Sorel "Robespierre prit son rôle au sérieux, mais son rôle était un rôle artificiel".

Au nom de la nation la convention mit hors la loi les Girondins et envoya leurs chefs à l'échafaud; au nom de la nation Robespierre avec l'aide de Danton liquida les Herbertistes et les "Enragés"; au nom de la nation Robespierre et St-Just firent mourir la poussière à Danton; au nom de la nation les hommes de thermidor liquidèrent Robespierre et ses partisans; au nom de la nation, Bonaparte se fit lui-même Empereur des Français.

Vergniaud assurait que la révolution était "un Saturne qui avale ses propres enfants". Ceci pourrait être dit avec bien plus de raison du principe mystique de la souveraineté de la nation, auquel ses prêtres offrent constamment de nouveaux sacrifices. En fait la nation devint un Moloch qui ne pourrait jamais être satisfait. Exactement comme avec tous les dieux, ici aussi, la vénération religieuse conduisit à son ré-

(I) Lire après "association," transformèrent le peuple en la foule et inaugurèrent ce processus fatal de déracinement social qui fut plus tard accéléré et aiguisé par la croissance de l'économie capitaliste.

sultat inévitable : la nation est tout, l'homme rien!

Tout ce qui appartenait à la nation prit un caractère sacré. Dans les plus petits villages des autels furent érigés à la patrie et des sacrifices furent offerts. Les jours fériés des patriotes en vinrent à avoir le caractère de fêtes religieuses. Il y avait des hymnes, des prières, des symboles sacrés, des processions solennelles, des reliques patriotiques, des objets de pèlerinage -- tout cela pour proclamer la gloire de la patrie. A partir de maintenant on parlait de la "gloire de la nation" comme auparavant de la "gloire de Dieu". Un député appela solennellement la Déclaration des Droits de l'Homme le "Cathéchisme de la Nation". Le "Contrat Social" de Rousseau devint "la Bible de la Liberté". D'enthousiastes fidèles comparèrent la Montagne de la Convention au Mont Sinaï où Moïse reçut les Tables sacrées de la loi. "La Marseillaise" devint le Te Deum de la nouvelle religion. Une intoxication de croyance s'était répandue sur le pays. Chaque considération critique était submergée sous le flot des sentiments.

Le 5 novembre 1793, Marie Joseph Chénier frère du malheureux André Chénier, dit à la convention assemblée :

"Si vous vous êtes libérés vous-mêmes de tous préjugés pour prouver que vous êtes le plus grand honneur de la nation française, dont vous êtes les représentants, alors vous savez comment sur les ruines des superstitions détrônées peut être fondée la seule religion naturelle n'ayant ni sectes, ni mystères. Ses prédicateurs sont nos législateurs, ses prêtres nos fonctionnaires exécutifs de l'Etat. Dans le temple de cette religion l'humanité offrira l'encens seulement sur l'autel de notre pays, notre mère à tous et notre divinité".

Dans l'atmosphère suffocante de cette foi nouvelle le nationalisme moderne naquit et devint la religion de l'Etat démocratique. Et plus profondément le citoyen vénérât sa propre nation plus large de-

venait l'abîme qui la séparait de toutes les autres nations, avec plus de mépris regardait-il tous ceux qui n'avaient pas la chance d'être parmi les élus. Il y a seulement un pas de la "Nation" à la "grande Nation" -- et cela pas seulement en France.

La nouvelle religion avait non seulement ses propres rites, ses dogmes inviolables, sa mission sainte, mais aussi la terrible orthodoxie caractéristique de tout dogmatisme qui ne laisse sa voix à aucune opinion autre que l'opinion unique; par ce que la volonté de la nation est la révélation de Dieu ne tolérant aucun doute. Celui qui ose douter de tout cela, et avancer des considérations contraires à l'expression de la volonté nationale est un lépreux social et doit être expulsé de la communion des fidèles...

ROCKER. "Nationalisme et Culture"

(Chapitre 10)

Traduit de la seconde édition
américaine (pages 175-179).

L'EVEIL DES NATIONALITES AU XIX^e SIECLE

La confusion due à la révolution française se répandra dans tous les pays de culture européenne et le XIX^e siècle sera marqué par une série de révolutions où souvent nationalisme et libéralisme et même socialisme seront mêlés. Par grandes vagues périodiques des soulèvements de peuples, malgré les Saintes Alliances des monarchiques, aboutiront alors à l'éclatement des vieux Empires.

Les Empires Iberiques d'abord perdent leur plus grand domaine : l'Amérique latine. Successivement le Brésil (1808), le Mexique (1810), les provinces du Nord (Vénézuëla, 1812 etc...) et du Sud (Argentine 1813 etc...) se sont soulevés. Les Espagnols sont définitivement battus à Ayacucho en 1824 tandis que l'année précédente était proclamée la doctrine de Mourve "l'Amérique aux Américains". Les dernières colonies espagnoles de quelque importance (Cuba, Philippines) se soulèvent à la fin du siècle, mais elles tombent déjà dans l'orbite d'un nouvel impérialisme : celui des Etats-Unis.

L'Empire Turc, le plus faible de tous, "l'homme malade", s'abîme lentement lui aussi.

Successivement se soulèvent les Monténégrins, les Serbes, les Grecs, les Romains, les Bulgares, les Bosniaques, les Macédoniens et les Arméniens. Les cinq premiers passant par toutes les phases de l'insurrection, de l'autonomie, de l'indépendance et de l'unité nationales deviennent des Nations au cours du XIX^e siècle et surtout en 1878 à l'issue de la guerre Russo-Turque. Les derniers auront moins de chance ; les Bosniaques tombent directement sous la coupe de l'impérialisme autrichien les Macédoniens sont massacrés puis partagés, les Arméniens à leur tour victimes d'une politique d'extermination de "genocide" des plus systématique.

Les dépouilles du déclinant Empire turc sont un objet de convoitise pour les Impérialismes montants : la France prend l'Algérie et la Tunisie, l'Angleterre l'Egypte et l'Italie la Libye (1911).

Enfin le soulèvement arabe de 1917 avec le concours de l'Impérialisme anglais (Colonel Lawrence) détache les derniers pays non turcs de l'Empire (Palestine, Syrie, Mésopotamie). Les Turcs menacés à leur tour par les nouvelles nations (Grèce, etc...) se réfugieront finalement aussi dans un nationalisme défensif (Kemal).

Mais d'autres Empires sont menacés par des forces nationales centrifuges en Europe même. Les vieux Etats dynastiques ont à faire face aux nationalismes qui cherchent à se regrouper d'ailleurs en vain : L'Italie en 1831 et 1848, l'Allemagne en 1848, la Pologne en 1831 et 1863; seul succès : la Belgique en 1830.

1848, l'année des révolutions met particulièrement en péril l'Empire d'Autriche champ clos où s'affrontent les nationalités les plus diverses.

Les Hongrois héritiers d'une longue suite de guerres d'indépendance nationale (1593-1608, 1678-1685, 1703-1710) tiennent à nouveau tête pendant plus d'un an à l'Autriche. D'autre part les peuples tchèques, Slovaques, Polonais, Slovènes, Croates, Serbes opprimés séculairement par les Allemands ou les Hongrois participent à un vaste mouvement de renaissance et d'émancipation nationale.

La lutte des peuples Slaves contre l'impérialisme allemand (et accessoirement magyar) est la trame de toute l'histoire de l'Europe orientale. C'est la résistance de masse paysanne essayant à travers les siècles de sauvegarder son originalité, sa langue, sa terre contre une civilisation féodale qui tente de la réduire au servage et de lui nier le droit à l'existence. Ce qui différencie l'impérialisme allemand des impérialismes ibériques, français, anglais, etc... est qu'il conçoit la colonisation en Europe même et cela jusqu'à nos jours. Les indigènes à repousser, spolier,

assimiler ou exterminer il ne va pas les chercher en Amérique ou en Afrique mais il les voit à sa porte. Alors que d'autres portaient le fer, le feu, le sang et les larmes au-delà des océans, lui depuis les croisades des Chevaliers Allemands (XIII^e siècle) il pousse sans arrêt vers les plaines de l'Est : C'est le "Drang nach Osten". Contre le germanisme insinuant ou conquérant le slavisme est un réflexe de défense des peuples qui ne veulent pas s'éteindre. Et c'est par le PANSLAVISME que Bakounine est venu à l'anarchisme s'opposant en cela aux pangermanistes les plus grossiers comme Marx, incapables de concevoir un progrès ne passant pas par la force des grands Etats conquérants.

UNE PAGE MAL CONNUE DE MARX et ENGELS APÔTRES DE L'IMPÉRIALISME

L'article suivant de Marx et Engels publié dans la "Neue Rheinische Zeitung" de janvier et février 1849 traite la question des slaves en général.

"toutes ces petites nations impuissantes et chétives doivent en somme de la reconnaissance à ceux qui, selon les nécessités historiques, les rattachent à quelque grand empire, leur permettant ainsi de participer à un développement historique auquel, abandonnées à elles-mêmes, elles seraient restées tout à fait étrangères. C'est l'évidence même qu'un tel résultat ne saurait être réalisé sans écraser quelques pousses tendres. Sans violence, rien ne peut être mené à bonne fin dans l'histoire. que serait devenue celle-ci, si Alexandre, César et Napoléon avaient été dotés de la même émotivité à laquelle le panslavisme fait maintenant appel en faveur de ses clients ?

"Les Tchèques, au nombre desquels nous comptons les Moraves et les Slovaques (quoiqu'ils soient différens au point de vue linguistique et historique) n'ont jamais eu d'histoire. Depuis Charlemagne, la Bohême est rattachée à l'Allemagne. Pendant un instant la nation tchèque s'émancipe pour former l'empire grand-morave... Ensuite Bohême et Moravie sont définitivement rattachées à l'Allemagne et les régions slovaques restent à la Hongrie. Et cette "nation" inexistante au point de vue historique exige l'indépendance?... Il est inadmissible de donner l'indépendance aux Tchèques, car alors l'Est de l'Allemagne aurait l'apparence d'une miche de pain rongée par les rats.

"La conquête par les Allemands des régions slaves entre l'Elbe et la Wartha fut une nécessité géographique et stratégique résultant du partage de l'Empire carolingien. Ces régions ont été complètement germanisées. La cause est entendue. Le résultat ne peut être mis en question... que cette conquête fût dans l'intérêt de la civilisation, cela ne souffre pas de doute.

"C'est une nécessité vitale pour les Allemands et les Hongrois de ne pas être coupés de l'Adriatique. Les considérations géographiques et commerciales priment toutes les autres... Est-ce un malheur si la magnifique Californie vient d'être arrachée aux Mexicains pourris qui ne savaient qu'en faire?... "L'Indépendance" de quelques Espagnols de Californie et du Texas en souffrira peut-être; la "justice" et autres principes moraux pourront être enfreints par-ci, par-là; mais qu'est-ce que cela peut faire en face de tant d'autres faits de ce genre de l'histoire universelle ?

"Nous n'avons rien trouvé jusqu'ici dans le manifeste panslaviste, hormis ces catégories plus ou moins morales : "Justice", "Humanité", "Liberté", "Egalité", "Fraternité", "Indépendance" qui sonnent

bien mais ne prouvent rien dans le domaine politique ou historique. Nous le répétons : à part les Polonais, les Russes et peut-être les Slaves de Turquie, aucun peuple slave n'a d'avenir pour la simple raison que tous les autres Slaves manquent des premières bases historiques, géographiques, politiques et industrielles. L'indépendance et la vitalité leur font défaut... Ceux qui se sont soumis les différentes nations slaves avaient davantage d'énergie et de vitalité que celles-là.

"Nous répondrons que la haine des Russes est la première passion révolutionnaire des Allemands et que, maintenant, la haine des Tchèques et des Croates vient s'y ajouter. La révolution ne peut être sauvée que par la pratique d'une terreur résolue contre les peuples slaves, qui, pour les perspectives de leur misérable "indépendance nationale", ont vendu la démocratie et la révolution. De cette trahison infâme et lâche nous prendrons un jour sur les slaves une sanglante revanche."

Un tel texte quelques mois après le "Manifeste Communiste" est peu fait pour nous donner de l'estime envers ce prétendu fondateur du socialisme. Il est en effet difficile d'imaginer un plus extravagant tissu d'erreurs historiques, de jugements faux et d'incompréhension humaine, assaisonné de suffisance, de morgue et de hargne, de haine contre des peuples entiers, sorti d'un esprit plus dominateur et plus chauvin.

Bornons-nous à relever seulement à titre d'exemple que le peuple tchèque mis en salade avec ses voisins, et qui n'aurait "jamais eu d'histoire", est un de ceux d'Europe dont le passé est le plus riche en culture : Prague est une capitale de l'esprit; son université est une des premières, et, plus ancienne qu'aucune en Allemagne. Les Tchèques comptèrent non seulement des hommes de tout premier

plan comme Jean Huss et son ami Chelchiky dont Tolstoï disait qu'il était son maître à penser, ou Valdstijn (Wallenstein) personnage sur lequel on a le plus écrit, Napoléon mis à part. Mais aussi les Tchèques accomplirent le premier grand mouvement de réforme philosophique (1) le Hussisme et le Taborisme dont les paysans armés firent trembler tous les pouvoirs féodaux, politiques et religieux d'Europe (1419-1434). Enfin la résistance acharnée des Tchèques à l'oppression catholique et allemande se prolongeant encore deux siècles se trouva être l'origine de la guerre de 30 ans, qui marqua pour toujours l'histoire et la pensée allemandes et dont l'anéantissement du peuple tchèque fut l'un des buts. Non pleinement atteint, puisque, deux siècles encore plus tard, en 1848, en même temps qu'à Francfort se réunit ce "Parlement d'un pays imaginaire" qu'est alors l'Allemagne, à Prague se tient le congrès panslavic. Tandis que Bakounine, après s'être porté à Prague, combattait pour aider les peuples slaves, en Saxe au côté des révolutionnaires allemands, Marx misant sur le Parlement de Francfort et la Grande Allemagne refusait l'existence à un autre peuple; en invoquant des soucis d'esthétique spatiale vraiment surréalistes, pour justifier la loi de la force pure et du conservatisme le plus pesant et le plus réactionnaire.

Quand écrit Marx, les armées de l'Ordre qui ont pris Prague, dispersé le congrès et jugulé les Tchèques fourbissent les armes qui leur serviront à écraser les révolutions allemandes à Vienne, à Berlin, en Saxe et à Francfort.

En 1878, Monténégrins, Bosniques, Serbes, Bulgares, Romains dressés contre les Turcs font le pas décisif vers leur indépendance définitive grâce à l'intervention russe. Là encore Marx prend franchement position pour la Turquie contre la libération bulgare. Kropotkine, Stepniak et quelques autres

(1) Lire après "philosophique": et de révolution sociale des temps modernes : le (...)

anarchistes russes considéraient au contraire que la libération de la Bulgarie était un pas en avant tandis que James Guillaume, Cafiero, Peron, Elisée Reclus et Nicolaï Joukovski signent le manifeste dans lequel on considère la guerre russo-turque comme une guerre impérialiste et non pas libertaire.

QUESTION NATIONALE

Socialistes, communistes et souvent anarchistes sont à tel point omnubilés par les problèmes sociaux qu'agiter devant eux la question nationale vous fait passer pour légèrement farfelu; les classes travailleuses luttent contre le capitalisme ou l'Etat, il n'y a pas à sortir de cela; tout autre objectif ne peut être qu'une diversion -- d'ailleurs suspecte d'être inventée par le Capital. Mollet proclamant que "le droit des peuples à disposer d'eux mêmes est contraire au socialisme" ne fait au fond qu'exprimer avec cynisme ce qu'ont toujours pensé les partis ouvriers. Puisque ces partis luttent pour les travailleurs : tous les exploités n'ont qu'à entrer dedans, sans distinction de race, de langue ou de nationalité... et puis tout s'arrangera. Sans parler des partis ou même des syndicats qui ont éloigné d'eux volontairement et systématiquement les travailleurs appartenant à des populations inférieures, arriérées, "indigènes"... En fait la prépondérance de la métropole s'est exercée non seulement dans le domaine capitaliste, économique et politique, mais aussi dans les organisations ouvrières. Les populations opprimées nationalement l'ont été non seulement par l'Etat dominant mais simultanément par les partis d'opposition ou les mouvements ouvriers et syndicaux organisés en fonction de cet Etat contre lui mais à son image. Il y a un impérialisme socialiste et syndical comme il y a un impérialisme capitaliste militaire, religieux, économique et politique. Cet impérialisme est fondé sur le même préjugé que l'autre : c'est-à-dire que les peuples retardés n'ont qu'à suivre les plus évolués, se laisser guider par eux, et les rattraper pour s'assimiler à eux, à leurs méthodes. Même préjugé contre tout particularisme, tout séparatisme.

Or la réalité est toute différente, et l'his-

toire montre chaque peuple refaisant l'expérience de ses devanciers, mais à sa manière, dans son propre cadre. La prise de conscience de classe n'efface pas qu'on le veuille ou non, la conscience d'appartenir à une autre communauté de langue, de territoire, de coutumes que le prolétariat métropolitain. C'est cette évidence que les théoriciens et politiciens marxistes ont mis si longtemps à comprendre. C'est ce droit à s'organiser, même pour la lutte de classe, à l'intérieur de chaque peuple, de chaque collectivité linguistique et non pas sans distinction de peuple, de langue, etc... qu'ils ont été si longs à admettre.

Peuples soumis et religion d'esclaves. La social -
démocratie

allemande a eu longtemps autant de mépris pour les Polonais, peuple paysan encadré par ses curés, que le gouvernement de Bismarck lui-même. Ici à l'éloignement des bureaucrates allemands, les mieux organisés du monde, vis à vis d'un peuple de condition très différente voire très inférieure s'ajoute le mépris des héritiers d'une tradition protestante et philosophique "éclairée" pour une masse restée sous l'emprise de l'église catholique. On peut mesurer le fossé qui séparait les deux communautés polonaise et allemande dans le même Etat si l'on se souvient que la politique de combat pour la culture "Kulturkampf" de Bismarck -- annonciatrice trente ans à l'avance de la séparation de l'Eglise et de l'Etat en France -- avait son origine dans la volonté d'ébranler l'opposition de l'Eglise polonaise.

De même que l'impérialisme allemand avait beau jeu de dénoncer dans la minorité polonaise ce qu'on appellerait aujourd'hui la "cinquième colonne" du Vatican, l'impérialisme anglais dénonçait chez les Irlandais un même asservissement à la politique romaine. Parallèlement au mot d'ordre du Kulturkampf: "Loss von Rome !" (Séparation d'avec Rome) qui ne pouvait que faire l'unanimité de toute l'Allemagne luthérienne, philosophe ou progressiste, les conser-

vateurs anglais pouvaient objecter aux partisans de l'autonomie irlandaise : "Home Rule means Rome Rule" (Gouvernement autonome signifie gouvernement de Rome). Il est de fait que Rome dans sa politique de domination mondiale s'est, aux époques les plus différentes, appuyée systématiquement, d'une part sur des minorités nationales contre les régimes considérés comme trop laïcs (Irlandais contre le Royaume-Uni, Polonais contre le Reich, Bretons, Basques et Alsaciens-Lorrains contre la République française), et, d'autre part sur les peuples "montants" contre les civilisations décadentes : Elle a cherché et trouvé appui auprès des barbares Francs contre l'Empire Romain païen, des sauvages Normands contre l'Empire Bizantin schismatique, à nouveau des Francs rudes et frustrés contre les Albigeois hérétiques, sans parler de l'épouvantable reconquête espagnole contre les Maures ou des sordides croisades contre les "infidèles". Dans la seconde moitié du XX^e siècle elle appuiera de plus en plus les mouvements anticolonialistes asiatiques et africains dans la mesure où elle sentira que le règne des puissances impériales passe.

Partout l'Eglise catholique sait s'adapter plus vite que les idéologies laïques aux conditions particulières de chaque peuple. Pourtant les unes et les autres sont d'inspiration universaliste. Mais l'église romaine sait mieux que quiconque se modeler aux nécessités de la psychologie locale. Et, en premier lieu, à chaque peuple elle prêche en sa langue et non en celle de l'Etat dominateur. Elle sait même au besoin sacrifier le latin comme langue liturgique. Le fait que le catéchisme ait toujours été dit en polonais, en breton et maintenant dans chacune des langues africaines lui donne une autre résonance populaire que les lois de l'Etat, les commandements de l'armée ou même les leçons de l'instituteur.

La hiérarchie catholique est bien plus largement ouverte aux "élites" indigènes que celle de l'Etat colonisateur. La prêtrise et épiscopat

chinois, vietnamiens, indiens ou noirs, sont des établis de façon plus durable que l'existence de cadres militaro-financiers corrompus et vendus à l'Occident comme à Formose ou au Siam. Plusieurs encycliques papales ont déjà affirmé le droit des Africains à l'émancipation politique. Ceci s'applique également pour l'Algérie où l'appui des chrétiens aux insurgés est sans doute plus important que celui des marxistes et des gens de gauche, des libéraux. Le Sénateur américain Kennedy dont l'intervention en faveur de l'indépendance algérienne a fait tant de bruit, avant d'être un libéral est surtout un catholique. A l'O.N.U. les voix latino-américaines manquant pour faire l'appoint aux côtés des impérialistes européens contre le groupe de Bandoung, et pour lesquelles la France a tant dépensé sont celles d'Etats chrétiens. Le premier voyage d'un Président français au Vatican a été effectué en 1956 dans le but d'obtenir la condamnation de l'insurrection algérienne comme l'Angleterre avait obtenu celle du nationalisme irlandais; mais cette fois la démarche semble avoir été vaine malgré les concessions offertes et les humiliations consenties.

Remarquons cependant qu'un peuple, même solidement catholique, peut dépasser la politique vaticane et combattre malgré Rome. Ce fut le cas en une certaine mesure des Irlandais mais surtout des Basques parceque la Révolution espagnole leur avait donné la liberté en 1936.

Le laboratoire autrichien : Dans l'Empire d'Allemagne ou sur les îles britanniques la question nationale ne s'est guère posée que comme celle d'une grande minorité, qui, un jour ou l'autre, si elle se séparait pourrait causer un grand dommage mais ne mettrait guère en jeu l'existence du pays. Il en allait tout autrement de l'Empire autrichien au sein duquel tous les peuples étaient minoritaires y compris la population allemande dominante.

Le dilemme n'était pas : perdre ou ne pas perdre quelques provinces, mais : vivre ensemble ou éclater de tous côtés. Tout bon Autrichien devait alors se demander comment empêcher l'éclatement de l'Empire et les marxistes étaient aussi de bons Autrichiens. Aux séparatistes (Tchèques, Slovènes, etc...) considérant l'empire comme une "prison des peuples" qu'il fallait faire sauter, la social-démocratie autrichienne répondait qu'il valait mieux l'aménager. Les recherches de l'austro-marxisme sur ce problème (Springer : "Le Problème national" -- Otto Bauer : "La question nationale et la social-démocratie", etc...) avaient déjà posé tous les problèmes juridiques de la cohabitation entre nationalités diverses : Statut personnel ou découpage territorial, régionalisme de petits territoires homogènes ou grandes unités, protection des minorités et représentation de chacun suivant sa nationalité etc..., etc.... Toutes ces questions resurgissent aujourd'hui à propos de l'Algérie comme chaque fois qu'un empire est miné, mais la solution a toujours été trouvée ailleurs. Soit que les peuples d'eux-mêmes emportés par leur élan aient désintégré les vieilles structures, comme il arriva de l'Autriche où la social-démocratie se divisa en partis : tchèque, polonais, etc..., soit que l'Etat ayant été anéanti un autre système d'exploitation d'un stade plus avancé ait à nouveau réuni les peuples par d'autres liens, comme il en advint de la Russie.

La solution russe : L'Empire russe lui aussi posait à ses dirigeants effectifs : les tzars, comme à ses dirigeants potentiels : les socialistes, le problème des nationalités.

Comme la révolution de 1848 pour l'Autriche, la révolution de 1905 pour la Russie ébranla tout le régime et les peuples esquissèrent un net mouvement centrifuge : Finlandais, Lettons, Polonais, Géorgiens manifestèrent par les armes et l'insurrection leur volonté de se séparer des "Grands Russes". Malgré la répression des groupes de par-

tisans les "boieviki" subsistèrent parmi les peuples allogènes pratiquant l'"expropriation" des oppresseurs et acceptant même l'argent japonais.

Ces faits éclairèrent Lénine qui comprit la nécessité pour son parti de lier à la lutte ouvrière non seulement la lutte agraire mais la lutte nationale. Celui que Lénine appela alors à ce sujet "un merveilleux Georgien" : Staline chargé de rassembler toute les études et tous les débats amassés en Autriche sur la question nationale. La brochure intitulée "Marxisme et question nationale" publiée à Vienne en 1913 résulta de tous ces efforts et, consacra depuis Staline comme le spécialiste en la matière.

Voici ce qu'il écrit dans ce petit ouvrage au chapitre "Question nationale en Russie" de cet inimitable ton de séminariste qui le rendra célèbre :

"Qu'est-ce qui met particulièrement en émoi la minorité nationale ?

La minorité est mécontente, non de l'absence d'une union nationale, mais de l'absence du droit de servir de sa langue maternelle,

Laissez-lui l'usage de sa langue maternelle, et le mécontentement passera tout seul.

La minorité est mécontente, non de l'absence d'une union artificielle, mais de l'absence chez elle d'une école en langue maternelle. Donnez-lui cette école et le mécontentement perdra tout terrain."

Staline sera le premier à se souvenir de son prêche. Il sera fondateur en 1917 du Ministère des Nationalités par lequel seront organisés sur une base nouvelle les peuples de l'Empire.

La part du feu ayant été faite par le Traité de Brest Litwosk cédant toutes les régions occidentales minoritaires, les peuples restant sous le contrôle bolchévick reçurent effectivement un régime nouveau selon lequel chacun put utiliser sa langue. Au lieu d'essayer de "russifier" les Finnois, les Turco tartares, les Caucasiens on en fit des égaux des Russes gardant avec ceux-ci leurs différences. Non seulement plus aucun frein n'était mis à l'usage des langues nationales, mais

elles étaient même encouragées, enseignées, parfois il fallut les écrire pour la première fois et leur donner un alphabet. Les fonctionnaires furent obligés de les parler, les Universités de les propager.

Sur le plan politique ces peuples purent s'élever en régions ou républiques autonomes fédérées avec les Russes. Là aussi égalité, dans ce sens que, Russés ou non, tous furent également dépourvus de liberté politique et sociale réelle. Russes et allogènes étant devenus égaux dans l'oppression nouvelle le pouvoir bolchévick put se lancer dans la récupération des débris de l'empire des tsars. La Finlande, cette "Suisse du Nord", étant respectée sur la recommandation expresse de Lénine, la Pologne fut attaquée (1920) mais, s'étant défendue, les Bolchéviks s'aperçurent alors eux-aussi, comme Robespierre, qu'ils n'étaient plus des libérateurs dès les frontières franchies. Ils se rabatent néanmoins sur l'Ukraine puis la Georgie (1921), tout le Caucase et le Turkestan, comme plus tard les pays Baltes (1940).

Toutes les belles formules de Marx ("Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre") furent vite foulées aux pieds des armées d'invasion chantant à nouveau des hymnes à la gloire du "grand peuple russe rassembleur des terres", ou celle de Lénine ("il ne faut pas confondre le nationalisme des peuples opprimés et celui de la nation impérialiste").

"Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes c'est trop souvent le droit d'une bourgeoisie à disposer de son peuple" reconnaissait Lénine. L'expérience bolchévik prouve que ce pourra aussi être celui d'une bureaucratie.

Il en a été des Bolcheviks comme de tous les "protecteurs" ou "libérateurs" de peuples: prônant la liberté de tous ceux qui pouvaient leur être utiles au loin et réduisant en servage ceux qu'ils trouvaient à leur portée. La Révolution française au même moment où elle matait les Belges, volait au secours des Irlandais. Napoléon essayant de dominer l'Allemagne et l'Espagne voulait paraître le

libérateur de la Pologne, de l'Illyrie ou même de la Hongrie -- presque de la Serbie. Palmerston s'enflammait pour les Grecs insurgés tout en laissant réduire les Irlandais par son gouvernement. Napoléon III aidait l'unité italienne ou allemande mais tentait d'asservir le Mexique. Wilson pouvait s'émouvoir pour tous les peuples opprimés sauf les Philippines. Hitler lui, ayant essayé d'ancêtre les Tchèques et les Polonais se fera passer pour le libérateur des Slovaques ou des Croates. Chacun suivant l'opportunité se choisit tel ou tel client tant que l'occasion ne se présente pas de le réduire en esclavage.

QUESTION COLONIALE

Le champ d'expansion des grands Etats étant trop étroit en Europe c'est outremer qu'ils vont pouvoir se livrer à une compétition effrénée.

La colonisation de la planète par les Européens est le trait marquant des temps modernes, jusque-là chaque civilisation, méditerranéenne, indienne, chinoise ou américaine, vivait à peu près en vase clos et sur un pied d'égalité technique et économique. Au contraire depuis deux siècles environ le monde entier s'est progressivement mis à travailler pour les Européens. Toutes les richesses de la terre, tous les revenus furent transportés vers l'Europe pour y être transformés, consommés, investis; l'Angleterre d'abord puis les pays de l'Atlantique Nord sont devenus l'usine et la banque de tous les autres. L'accumulation entre un petit nombre de nations des profits de la mise en coupe réglée de la planète a créé un type nouveau de société où prédominent numériquement les classes ouvrières et moyennes. Malgré les fortes inégalités sociales qui y subsistent leur niveau de vie s'y est considéra-

blement élevé, tandis que par contre-coup, le reste du monde vivait dans une misère accrue.

Ce régime qui réserve à un pays le bénéfice du progrès technique et industriel c'est celui du "pacte colonial". Suivant le pacte, la colonie doit acheter tous les produits manufacturés dont elle a besoin à la métropole et à elle seule. Elle ne doit absolument rien fabriquer elle-même, pas le moindre clou. Elle ne peut vivre que de la vente à la métropole de ses ressources agricoles et minières. La métropole a ainsi un monopole facile sur un marché de consommateurs et sur une source de matières premières. Elle va pouvoir se moderniser, s'enrichir, se donner un régime libéral. C'est pour le maintien intégral du pacte colonial que les Anglais combattirent les colons américains et c'est pour l'abolir que ceux-ci s'étaient soulevés.

Bien qu'il ait évolué, ce système a traversé les siècles et encore de nos jours la quasi-totalité de l'industrie mondiale est concentrée dans quelques pays d'Europe et d'Amérique du Nord. L'industrialisation de l'Amérique latine, de l'Asie (le Japon mis à part) et de l'Afrique en est encore à ses tous premiers débuts.

L'évidence de cet état de fait a eu peu d'influence sur l'opinion publique et surtout l'opinion ouvrière des pays colonisateurs. La gauche ne s'est préoccupée que très tardivement des questions coloniales et toujours plus pour des raisons intérieures métropolitaines que par sa solidarité avec les peuples coloniaux, tant les cloisons sont étanches entre les pays industriels et le monde d'outremer.

C'est à propos des expéditions coloniales que se manifestent les premières oppositions populaires à l'impérialisme à cause des pertes en hommes des dépenses énormes qu'elles occasionnent et en raison de leur extravagante folie.

Anticolonialisme et mouvement ouvrier : En France,
Jules Ferry
l'apôtre déclaré de l'impérialisme colonial pour

raisons économiques, Jules Ferry le "Tunisien" puis le "Tonkinois", dut après l'échec de Langson (1885) renoncer au pouvoir.

En Italie, Crispi, l'impérialiste décidé, fut renversé après le désastre d'Adona (1896) encore de nos jours imputé officiellement au sabotage socialiste.

Sous la pression des mouvements socialistes et ouvrier l'Italie dut faire la paix et renoncer à conquérir l'Ethiopie. En 1911, quand l'Italie voulut reconquérir un domaine colonial en Libye aux dépens de la Turquie, l'opposition fut si vive que le parti socialiste se scinda, la majorité luttant contre la guerre et une minorité se déclarant pro-impérialiste.

En Russie, ce fut l'hécatombe de Moukden infligée en Mandchourie par les Japonais, qui provoqua la première révolution russe en 1905.

C'est en Espagne qu'allait se manifester le mouvement populaire le plus catégoriquement anticolonialiste. En 1909, l'armée de la défaite d'Anomal chez les Rifains, vit se déployer dans toute la péninsule un mécontentement général contre l'expédition du Maroc. Devant le rappel d'un certain nombre de classes de réservistes l'insoumission s'organise, les hommes disparaissent, les femmes se couchent sur les rails pour empêcher des trains de partir. A Barcelone un véritable soulèvement rend le peuple maître de la ville pendant cinq jours. La révolution commençante est réprimée: l'armée, défaite à l'extérieur sur tous les champs de bataille (Philippines, Cuba, Maroc), à l'intérieur, contre le peuple fait merveille. C'est à la suite de cette "Semaine sanglante" que Francisco Ferrer est arrêté, et, innocent, fusillé par ordre d'Alphonse XIII (13 octobre 1909).

Contre les mêmes Rifains (Républiques des tribus confédérées du Rif) commandés par Abd el-Krim, l'offensive sera reprise après la guerre de 14-18 conjointement par la France et l'Espagne avec les généraux profascistes: Bérenger et Franco, Lyautey et Pétain. Ces expéditions seront l'objet de campagnes populaires

profonde occasion pour des mouvements aussi divers que le "communiste" et le "surréaliste" de découvrir et de manifester l'anticolonialisme.

Pendant la guerre d'Espagne l'anarchiste Berneri demandera en vain au gouvernement républicain et aux partis de gauche d'accorder l'indépendance au Maroc espagnol pour couper le fascisme de sa base coloniale en mercenaires maures. Dès le 24 oct. 1936 Berneri écrivait dans un article intitulé : "Que faire ?", publié par le journal "Guerre de Classe" à Barcelone :

"La base des opérations de l'armée fasciste est le Maroc. Il faut intensifier la propagande en faveur de l'autonomie marocaine sur tout le secteur de l'influence panislamique. Il faut imposer à Madrid des déclarations sans équivoque annonçant l'abandon du Maroc et la protection de l'autonomie marocaine. La France envisage avec anxiété la possibilité de répercussions insurrectionnelles dans l'Afrique du Nord et en Syrie; l'Angleterre voit se renforcer les agitations autonomistes égyptiennes et celles des Arabes en Palestine. Il faut exploiter de pareils soucis grâce à une politique menaçant de déchaîner la révolte dans le monde islamique.

Pour une pareille politique il faut de l'argent et il faut d'urgence envoyer des émissaires agitateurs et organisateurs dans tous les centres de l'émigration arabe, dans toutes les zones frontalières du Maroc français. Sur les fronts d'Aragon, du centre, des Asturies et d'Andalousie, quelques Marocains suffisent pour faire fonction de propagandistes (par Radio, tracts, etc...)." .

Beneri développa encore cette idée dans sa "lettre ouverte à la camarade Federica Montseny" (Ministre anarchiste!) publiée le 14 avril 1937 dans "Guerre de classe". En vain : une telle politique aurait pu faire de la peine au gouvernement frère, "gêner" l'autre Front Populaire, celui qui gérait

honnêtement de son côté l'impérialisme comme le capitalisme français. On conserve donc les Maures en face de soi pour ne pas risquer de perdre l'aide des précieuses pleurnicheries de Léon Blum et de sa politique de non-intervention. Une douzaine d'années plus tard le régime franquiste lui-même devra tolérer au Maroc relativement plus de liberté qu'en Espagne, laisser se constituer un parti d'opposition, un mouvement séparatiste préparant l'indépendance, et donnera ainsi à la IV^e République une petite leçon de démocratie, d'opportunisme ou d'intelligence.

L'anticolonialisme verbal du Parti Communiste : L'un

des premiers soins de la III^e Internationale avait été de réunir un "Congrès des Peuples Coloniaux" qui se tint à Bakou en 1920 et préfiguré en quelque sorte la Conférence de Bandoung de 1955; à la seule différence qu'au premier prenaient part des révolutionnaires de pays à libérer et que la seconde rassemblait des politiciens d'Etats souverains créés dans ces mêmes pays.

Devant l'échec de la révolution en Europe l'état-major bolchévique comprit peu à peu que, selon le mot de Lénine, "pour aller de Moscou à Paris le chemin de la Révolution passe par Shanghai et Calcutta". La III^e internationale élaborait de nombreuses thèses théoriques et contradictoires sur le soutien à donner aux peuples coloniaux, sur les classes qu'il fallait appuyer, les régimes de transition à prôner, etc..., etc... La politique coloniale, comme la politique nationale, de l'internationale communiste devint un des chevaux de bataille favoris des différents partis communistes. Et l'on vit ainsi le P.C. français de même qu'il cherchait à l'intérieur à s'allier et à s'accrocher aux mouvements autonomistes breton et alsacien, prôner à l'extérieur le soutien aux riffsains.

Mais, à mesure que la politique russe perdait son aspect révolutionnaire et se muait, de conspira-

tion pour une subversion mondiale, en relations diplomatiques d'Etat à Etat, à mesure que la stratégie stalinienne tablait non sur les peuples mais sur les démocraties, l'accent fut de moins en moins porté sur ces questions épineuses qui risquaient de trop gêner et indisposer ces nouveaux alliés (voyage à Moscou de Herriot, de Laval).

Et les P.C. occidentaux mirent d'autant plus facilement une sourdine aux revendications nationales et coloniales qu'eux-mêmes s'assimilaient moralement à leurs Etats européens réciproques, et se bornaient à suivre les partis socialistes sur la voie de la gestion loyale et de la défense des intérêts nationaux.

Or on ne peut défendre les intérêts de l'Etat et du capitalisme français et en même temps les minorités et les peuples qu'ils oppriment et exploitent. Leur choix montra que, de même que les socialistes, les communistes étaient plus naturellement patriotes français qu'internationalistes sincères et conséquents. Et le Front Populaire put faire interdire comme "fasciste" le Parti Populaire Algérien.

Le divorce était si patent entre les paroles du Front Populaire en France et ses actes dans les colonies que le P.C. Malgache rompit un moment avec le P.C. Français.

"Fascistes" encore les Algériens, qui, avec le P.P.A. clandestin, contestaient l'utilité d'une aide en matériel humain à la France contre l'Allemagne. "Fascistes", toujours, quand s'abattit sur eux la répression du gouvernement à participation communiste en 1945. Les communistes pousseront avec non moins d'entrain, au sein du même gouvernement, à l'envoi d'un corps expéditionnaire interlope (avec par exemple l'ex-milicien devenu communiste pour se dédoubler : Henri Martin) pour reconquérir l'Indochine. Prétexte-? : libérer l'Indochine des Japonais alors que ceux-ci avaient capitulé depuis plusieurs mois!

Le P.C. au pouvoir aurait supporté aussi allègrement la répression de 1947 à Madagascar quand des grèves le forcèrent à abandonner le gouvernement.

Le P.C. tenta plus tard une certaine action de lutte contre la guerre d'Indochine, car celle-ci était menée par les communistes Vietnamiens (Grèves, arrêt de trains, refus de chargement du matériel militaire, tracts, affiches...). Mais il fut complètement dérouteré par l'insurrection algérienne de 1954 qui échappait complètement aux communistes (le P.C. algérien est presque uniquement composé d'Européens) et ne fit rien de sérieux à ce sujet.

Au meeting du 1er mai 1955 à Vincennes, les communistes interdisaient la parole aux Algériens bien que ceux-ci aient alors formé la majorité de l'assistance. Quelques jours après cette épreuve de force, le P.C. faisait circuler de nombreux tracts dont certains portaient : "Allah est-il Américain ?" insinuant que tout mouvement national lui échappant était "made in U.S.A." -- raisonnement identique à la grande presse -- La même année le P.C. sabotait toute action unitaire par manifestation de masse (étudiants, jeunes...) contre la guerre d'Algérie. En 1956 il vota les "pouvoirs spéciaux" au gouvernement Mollet pour mener la répression en Algérie ; une poignée de jeunes essaient en vain de constituer un maquis communiste en Algérie : complètement coupés de la masse autochtone ils sont rapidement anihilés. Depuis les communistes semblent avoir essayé une politique de présence et de noyautage des maquis nationalistes, tout en préservant leurs forces au maximum pour jouer un rôle au moment de la paix.

La passivité du P.C. vis à vis de la guerre d'Algérie comparée à l'activité qu'il déploya contre la guerre d'Indochine, et surtout à l'agressivité parfois violente qu'il manifesta contre l'installation des Américains en France (Eisenhower, Ridgway) ou même à la campagne acharnée contre la C.E.D. indienne, certes, que le P.C. ne lance ses forces dans l'action que lorsque les intérêts de la politique soviétique l'exigent : (Politique stalinienne de soulèvements coloniaux, peur du "Pacte atlantique" et du réarmement allemand).

Mais son incompréhension et son indifférence vis-à-vis de la lutte algérienne témoignent aussi du fait que le P.C. à son tour, comme les partis socialistes, radicaux, etc... a une conception avant tout française de sa politique et non plus internationaliste. On cherche en vain dans ses abondants programmes des années passées une position nette préconisant une politique favorable à l'émancipation des peuples coloniaux hors du cadre français. Le P.C. a toujours été en retard sur les événements menaçant l'impérialisme français, non seulement parce que la Russie a besoin d'une France relativement puissante, capable d'équilibrer l'Allemagne ou les pays anglo-saxons, mais parce que le P.C.F. ne peut congénitalement concevoir une politique autre que renforçant la puissance d'un Etat dont il revendique l'héritage. Il peut, au plus, déplorer les maladroites ou les fautes de la bourgeoisie, la conseiller et partager ses crimes comme il l'a fait par le passé. Position commune à tous les partis de gauche.

Le bellicisme et le colonialisme de la gauche: En

France c'est la gauche qui a inventé et utilisé en premier l'esprit patriote, chauvin et cocardier. La gauche a une solide tradition belliciste, c'est elle qui a poussé la Révolution française à la guerre, contre l'Europe, qui a essayé de recommencer cela sous la monarchie de juillet (crise de 1840), c'est elle qui voudra poursuivre la guerre en 1870, c'est elle qui ensuite prônera la Revanche (Boulangier sera en grande partie son homme), c'est elle encore, qui, malgré toute la phraséologie jauressiste (Jaurès fut un authentique militariste en son genre avec son livre: "L'Armée Nouvelle"), acceptera avec enthousiasme la guerre de 1914 (J. Guesde, Viviani, Jouhaux) et, quand en 1917 les premiers fléchissements et un certain pacifisme auront apparu, c'est malgré tout à un homme de gauche (Clémenceau) que la bourgeoisie fera appel pour la discipline; à partir du Front populaire c'est la gauche qui voudra monter contre Hitler

le plus de fermeté ou d'arrogance et qui prétendra s'être opposée au "munichisme"; en effet, c'est à la gauche et surtout au P.C. qu'il sera fait appel en 1944 pour créer une armée et expédier les jeunes faire la guerre en Allemagne. Mollet a, avec son expédition de Port-Saïd, décidé de qui tenir.

Si c'est aux hommes de gauche que l'on fait appel pour resaisir la situation extérieure et reprendre le peuple en main, c'est aussi à eux que l'on doit confier les opérations délicates et impopulaires.

Rappelons-nous que c'est Mendès-France seul, qui en 1954, menaça sérieusement d'envoyer le contingent en Indochine où jusque-là opérait l'armée de métier, et que sa qualité d'homme de gauche résolu le mettait seul à même de réaliser sa menace. C'est également lui le premier qui employa le contingent en Tunisie même si la chose était illégale. Rappelons-nous aussi que son ministre Mitterand, autre homme de gauche, formula le 5 novembre 1954, quatre jours après l'éclatement du soulèvement algérien, ce qui allait être le thème de tous les successeurs :

"Il ne peut y avoir de conservation entre l'Etat et les fractions insurrectionnelles qui veulent se substituer à lui" ce qui voulait dire comme il l'affirma aussi : "En Algérie la seule négociation possible c'est la guerre".

Quelques temps après : émotion à Paris. Sera nommé Gouverneur de l'Algérie un autre homme de gauche, ethnologue averti, spécialiste des populations indiennes d'Amérique, et en cela, contempteur déclaré de l'intervention américaine au Guatemala : Soustelle, qui deviendra très vite l'enfant chéri du colonat.

En 1956, après la farce électorale qui porte au pouvoir les adversaires véhéments de la guerre (Mollet)...pour mieux l'aggraver, il sera remplacé à son tour par un homme au pedigree gauchiste bien plus clair : Lacoste, qui, lui aussi, se révélera un partisan forcené de la répression, avec son collègue socialiste, ex-pacifiste, antimilitariste :

Max Lejeune.

Ces retournements apparents témoignent de l'incapacité foncière des partis et des hommes politiques (qu'ils soient de gauche ou non) à résoudre les problèmes humains.

Le pouvoir confère, à celui qui l'exerce, une conception bureaucratique des événements et des peuples, l'illusion de tout régler par décrets, par voie administrative ou militaire. En sclérosant son information, en le coupant de la vie, l'appareil (Parti, Etat, Armée, Police) fait de son homme un être artificiel, faux et dangereux, grisé d'autorité et insensible à l'injustice. Sa raison se confond avec la raison d'Etat; il a maintenant accès aux sphères supérieures où pensée et décision n'ont que faire d'une justification publique. Le peuple entier n'est composé que d'enfants ignorants, de nains impuissants.

Cependant, si tout dirigeant politique, d'où qu'il vienne, est naturellement appelé à demander à son parti, à l'Etat et aux masses l'application en sa faveur du "führer prinzip", de la "stalini-sation", si tout Parti, si tout Etat est par destination fait pour la lui accorder, il n'en est pas forcément de même des masses.

Celles-ci peuvent réagir contre les bergers qui les mènent à l'abattoir. Nous en avons encore eu récemment la preuve:

En France, en octobre 1955, les jeunes gens ayant fini leur service militaire sont "rappelés" pour la guerre d'Algérie. Des manifestations spontanées de refus collectif éclatent un peu partout : à Paris les rappelés empêchant de partir les trains qui doivent les emmener vers l'Afrique du Nord. A Rouen, ils se barricadent dans leur caserne. Ceux qui sont embarqués partent aux cris de : " Le Maroc aux Marocains, l'Algérie aux Algériens ! ". Dans tout le pays les transports de troupes sont arrêtés avec parfois la complicité active de la population et des jeunes des mouvements

-40-

ouvriers (Grenoble). A Paris, les étudiants manifestent en masse, défilant le sabotage de leurs manifestations par le Parti communiste.

En Angleterre, exactement un an plus tard, l'opinion réagit avec fougue contre l'expédition de Port-Saïd. Devant l'ampleur des manifestations Eden doit quitter le pouvoir et l'intervention en Egypte sera abandonnée.

L'EXEMPLE IRLANDAIS

UNE LUTTE SEULAIRE POUR L'INDEPENDANCE

De tous les peuples opprimés, l'un fit particulièrement preuve d'une persévérance tenace et d'une ingéniosité sans cesse renouvelée dans la lutte pour sa libération : c'est le peuple irlandais. Et son histoire est un livre ouvert pour l'enseignement de tous les mouvements révolutionnaires et libérateurs.

Comme en Algérie, un peuple de paysans s'opposait par ses coutumes, sa langue, sa religion à des conquérants qui peu à peu s'installèrent en colons disposant d'énormes domaines. L'Irlande, comme l'Algérie, était juridiquement soudée à la "Métropole" quoique les autochtones y gardassent un statut à part les privant des droits des habitants de cette métropole. L'Irlande était en fait une colonie et son exploitation agricole et sociale était profitable à une Angleterre en voie d'industrialisation, d'enrichissement et de libéralisation internes. Selon Macaulay "La servitude de l'Irlande était la condition de la liberté pour l'Angleterre". Depuis tou-

jours la politique anglaise avait évité toute "assimilation" de l'Irlande à l'Angleterre mais avait tendu à ravalier l'île à un niveau inférieur : à celui d'exutoire pour l'émigration et l'exportation.

UN PAYS CONQUIS

Une première révolte ayant été réprimée grâce à l'échec de l'aide espagnole en 1600, les Irlandais se soulèvent à nouveau en 1641, contre le Roi d'Angleterre. C'est Cromwell, qui, en 1649, au nom de la République d'Angleterre parviendra à noyer dans le sang les efforts des Irlandais. Ceux-ci sont exterminés en masse, beaucoup, spécialement les femmes, sont vendus comme esclaves en Amérique, les spoliations sont innombrables au profit des militaires qui ont participé à l'Expédition d'Irlande et des négociants qui l'ont financée.

" L'Acte de Pacification " de 1653 confisquera les biens des Irlandais parceque catholiques; ceux qui n'avaient pas pris part à la rébellion reçurent des terres dans la région la plus reculée et la plus pauvre de l'île (le CONNAUGHT). Les autres furent réduits sur leur propre sol à la condition de "tenanciers" c'est-à-dire de fermiers travaillant pour les nouveaux propriétaires : les colons anglais.

Un nouveau soulèvement n'est réprimé qu'après 12 ans de lutte (1689-1691) entre les partisans de l'ex-roi d'Angleterre et les "orangistes" partisans du nouveau roi protestant Guillaume d'Orange.

L'Irlande restera agricole et ne devra faire concurrence à l'industrie anglaise. Ses manufactures ont été détruites en 1690.

Le mécontentement paysan contre les colons se manifeste souvent. Au XVIIIème siècle les "niveleurs" ou "Whiteboys" veulent niveler les barrières des propriétaires.

L'exemple de la Révolution américaine accroît la combattivité irlandaise. A l'agitation rurale des

"coeurs de chêne" s'ajoute en 1779 l'organisation dans le cadre de la milice légale de 30.000 volontaires qui avec GRAHAM obtiennent par le simple poids de leur présence quelques premières réformes.

Dix ans plus tard la Révolution Française à son tour stimule la résistance irlandaise. Avec les restes dissous des volontaires est créée en 1791 la société des "Irlandais Unis" par le révolutionnaire, égalitaire et athée WOLF TONE.

En 1796 les Irlandais Unis sont 500.000, le soulèvement éclate dans l'Est et le Sud puis dans le Nord avec à sa tête le "Directoire Exécutif de la République d'Irlande", en liaison directe avec le Directoire de la République Française qui envoie trop tard il est vrai des corps de débarquement. Les "Underdogs" (Salcs chiens'), bandes armées de paysans sont défaits. La Révolution n'est pas exportable.

En 1798 le Sud se soulève encore en vain à l'appel des Irlandais Unis.

La suprématie anglaise sera maintenue sur ceux que l'on appelle officiellement "les anciens habitants du pays". Le Vice-Roi nommé par les Anglais définit lui-même son gouvernement comme "une garnison protestante qui tient la terre, la magistrature et le pouvoir dans le pays, garantie dans cette possession par la puissance et la suprématie britanniques et à chaque instant prête à écraser tout soulèvement des vaincus".

En 1801 pour se débarrasser des derniers vestiges légaux de particularisme, l'"Union" est proclamée entre l'Angleterre et l'Irlande. "Union du requin et de sa proie" dira Byron. Le parlement irlandais est supprimé. L'Irlande enverra une petite minorité de députés au Parlement anglais. Tout sera réglé à Londres.

En 1803 les derniers "Irlandais Unis" avec le mot d'ordre "Indépendance Nationale et Liberté de Conscience" font une vaine tentative de coup de force contre le Château de Dublin pour s'emparer du Vice-Roi. Leur chef R. MURPHY sera pendu.

AU XIXÈME siècle la lutte libératrice porta d'abord sur la question religieuse. En effet les Irlandais étaient en grande majorité catholiques. Or seuls des protestants pouvaient être élus, avoir accès à la fonction publique, aux professions libérales etc... Et d'autre part chaque Irlandais devait payer un lourd impôt -- la Dîme -- à la seule Eglise "établie" (officielle) : l'église anglicane. Un essai de concordat visant à faire aussi de l'Eglise catholique un pilier du régime britannique en Irlande fut proposé par le gouvernement anglais (Pitt) à la hiérarchie catholique locale et romaine qui était bien entendu disposée à l'accepter. Mais cette nouvelle alliance du Trône et de l'Autel fut tenue en échec par l'opinion populaire.

L'"Association Catholique" fondée en 1823 prenait avec O'CONNELL l'aspect d'un vaste mouvement de masse. Par une campagne d'élections elle parvint à exiger des candidats un engagement en faveur de l'émancipation des catholiques. De grands propriétaires furent battus en 1828. O'CONNELL fut élu, refusa de prêter serment de fidélité à la "succession protestante". Son élection annulée il fut réélu. La guerre civile allait-elle se rallumer ? L'émancipation des catholiques fut accordée en 1829, nouvelle étape de ce que les anglais appelèrent "la politique des caresses et des coups de pieds".

Puis à partir de 1831-32 fut organisée la grève de la Dîme. Les Irlandais ne payerent plus l'impôt au clergé qui rapporta en 1834 seulement un huitième de son taux. Une première réforme fut promulguée en 1834 et une seconde en 1838 réserva son paiement aux propriétaires, les paysans bénéficiant en plus de l'amnistie fiscale.

L'agitation quitta alors le plan de l'opposition religieuse. O'CONNELL avec la "Ligue pour l'abolition de l'Union et l'indépendance irlandaise" organisa

une campagne monstre de meetings pour une Convention Nationale. L'un en 1843 rassembla 250.000 personnes et le suivant devait en réunir un million quand il fut interdit sous la menace d'une intervention de l'artillerie. O'CONNELL recula devant l'épreuve de force et disparu peu après de la scène. D'autres mouvements allaient naître, d'autres questions allaient se poser et surtout la question agraire.

LUTTE AGRAIRE OU POLITIQUE ?

Toutes les terres du pays appartenait à 19.000 propriétaires dont moins de 4.000 détenaient 80% des terres cultivées. En face de cette toute petite oligarchie foncière d'origine étrangère, un peuple entier de plusieurs millions d'habitants était réduit à l'état de tenanciers répartis en 5 classes plus ou moins défavorisées suivant la longueur du bail et soumis à l'"éviction" c'est-à-dire à être chassés de la ferme quand il plaisait au propriétaire de résilier le bail.

Depuis longtemps les plus misérables des paysans acculés à l'illégalité se regroupaient en sociétés secrètes comme les "Ribbomen" et se réfugiaient dans le brigandage, le sabotage, les crimes agraires aux cris de "NO PROPERTY" (Pas de Propriétés !). Des polices spéciales avaient été créées contre eux, véritables corps d'occupation.

Les famines devenaient de plus en plus fréquentes; une grande partie de la population devait choisir entre la mort ou l'émigration. L'Irlande est le seul pays d'Europe dont la population ait décré au XIXème siècle passant de 8,5 millions en 1845 à 4,4 millions en 1901, alors que celle de la Grande Bretagne allait de 25 à 40 millions entre les mêmes dates, et qu'au XVIIIème siècle elle n'atteignait pas le double de celle de l'Irlande (respectivement 8 et 4,5 millions). Dans les trois années précédant 1848 la famine redoubla ainsi que les soulèvements

armés, les attaques, la repression, les déportations.

En 1848 alors que toute l'Europe s'enflammait un mouvement bien qu'à l'origine plus littéraire et romantique que politique et, en cela frère de tous les mouvements contemporains (Jeune Europe, Jeune Italie, Jeune Allemagne, Jeune Hongrie, etc...) la Jeune Irlande tenta une insurrection générale. Seule la province Sud, le Munster se souleva et aucun appui ne vint des autres révolutions d'Europe.

En 1850 est créée la "Ligue pour les droits des tenanciers". Mais déjà il apparaît que le problème agraire ne pourra être résolu isolément par des réformes. Le sort des paysans est lié à celui du peuple irlandais entier, se débarrasser des propriétaires terriens c'est se séparer de l'Angleterre.

Les Irlandais reçoivent alors l'aide de quelques uns des plus décidés d'entre eux, de ceux qui ont le plus d'expérience politique et aussi le plus de ressources financières et de moyens militaires : des Irlandais des Etats-Unis. Avec leur appui est fondée l'I.R.B. (Fraternité Républicaine Irlandaise) dont les membres sont appelés les FENIANS du nom d'un ancien héros celtique. Les Fenians se livreront à une méthodique et progressive préparation de l'action révolutionnaire clandestine et publique : un enterrement leur fournit en 1861 l'occasion d'un rassemblement de 100.000 personnes à Dublin. Ils allient la lutte pour la terre à la lutte pour la république.

En 1867 le soulèvement général qu'ils ont préparé échoue en Irlande mais ils portent la guerre en Angleterre où travaillent des dizaines de milliers d'Irlandais. Ils essaient de prendre d'assaut des arsenaux (Chester), des prisons (Manchester), d'en faire sauter d'autres (Londres).

Après une dure repression le gouvernement anglais alors libéral avec Gladstone, tente de se rallier les Irlandais par des lois de réforme notamment en faveur des tenanciers (1869) mais qui sont bientôt tournées par les propriétaires.

REFORME OU REVOLUTION ?

Le syndicaliste ouvrier DAVITT crée la Ligue Agraire (Land League) en 1879 tandis que l'idée de l'autonomie (HOME RULE) fait des progrès et que se crée un Parti Irlandais. Ce parti bien entendu minoritaire à Londres invente et met au point la technique de l'obstruction parlementaire. Puisque le parlement anglais ne veut rien faire pour les Irlandais ceux-ci l'empêcheront de s'occuper même des affaires anglaises. Utilisant toutes les ressources du règlement ils bloqueront tous les débats de la chambre en occupant la tribune à tour de rôle par des discours sans fin, des amendements répétés, etc... Le règlement devra donc être réformé et le Parti Irlandais essayera alors d'une tactique de bascule entre les deux grands partis en se faisant l'arbitre des majorités.

Mais la lutte s'exaspère en Irlande. Les paysans résistent aux évictions. En 1880 est inventé le BOYCOTT du nom d'un propriétaire particulièrement dur, à qui personne ne parlera, n'achètera, ne vendra quoi que ce soit, pour qui personne ne travaillera et qui finalement sera ainsi obligé par les paysans à quitter le pays. Deux années plus tôt un Lord propriétaire avait été assassiné sans que jamais on ne trouve de coupables.

La Ligue Agraire est dissoute, le chef du Parti Irlandais PARNELL "le roi sans couronne de l'Irlande" emprisonné. La sœur de ce dernier prend alors la tête du mouvement.

La société des "invincibles" organise le terrorisme. Le secrétaire d'Etat à l'Irlande sorte de Ministre-résident est tué (1882) des attentats à la dynamite contre le Ministère de l'Intérieur à Londres (1883) ou à la Chambre des Communes (1885) font trembler le pouvoir. Les lois de répression succèdent aux lois d'exceptions, "lois de coercitions", lois scélérates (crimes Bill). Les cours martiales

siègent pendant trois ans.

A la Ligue Agraire a succédé la "Ligue Nationale" qui lance un "plan de campagne" syndicaliste paysan.

Le gouvernement anglais devient de plus en plus instable et divisé. Le leader libéral GLADSTONE ayant accepté le principe de l'autonomie "Home Rule" son parti est victime d'une scission de la part des "unionistes" qui veulent garder l'Irlande unie à l'Angleterre et appuient les conservateurs et la répression.

En 1888 le pape lui-même, à la demande du gouvernement anglais, a lâché les Irlandais et par une encyclique condamné la lutte nationale, le Parnellisme et la Ligue Agraire entraînant une scission dans le Parti Irlandais du Home Rule. Des lois en faveur des tenanciers arrivent à passer (1885, 1891, 1903, 1909) permettant le RACHAT des terres par les paysans : l'Etat prête aux paysans et donne des primes aux propriétaires. Les conservateurs espèrent en effet "tuer le Home Rule par de bons procédés" c'est-à-dire réaliser la réforme agraire pour faire oublier la réforme politique.

Mais le projet de loi de Home Rule présenté par les trois gouvernements libéraux successifs est repoussé, au cours d'interminables et passionnés débats d'opinion analogues à ceux de l'actuelle Loi-Cadre en France, en 1886 par les Chambres en 1892 accepté par les Chambre mais rejeté par les Lords, en 1905 encore adopté par les Chambres mais rejeté par les Lords en 1912 et 1913. Ce qui décidera les Libéraux à reformer la Chambre des Lords, si bien que le veto de cette Chambre haute étant devenu suspensif la loi de Home Rule pourra enfin être signée en septembre 1914. Mais d'autres événements ont surgi dans le monde et en Irlande rendant la réforme vaine et dépassée.

Les lenteurs et l'échec de l'action parlementaire ont poussé l'Irlande à se replier sur elle-même dans l'action révolutionnaire et le séparatisme.

En 1893 est fondée la Ligue Gaëlique qui entreprend de défendre la langue irlandaise celtique. Alors qu'en 1800 encore la moitié des Irlandais la parlaient, les famines, l'émigration, les évictions, les persécutions diverses ont fait que seulement un quart en 1851 et un huitième en 1881 de la population reste d'expression gaëlique (celte). Des cours pour adultes sont ouverts en liaison avec la "Société pour l'Organisation Agricole Irlandaise" fondée en 1894 par PLUNKETT et qui jette les bases d'un vaste mouvement coopératif. S'appuyant sur ces deux organismes GRIFFITH s'inspirant des expériences sud africaines et hongroise fonde le SINN FEIN traduction gaëlique du mot d'ordre du Hongrois DAK : "Soi-même" que l'on peut rapprocher de la devise du Risorgimento "l'Italia Fara da se". Le SINN FEIN refuse les compromis et les tractations et veut donner aux Irlandais la force de s'organiser par eux-mêmes sur place par la résistance passive (cessation du paiement des impôts etc...) et le boycott de ce qui est anglais "Vivre en Irlande comme si les Anglais n'existaient pas". Procédés qui seront prônés avec combien de succès par le tolstoïen GANDHI.

Si le SINN FEIN demandait plus que la simple autonomie du Home Rule, et préconisait le séparatisme et une République indépendante, sur le plan social il était lui-même à son tour dépassé par le mouvement ouvrier. Et à partir d'août 1913 les grèves de Dublin devenaient de plus en plus menaçantes pour le régime, l'idée de la "République des travailleurs" prônée par J. LARKIN faisait son chemin, avec l'appui d'ailleurs du mouvement ouvrier syndicaliste et socialiste anglais. Les ouvriers s'arment et forment l'I.C.A. (l'Armée citoyenne irlandaise) ayant à sa tête CONOLLY puis bientôt le Fenian PEARSE.

Mais les ouvriers ne sont pas les seuls à

s'armer. La politique anglaise est enfin parvenue à créer une division dans le peuple irlandais. Son appui elle l'a cherché dans une partie de la population de l'Ulster, Nord du pays descendant d'immigrants écossais protestants traditionnellement "Orangistes" et ayant toujours joui d'un régime social et agraire privilégié. Ces "Orangistes avec CARSON lèvent 80.000 miliciens d'une "armée volontaire". En réponse REDMOND lève 100.000 volontaires nationalistes. Les uns et les autres cherchent à importer clandestinement des armes d'Allemagne. Bien entendu les forces armées anglaises interceptaient et pourchassaient l'armement des nationalistes tandis qu'elles laissaient faire les Orangistes et refusaient même de "maintenir l'ordre" en Ulster.

A la fin juillet 1914 toute conciliation est reconnue comme impossible et éclatent les premiers escarmouches de la guerre d'indépendance.

Au même moment commence la première guerre mondiale. Le gouvernement anglais fait appel aux Irlandais en échange du Home Rule promis. Bien qu'ils la farce soit usée elle prend quand même un peu. Les Volontaires de REDMOND se divisent: certains avec leur chef acceptent de défendre leur oppresseur séculaire et une royauté haïe contre une Allemagne avec qui ils n'ont jamais eu aucun démêlé. Ils prennent le nom de "Volontaires Nationaux" et envoient deux divisions en Europe. Les autres avec la jeunesse considérant que toute difficulté de l'Angleterre est une occasion pour l'Irlande restent sur place pour préparer la guerre civile sans participer au conflit mondial et s'organisent en "Volontaires Irlandais". Le gouvernement anglais en guerre contre la "Triple-Alliance" redoute plus que tout la possible "Triple Alliance Intérieure contre la guerre" celle des Mouvements Ouvrier, Irlandais et Féministe. Pour faire patienter les Irlandais il promulgue enfin la loi de Home Rule en septembre 1914.-- tout en suspendant son application à cause de la guerre -- l'Irlande ne sera encore même pas autonome.

L'action révolutionnaire est de plus en plus

proche. CASSELL part en mission auprès des Fenians d'Amérique pour trouver des subsides et dans les camps de prisonniers irlandais en Allemagne lever des combattants, il trouve surtout 20.000 fusils. Le soulèvement général est prévu pour Pâques 1916 par les Volontaires. L'échec du débarquement des fusils le fait décommander. Seule la section de Dublin des volontaires part à l'attaque. Les bâtiments publics de la capitale sont pris sauf le Château. La République est proclamée. Les Anglais mettent sept jours à reconquérir la ville. PEARSE--devenu commandant en chef de l'I.R.A. (Armée Républicaine Irlandaise, héritière de l'I.R.B. et de l'I.C.A.) et Président du gouvernement provisoire -- CONOLLY et 5 autres organisateurs de l'insurrection sont fusillés.

Après la répression les Anglais tentent en vain de réunir une Convention. Le SINN FEIN vainqueur des élections refuse de siéger. Le gouvernement anglais essaye aussi d'imposer la conscription obligatoire. Le SINN FEIN déclare y opposer une Résistance active. Les volontaires reparaissent. L'épiscopat lui-même nie au gouvernement le droit de lever des conscrits. L'armistice de 1918 survient alors.

LE CHOC DECISIF

Avant la fin de l'année des élections générales sont gagnées par le SINN FEIN. Il refuse à nouveau de siéger à Westminster et réunit les députés à Dublin en "Dail", Assemblée d'Irlande qui s'affirme la continuation de la République proclamée en 1916. C'est la naissance d'un deuxième pouvoir qui conteste le pouvoir officiel. DE VALERA, président, emprisonné s'évade et recueille aux Etats-Unis le premier emprunt de la République. Le pays est en proie à une guérilla générale, les sabotages sont innombrables. L'Armée anglaise ne

suffit plus. Des corps spéciaux de police sont créés comme les "Black and Tan" les "Noirs et Bruns" (selon leur uniforme).

Finalement l'impérialisme britannique se décide à faire la part du feu. Le partage de l'Irlande ou "PARTITION" est décidé en 1920. Un Home Rule mitigé est accordé ... au Nord. En effet, les Anglais peuvent compter sur la passivité de la partie protestante de la population et l'aide des "Orangistes" pour garder le contrôle de la région de Belfast où sont leurs plus considérables investissements capitalistes (Usines de textile, premier chantier naval du monde, etc...). La province septentrionale sera donc découpée : 6 comtés de l'Uster sur 9 seront détachés du reste de l'Ile. 2 autour de Belfast à majorité nettement orangiste, 2 en arrière d'avis paratgé et 2 autres nettement contre le partage. Tant bien que mal, par le bon vouloir de l'impérialisme ils formèrent une entité administrative nouvelle "L'Irlande du Nord" qui reçut un Parlement à Stormont en 1921.

Dans le Sud aux élections de la même année tous les candidats républicains sont élus sans concurrents. Par les négociations de Londres (1921) les Irlandais sont contraints de choisir entre le statut de Dominion ou une "guerre immédiate et terrible" selon la menace du gouvernement toujours libéral de Lloyd George.

La plus grande partie du pays formera l'Etat libre d'Irlande ou EIRE au sein de l'Empire britannique et devra reconnaître la Partition. Le SINN FEIN se divise entre ceux qui acceptent la ratification avec GRIFFITH et ceux qui refusent avec DE VALERA et reprennent les armes.

Une nouvelle guerre civile éclate, qui durera un an, au cours de laquelle les Anglais prennent une deuxième fois Dublin contre les Républicains.

En 1923 les républicains avec DE VALERA acceptent le cessez-le-feu tout en gardant les armes. En 1926 DE VALERA se ralliera à son tour au régime laissant seuls dans l'opposition contrainte à nouveau à la clandestinité les extrémistes du SINN FEIN avec l'Armée Républicaine

I.R.A. Il participera au pouvoir et à la répression contre les groupements d'extrême gauche républicains, féministes, communistes agraires. Il gouvernera même seul avec son parti de 1932 à 1948. En 1939 les attentats ont repris en Irlande du Nord et même en Grande Bretagne. De tous les Dominions l'Irlande refusera seule d'entrer en guerre. En 1949 la République est proclamée. L'Irlande quitte le Commonwealth. Seulement les 6 comtés du Nord restent rattachés au

"Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord" avec une certaine autonomie que n'ont jamais reçue aucune autre partie de l'Union ni l'Ecosse ni le pays de Galles ! C'est là que l'I.R.A. continue son action révolutionnaire.

SEULEMENT UN ETAT DE PLUS ?

Ainsi les Irlandais achèvent-ils sous nos yeux un long processus d'émancipation que l'on peut appeler aussi une révolution. Expérience passionnante d'un peuple ayant éprouvé et souvent inventé tous les moyens de lutte légaux ou illégaux, violents ou non violents, depuis la grève de l'impôt, le boycott des biens et des gens, les manifestations de masse, jusqu'à la grève ouvrière et la grève armée, toutes les tactiques parlementaires de la collaboration gouvernementale jusqu'à l'obstruction systématique, tous les sabotages politiques et économiques depuis le coup de force isolé, l'attentat individuel jusqu'au terrorisme, à la guérilla et au soulèvement généralisé, tous les modes d'organisation: sociétés secrètes, ligues nationales ou religieuses, partis clandestins ou déclarés; syndicats agricoles ou ouvriers, formations armées officielles ou secrètes; tous les appuis à l'intérieur comme à l'extérieur depuis l'opinion publique, populaire, ouvrière ou libérale du pays impérialiste lui-même jusqu'auprès

des émigrants installés dans ce pays ou ailleurs, auprès de tous les autres peuples en révolution comme auprès, même, d'impérialismes rivaux.

Si le résultat final -- un Etat irlandais et une classe dirigeante irlandaise -- n'a rien en soi qui satisfasse l'anarchisme, du moins cette lutte vaut par elle-même notre admiration, par l'énergie populaire qu'elle a nourri mais aussi par ce qu'elle a conquis : la Terre et la Liberté. La terre à celui qui la travaille, la liberté d'être soi-même avec ses caractères nationaux. Assurément la petite propriété même tempérée de coopératisme n'est pas un idéal suffisant et d'autres libertés sont nécessaires. Cette révolution, comme beaucoup d'autres, a amené une nouvelle classe au pouvoir, mais un peuple a fait un pas de plus pour saisir en main ses destinées.

Un peuple de paysans certes plus "arriéré" que la nation dominante, alors la plus "avancée" du monde, a tenu tête au siècle du progrès au premier pays industriel, à la plus grande puissance militaire seulement séparés par un seul bras de mer. Bien qu'en proie à la plus obscurantiste et à la plus totalitaire des religions : le catholicisme, il a eu raison du plus libéral des régimes politiques de ce temps, il a eu raison contre lui, justement parce que son état-même de pays sous développé était un témoignage, un reproché vivant à l'impérialisme, à la civilisation moderne imposée de l'extérieur.

Comme les Polonais face aux Allemands ou les Algériens face aux Français ils avaient la raison de ceux qui n'ont rien d'autre que leur faim et leur révolte.

J.P.

LA MULTIPLICATION DES NATIONS AU XX^e SIECLE

Ce sont les deux guerres mondiales, qui, sonnant le glas, la première des empires continentaux et la seconde des empires coloniaux, ont multiplié le nombre des nations indépendantes.

Première Guerre mondiale et Wilsonisme : Chaque belligérant a

voulu promettre la liberté aux peuples asservis par ses ennemis et a même été contraint parfois de ménager ceux qu'il opprimait lui-même. La propagande est la plus intense de la part des alliés : Angleterre, France, Etats-Unis vieux Etats de forme nationale comptant toucher au point faible les empires centraux mosaïques de peuples. De nombreux mouvements de résistance nationale sont aidés de l'extérieur : Polonais, Tchèques, Arabes. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est solennellement proclamé par Wilson et la Conférence de la Paix ne pourra pas complètement en éviter l'application.

La guerre entraîne la chute des 4 monarchies impériales européennes : russe, allemande, autrichienne et turque. De jeunes nations sont créées ou ressuscitées : Finlande, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Yougoslavie. Certaines de façon éphémère comme les Pays Baltes ou surtout l'Ukraine, la Biélorussie, la Georgie, l'Arménie qui seront reprises par l'impérialisme russe, comme l'impérialisme de la Révolution française avait annexé les républiques sœurs. Néanmoins toute l'Europe de l'Est se transforme, c'est la revanche des peuples paysans, des peuples slaves qui échappent à la germanisation. Envers de la médaille : quelques Etats de plus. Des jeunes nationalismes qui élèvent des barrières nouvelles entre les peuples souvent plus élevées que les anciennes et toujours plus nombreuses. Compartimentage, Balkanisation des "grands espaces" Est-européens

Deuxième guerre mondiale et résistances nationales :

Beaucoup plus importants seront encore les contre-coups de la deuxième guerre mondiale car le champ d'opération a été beaucoup plus vaste, la lutte idéologique encore plus intense, les sacrifices demandés encore plus profonds.

D'un côté les alliés entretenaient la résistance des peuples occupés ou annexés par l'Axe: Autriche, Albanie, Ethiopie, Tchécoslovaquie, Pologne, Yougoslavie, France, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark, Norvège, Corée, Chine, Grèce et y encourageaient les mouvements de partisans; de l'autre côté l'avance japonaise répandait le slogan l'"Asie aux Asiatiques" et prouvait qu'il était réalisable en installant des gouvernements nationaux en Indochine, aux Philippines, en Indonésie, en Malaisie, en Birmanie et presque en Inde (Chandrah Bose). A la même époque les troupes allemandes entraînaient un processus de dislocation de l'U.R.S.S., elles enseignaient un moment de se conduire en libératrices des nationalités opprimées par les Grands Russes : Baltes, Ukrainiens, Caucasiens, Turco-Tartares, etc...; des peuples entiers semblèrent se rallier à ceux qui apparurent plus tard comme de nouveaux oppresseurs: Tartares de Crimée, Kalmoucks, Karatchaèves, Balkares, Ingouches, Tchetchènes. Au retour des Russes leurs républiques seront supprimées et les populations entières déportées. Au Moyen-Orient l'avance de l'Afrika-Korps apparut comme le glas de l'impérialisme anglo-français et suscita de grands espoirs et des concours actifs; toutes les terres d'Islam furent perturbées: Tunisie (Dourguiba revient d'Italie, déposition de Moncef-Beï), Egypte (premier complot des jeunes officiers: Nasser etc...), Palestine (voyage du Grand Mufti), Syrie (escadre d'avions allemands, guerre du général Dentz), Irak (coup d'Etat de Rachid Ali), Iran (déposition et exil de Rezah Chah). Fait significatif dans un seul pays musulman un mouvement éclate contre l'Axe c'est la Libye qui lui appartenait et où les Britanniques arrivent à soulever les Senoussis contre l'Italie. A son tour

l'arrivée des troupes américaines en Asie et en Afrique du Nord amènera un nouvel espoir de liberté aux peuples dépendants. Les alliés se voyaient contraints de promettre une amélioration, sinon un changement radical, du sort des peuples colonisés: Ainsi de la France et des promesses qu'elle fit à Brazzaville. Mais les mêmes concessions de principe furent faites par l'Angleterre, les Etats-Unis et même la Russie à "leurs" peuples. Ces promesses permirent de gagner du temps, de poursuivre la guerre tranquillement en remettant à plus tard les solutions tout en demandant aux colonisés un surcroît d'efforts pour combattre en masse du côté des "peuples libres".

Sitôt la guerre finie le réveil fut parfois brutal : L'Allemagne abattue on pouvait à nouveau bailloner les colonies : ainsi en Algérie, à Sétif le jour même de la Victoire à l'occasion des manifestations de joie, commença la sanglante répression qui fit 45.000 morts. Répression menée par le gouvernement de gauche et spécialement par certains ministres communistes.

L'émancipation des "peuples de couleur": Le conflit mondial cependant hâta l'évolution de nombreux pays qui reçurent définitivement l'indépendance : l'Irak et l'Egypte (théoriquement depuis 1930 et 1936), l'Islande en 1944, la Syrie et le Liban en 1945, les Philippines en 1946, la Birmanie, l'Inde et le Pakistan en 1947, l'Indonésie en 1948, la Jordanie en 1949, Ceylan en 1950, la Libye en 1952, l'Erythrée en 1953, le Vietnam, le Cambodge et le Laos en 1954, le Soudan, la Tunisie et le Maroc en 1956, le Ghana et la Malaisie en 1957.

Ces nations forment dans leur ensemble la majorité du groupe Afro-Asiatique constitué à Bandung et qui préconise avec le plus de véhémence l'émancipation des derniers pays demeurant sous la domination européenne. Leur nombre s'accroît avec une sûre lenteur. L'indépendance du Nigéria, de la

Caraïbe et de Singapour se prépare sous nos yeux. Celle de la Sierra Leone, de la Somalie, de l'Uganda et de la Guyane et du Somaliland est d'ores et déjà prévue pour demain.

Le colonialisme a admis que ses jours sont comptés dans chacun de ces pays déjà autonomes. L'autonomie a encore été concédée à Malte, aux Maldives, à la Gambie et au Monduras britanniques, etc... Les Etats-Unis ont du en faire autant avec Porto-Rico et les Pays-Bas avec Surinam. La France a admis l'autonomie du Togo et du Cameroun et la "semi-autonomie" de l'Afrique Noire et de Madagascar.

L'impérialisme colonial recule partout, même s'il s'accroche encore en quelques combats d'arrière-garde : Algérie, Chypre.

La fin des Empires coloniaux : Rappelons à titre d'exemple ce que l'impérialisme français a dû céder depuis la guerre : la Syrie et le Liban, Kouang-tcheou-Wan et les concessions de Chine en 1946, Chandernagor et les "loges" de l'Inde en 1947, le Vietnam, le Cambodge, le Laos, les derniers Comptoirs de l'Inde et l'occupation du Fezzan en 1954, la Tunisie, le Maroc et la Sarre en 1956.

Comme le XIX^e siècle a vu l'éviction des puissances européennes d'Amérique, ces dernières années ont vu leur départ de toute l'Asie continentale. Et déjà l'Afrique est presque à-demi entamée.

Situation impressionnante si l'on se souvient qu'il y a une génération à peine ont appartenu à 9

puissances européennes (Portugal, Espagne, Pays-Bas, Angleterre, France, Italie, Allemagne, Russie, Belgique) TOUTE l'Océanie, PRESQUE TOUTE l'Asie, y comprise la Chine, la Perse et le Siam divisés en zones d'influence, à l'exception du Japon, TOUTE l'Afrique, à l'exception du Libéria, et qu'il y a moins de deux siècles TOUTE l'Amérique leur appartenait aussi.

Chose curieuse les empires coloniaux en se rétractant reviennent sur leurs positions initiales des XV^e

et XVI^e siècles: comptoirs côtiers et îles. Leur domination se limite de plus en plus aux bords des océans. Quelques rares points d'Asie restent aux Anglais : Hongkong, Singapour, Aden et Principautés du Golfe Persique, (Mascate, Omon, Katar, Bahrein, Koweït) ou aux Portugais : Macao, Goa. L'Océanie demeure victime de son éparpillement et Britanniques (Bornéo, Tonga, Fiji, Sancoa), Américains (Hawaï), Français (Tahiti, Nouvelle Calédonie), Portugais (Timor) et Néerlandais (Irian) s'en partagent encore une grande partie. Situation identique pour toutes les îles de l'Océan Indien (Réunion, Maurice, Seychelles) ou Atlantique (Bermudes, Bahamas, etc...), mais déjà beaucoup plus évoluées pour l'Archipel caraïbe bien que divisé en Antilles britanniques (maintenant fédérées), américaines (Porto-Rico), néerlandaises (Curaçao) et françaises.

L'entrée en scène des Noirs : La presque totalité de ces derniers points d'appui du colonialisme, de même que l'Afrique—son dernier domaine profond—sont de population noire: indienne, océanienne, africains ou d'origine africaine (antillaise). L'entrée en scène des populations noires est l'aspect marquant de la lutte anticoloniale actuelle.

Sans compter l'opposition à la ségrégation aux Etats-Unis, l'éveil politique noir domine déjà la vie de l'Afrique du Sud. Au Kenya la lutte du peuple Kikouyou est célèbre dans le monde entier depuis 1952 (mouvement Mau-Mau). En Uganda et en Nigéria depuis les grèves et manifestations de 1949 l'évolution de ces pays s'accélère. Celle du Ghana a déjà été victorieuse à travers le boycott de 1948 et la désobéissance civile de 1950 bien qu'ayant servi de prétexte à des incidents sanglants. D'autres, non moins sanglants, ont déjà marqué l'histoire des possessions françaises en Côte d'Ivoire (1950) et au Cameroun (1954). La terrible répression de Madagascar en 1947 bien qu'ayant fait 100.000 victimes n'a pas réussi à décapiter son peuple. Même au Congo les

Belges ont du déjà recourir aux massacres en 1924 et en 1944.

Faut-il toujours applaudir à l'indépendance ? S'il
ne

peut être question pour nous de reprocher leur lutte aux peuples colonisés, nous devons néanmoins examiner si cette lutte n'est pas critiquable dans ses moyens et dans ces buts.

Quant aux moyens nous en examinerons ailleurs la valeur éducative, libératrice et leur efficacité C'est-à-dire quelle forme d'organisation contient le moins, en germe, une exploitation future, et quelles méthodes violentes ou non violentes sont compatibles, en général et dans chaque cas, avec une émancipation sincère et totale de l'homme.

De toutes façons la création d'une armée, d'un service militaire et d'un impôt obligatoires, de chefs nouveaux comme d'une mystique ou d'un orgueil nationaux sont contraires à notre éthique comme à nos conceptions morales. A plus forte raison celle d'un Etat, d'une police ou d'une ambition nationale. Et souvent l'un des premiers soins des jeunes Etats est-il de se donner une armée et de gréver ses finances déjà difficiles d'un budget militaire (l'unisie) signe de puissance nationale...

Mais nous touchons là aux buts et il est certain qu'aucun Etat nouveau ou ancien ne peut recueillir nos suffrages, aucun nationalisme rodé, naissant ou en gestation ne peut recevoir notre adhésion. La question change d'aspect si cessant de voir chaque fois un Etat de plus nous considérons qu'il s'agit en fait chaque fois d'un Etat qui se sépare d'un autre, qui hérite d'une partie de la population du territoire des biens d'un autre Etat.

A la place d'un grand Etat: deux Etats, trois, quatre, etc... Etats plus petits. Y a-t-il là progrès ou recul, faut-il saluer cela avec espoir ou indifférence ? Il va sans dire que seul le sort des populations concernées entre pour nous en ligne de compte. Or il est

très difficile d'apprécier le bénéfice matériel ou moral réel qu'elles peuvent tirer de l'indépendance.

Des nations nouvelles innombrables ? Mais de toutes façons, la multiplication en soi du nombre des Etats n'est pas un phénomène alarmant.

Il y a actuellement environ 80 Etats à l'ONU plus une dizaine qui n'y sont pas pour des raisons diverses, le plus souvent parcequ'ils se partagent une même nation. Cela fait moins d'une centaine d'"Etats souverains".

Sur le nombre, à peine plus d'une dizaine (Chine, Perse, Japon, Danemarck, Angleterre, France, Espagne, Turquie...) ont une existence qui remonte au moyen-âge. Moins d'une dizaine d'autres (Russie, Suède, Suisse, Pays-Bas, Portugal, Etats-Unis, Haïti) acquièrent l'indépendance jusqu'au XVIII^e siècle. Une trentaine (Amérique latine principalement et Balkans) au XIX^e siècle. Moins de dix dans l'entre-deux guerres (Europe de l'Est...). Enfin, 25 environ (Pays Afro-Asiatiques) depuis la dernière guerre. Ce dernier nombre est d'ores et déjà plus important que celui des territoires restés non indépendants: une vingtaine presque tous en Afrique.

Le mouvement de prolifération est donc à cet égard près de sa fin. Au lieu des 100 Etats actuels ils seront dans quelques années 130, au grand maximum. Cela ne fait plus une grande différence même pour ceux qui, comme nous, haïssent les frontières. De ce point de vue de l'inflation des "souverainetés nationales" la révolution est déjà faite.

Vers l'égalité des Nations ou vers de nouvelles dominations ? Ce mouvement si profond, si général et qui fut si irresistible, s'il n'a rien d'alarmant dans ses conséquences négatives pour des internationalistes, offre par contre quelque chose de positif. L'affaiblissement des grands Etats impérialistes, le ravalement des nations dominatrices au rang des nations ordinaires, l'égalité grandis-

sante des peuples, la possibilité de plus en plus large de traiter les uns avec les autres en termes d'entraide et de compréhension et non plus d'intimidation et de mépris.

Ce bouleversement des rapports de force politiques, sociaux, économiques, s'accompagne aussi d'une lente évolution de la conscience des colonisateurs. En France alors qu'avant la guerre on glorifiait partout et que l'on enseignait dans les écoles le terme d'"Empire Colonial Français", aujourd'hui on ne parle que d'"Union française"; le Ministère des Colonies est devenu celui de la France d'Outre-Mer, puis des Territoires d'Outremer. Pudeur bien hypocrite, bien sûr, et qui n'a pour but que de prolonger la chose en changeant de nom. Néanmoins le passage de l'Empire à l'Union est un événement général qui traduit le désir de voir des peuples différents s'unir et non plus être dominés par l'un d'entre eux. L'Angleterre est allée plus loin, elle a aboli l'Empire britannique pour la Communauté britannique puis la communauté tout court "Commonwealth". De même l'Empire neerlandais a-t-il tenté sans y parvenir de se transformer en Union Néerlandais-Indonésienne, et les Etats-Unis ont-ils baptisé "Communauté" leurs liens avec Porto-Rico. Ces clauses de style ne peuvent empêcher longtemps les anciennes colonies de passer de l'autonomie interne ("self-gouvernement"), à l'indépendance hors de l'Union ("Dominions" comme le Canada, l'Inde, etc... "États Associés") puis à l'indépendance hors de l'Union (Irlande, Birmanie, Indonésie, etc...), voire même en sautant les étapes. Le terme de "Dominion" n'est plus employé officiellement. Quant à celui d'"Etat Associé" aucun de ceux à qui il était destiné ne l'a accepté : le Maroc et la Tunisie jamais, le Cambodge, le Laos et le Vietnam-Sud de façon transitoire et confidentielle. Un seul l'a réclamé et revendiqué : le Vietnam-Nord de Ho Chi Minh ! et là, oh ironie, sans succès.

Bien plus importantes que toutes ces abstraites

constructions politiques, les relations économiques jouent encore un rôle véritable. C'est par leur maintien entre pays complémentaires que survit encore le "Commonwealth" au sein duquel les clauses économiques ("préférence impériale"...) gardent seules une utilité aux liens politiques ou dynastiques. Mais même à cet égard les prolongements des vieux impérialismes sont caducs. La notion primordiale de zone monétaire ne recouvre plus celle d'Union ou de Communauté : le Canada comme le Sud-Vietnam font partie de la zone dollar et non des ex-empires respectifs; l'Irlande, l'Egypte ou la Birmanie sont restés dans la zone sterling après avoir quitté le Commonwealth, etc...

LES IMPERIALISMES D'UN TYPE NOUVEAU

L'extinction de l'impérialisme continental de type germanique ou turc puis de l'impérialisme océanique et colonial de type portugais, espagnol, néerlandais, anglais et français serait enfin un signal de paix et d'unité pour la planète si un impérialisme d'un autre type n'était apparu.

Cet Impérialisme non moins exploiteur des petites nations que l'ancien et non moins dangereux pour la paix c'est celui dont les Etats-Unis et l'U.R.S.S. sont les modèles et que l'Angleterre essaie en vain d'imiter actuellement alors que la France se raccroche désespérément aux formes dépassées.

Cet impérialisme moderne a compris, assimilé l'évolution du monde vers des formes nationales. Il contrecarre le moins possible l'expression de ces formes nationales, il l'utilise même. Au lieu de vouloir imposer partout son occupation et son administration directes, il procède plus subtilement mais plus efficacement aussi. Par exemples toute l'his-

toire de chaque colonie française est un essai de passage du système de protectorat, où colonisateurs et colonisés sont égaux, à celui de l'assimilation théorique des colonisés, et, de l'administration directe par le colonisateur. Au contraire l'impérialisme moderne respecte l'existence de l'Etat dépendant. Il se sert des structures locales comme courroie de transmission, se débarrasse des responsabilités et des impopularités du gouvernement sur les cadres locaux. Il est une domination plus occulte qui ménage les susceptibilités et se débarrasse de ce qui n'est pas rentable pour garder le meilleur et l'indispensable. Le meilleur c'est la sujétion économique résultant de sa supériorité financière, technique, des accords de commerce extérieur, des taux de change. Ce sont les traités de commerce, les prêts d'argent, les prises de participations dans les sociétés et entreprises indigènes (I) Ce sont les concessions minières ou pétrolières qui lui permettent d'importer à bon marché les matières premières indispensables. D'AILLEURS TOUS CES ASPECTS DE L'IMPERIALISME MODERNE FURENT MIS EN PLEINE LUMIERE PAR LA REVOLUTION HONGROISE DE 1956.

Le vieux pacte colonial reste. Il est plus souple et surtout il n'est plus imposé mais apparemment adopté de plein gré d'égal à égal.

L'impérialisme moderne conserve aussi l'indispensable : la sujétion militaire. Là aussi il procède par alliance entre le protégé et le protecteur et entre les protégés entre eux. Les protégés se règlent sur l'armement du protecteur, sur sa stratégie, c'est normal puisque c'est lui qui a le plus de moyens et de capacités. Les armées seront indigènes troupe et cadres, l'état-major seul est "commun". Le "Grand Ami" était seul à fabriquer les armements les plus coûteux il se chargera de leur stockage et de leur mise en place logistique. Il aura pour cela tout un réseau

(I) Lire après "indigènes" qui lui permettent d'exporter les produits de son industrie en orientant l'industrie du protégé vers les voies de garage ou selon les besoins du protecteur. (...)

de bases aéronavales d'étendue restreinte et peu visibles, peu choquantes pour les sentiments nationaux de l'indigène, en limitant au minimum les indispensables voies de ravitaillement et de communications entre elles.

Mais si l'impérialisme de type nouveau est aussi oppressif et plus occulte que l'ancien il est peut-être malgré tout plus vulnérable car ses alliés ne sont plus de simples sujets. Ils ont quand même des possibilités plus grandes de réagir, de manifester leur mécontentement. Ne serait-ce que par inertie. Si les états-majors sont fidèles et si dans chaque pays on trouve des Quislings et des fantoches : des Syngman Rhee et des Kadar, il faut quand même compter avec l'opinion. Sur ce plan on pouvait croire les Russes à l'abri des mésaventures des Américains ou des Anglais dont le maintien des bases militaires est sujet à un renversement de majorité comme hier en Islande, en Jordanie ou à Ceylan; demain peut-être aux Philippines, au Japon, en Libye ou en Irak. Mais les événements de Hongrie et de Pologne montrent qu'ils sont à égalité et qu'ils peuvent maintenir par la force ou l'intimidation ce que les Américains obtiennent par d'autres pressions, d'autres chantages, d'autres corruptions.

D'ailleurs le développement des moyens de combat à très grande distance rend de plus en plus relatif l'intérêt de nombreuses bases à l'extérieur; seul compte le "glacis" dont il importe d'interdire l'accès à l'adversaire. Les Russes abandonnent les bases de Porkalla en Finlande ou de Port-Arthur en Chine, les Anglais celles de Fayed en Egypte, de Trincomalee à Ceylan.

Le nouvel impérialisme pourra donc ménager un peu plus les nationalismes. L'avenir dira s'il en sera plus durable et s'il finira lui aussi par céder devant la prise de conscience et le soulèvement des peuples.

T. et J. P R E S L Y.

STRUCTURES NATIONALES

FONDEMENTS DE LA NATION

Formation de l'Etat national : Partie d'une ville
l'unité politique
de base s'est, à travers les siècles, agrandie aux
mesures de l'Etat régional à l'aube des temps mo-
dernes (Bourgogne, Milanais, Toscane, Deux Siciles
Bavière, Brandebourg, Moscovie, Aoudh, etc...) puis,
inégalement vite suivant les pays, à celles de l'
Etat national (France, Angleterre, Espagne, etc...)
Depuis un siècle et demi il est admis en général et
en particulier en France qu'il faut considérer l'
Etat national comme une forme prédestinée, corres-
pondant simplement aux données naturelles, terme de
l'évolution humaine en chaque pays librement recher-
ché par les peuples eux-mêmes qui s'y réalisent en-
fin pleinement.

Et, en effet, en maintes circonstances les peuples les plus divers ont lutté avec acharnement pour

leur indépendance ou leur unité nationales. Mais ces révolutions historiques ne suffisent plus à expliquer l'existence des Etats nationaux de nos jours. La création et le maintien d'une telle forme politique doivent s'expliquer par d'autres facteurs : sociaux (Etat), économiques (Marché) et psychologiques (Mythes).

L'ETAT. L'Etat est à l'origine de la nation. C'est la continuité du pouvoir politique qui le plus souvent réunit morceau par morceau, province par province, la nation et lui fixe ses limites au hasard des Traités de Paix. Ce sont les succès militaires ou diplomatiques d'une dynastie, d'une caste militaire ou d'une classe commerçante qui ont, à l'origine, décidé de la fixation d'une nation sur un territoire donné. Et l'on pourrait appliquer à de nombreuses nations --en le modifiant légèrement-- le jugement de Mirabeau : " La Prusse n'est pas un pays qui a une armée, c'est une armée qui a un pays". Car dans la plupart des pays c'est en réalité l'Etat qui a conquis une nation et non la nation qui s'est donné un Etat. Rares sont les pays où la nation résulte réellement d'un soulèvement populaire spontané (Suisse, Pays-Bas, Etats-Unis, Irlande, etc...), mais même dans ceux-ci, l'Etat s'est rapidement substitué au peuple dans la poursuite ou l'achèvement de l'unité nationale, introduisant ses visées propres. L'Etat crée sa nation suivant ses besoins -- généralement très grands. Derrière le masque de l'Etat se cache la réalité vivante : la classe dirigeante qui veut des territoires et des populations à faire siens, à organiser à son avantage. Et la présence de la nation justifiera à son tour l'existence de l'Etat gérant nécessaire.

LE MARCHÉ. Le marché est l'utilité de la nation, c'est l'espace économique à la disposition d'une classe possédante, c'est la chasse gardée qui lui permettra de créer son propre appareil de production industriel. Ce sont les consommateurs tout trouvés que l'on protégera des industriels extérieurs et que l'on résér-

vera à ses propres fabrications. Nationalisme économique et protectionnisme douanier sont inséparables, Colbert en France et Frédéric List, promoteur du Zollverein allemand l'ont démontré depuis longtemps. L'aspect économique des Etats nationaux est devenu primordial depuis la grande crise de 1929 et l'élévation consécutive des tarifs et contingentements douaniers. L'économie mondiale restée jusque là libérale et gravitant autour de l'Angleterre s'est, à partir de ce moment, fractionnée en entités séparées et produisant chacune pour son marché intérieur le plus de denrées possible. Cette compartimentation n'a fait que s'accroître avec les guerres mondiales chacun se repliant sur lui-même, chaque économie nationale tendant autant que faire se peut à l'autarcie, à la réduction des importations qui ne viennent plus compenser l'exportation des biens (apparition de nouveaux pays producteurs industriels) des capitaux (pénurie interne et riches externes de nationalisation) et des hommes (arrêt de l'émigration de masse après la guerre de 14-18).

Ce qui frappe au passage d'une frontière c'est avant tout la différence totale d'un village à autre, des produits consommés, leur nom, leur publicité, leur emploi changent brusquement. De nouvelles marques surgissent, de nouveaux modèles, ce peut être toute une éducation à refaire car non seulement la production industrielle mais la production intellectuelle (journaux, littérature, académies, universités) ou législative se développe dans un tout autre circuit. Les goûts, les coutumes jusqu'aux opinions sont peu à peu façonnés par la vie en vase clos. Les techniques de production, de vente, de crédit, de transports, de construction, d'enseignement, de propagande religieuse ou politique sont modifiés en l'espace de quelques kilomètres car à l'intérieur des frontières le capitalisme national a unifié le mode de vie, a standardisé les biens matériels et les comportements humains. Chaque nation devient microcosme isolé vivant sur son propre échantillonnage de l'échantillon universel, des richesses des valeurs et des

passions.

LES MYTHES. Les mythes nationaux sont l'une des conséquences de l'isolement intellectuel entretenu par les Etats nations. La culture nationale, intéressante en soi et souvent préexistante à la nation moderne, devient rapidement exclusive de toute autre culture. Une barrière intellectuelle est élevée entre le marché intérieur des idées et les marchés étrangers et mondiaux, barrière qu'entretient d'autant mieux l'existence d'une langue nationale originale. La plus ou moins grande diffusion extérieure de la langue nationale a des incidences importantes. Un pays possédant une langue à grande diffusion pourra être ouvert aux influences extérieures si cette langue est aussi celle d'autres nations importantes (Tels l'anglais, l'espagnol et le portugais) mais au contraire si cette langue est partagée entre un grand pays et des petits (tels l'allemand ou le français) les échanges auront tendance à se faire à sens unique : la grande nation ignorant les "provinces" extérieures qui s'efforcent de la suivre. Autre sens unique pour les pays possédant une langue à petite diffusion: ils se tiennent au courant par un grand effort de traduction de l'activité intellectuelle des langues très répandues sans qu'en celles-ci se fasse un effort comparable. Ces obstacles aux échanges et confrontations culturelles entre nations facilitent la tendance au monopole intellectuel de toutes les élites locales. La disparition d'une véritable culture européenne médiévale (liée à l'usage d'une langue savante: le latin, incomprise des peuples) n'a pas permis encore la naissance d'une culture mondiale. Restent seulement un fonds commun ancien (gréco-latino-hébraïque pour les peuples d'origine européenne -- persan ou arabe, indien ou chinois ailleurs) auquel se superpose, suivant les langues, une culture nationale moderne. Le développement de ces cultures nationales a été très souvent lié au progrès des mouvements nationaux ou nationalistes les uns et les autres s'épaulant mutuel-

lement. Particulièrement depuis le XIX^e siècle avec le romantisme les renaissances nationales ont cherché leur justification et leur inspiration dans l'histoire nationale de chaque peuple, dans son passé, dans ses légendes, dans son folklore. L'exaltation de la tradition nationale s'est alors donné libre cours. D'abord dans un réflexe de défense contre le classicisme universel trop fréquemment paravent d'une domination étrangère. Puis l'affirmation de soi crée les conditions naturelles à une attitude de supériorité et d'agressivité permanente à l'égard des valeurs étrangères vouées au mépris et à l'oubli.

L'histoire nationale sera peu à peu seule connue, seule étudiée, seule expliquée, celle des autres pays ne le sera qu'à travers les guerres -- ce qui reste le plus mauvais moyen d'entrer en contact. Les légendes et héros nationaux seront l'objet d'un culte soigneusement entretenu, ceux de l'étranger systématiquement méconnus. Les Français ne connaissent que Vercingétorix, les Allemands ne connaissent qu'Arminius (Hermann) les Espagnols que Sagonte. Encore cet exemple concerne-t-il pour les trois nations un combat commun contre le même impérialisme. On sait ce qu'il en fut quand ces nations furent aux prises entre elles. A plus forte raison pour ne voir de son côté que bravoure, loyauté, bon droit, juste force et chez l'adversaire que pleutrerie, bassesse, barbarie ou animalité. Chaque nation a ses "Barbares" à sa porte:

"Barbares que les Espagnols et les Français aux yeux des Italiens, qui, au XVI^e siècle encore, se voyaient comme les latins face à la submersion gothique" --

"Barbares" les Allemands pour les Français à la Barre -- "Barbares" les Slaves pour les Allemands qui voient en eux des primitifs, les "Asiates" -- "Barbares" à leur tour pour les Russes, les Mongols "Hartares" qui les dominaient. Quant à ces derniers ils devaient bien leur rendre eux qui avaient aussi leur pouvoir sur toute l'Eurasie.

Toute nation se rattrape idéalement de l'oppression qu'elle subit ou de l'exécuté de son territoire sur le souvenir de ses conquêtes passées.

Quand le sentiment de sa supériorité foncière ne suffit plus on y mêle la peur (récit de massacres, d'atrocités...) et les récits les plus extravagants. Pendant la guerre de 100 ans une chanson populaire française décrivait les ANglais comme portant une longue queue. De tout^{ce} fumier le patriotisme pousse religion nouvelle ayant ses contes fabuleux, ses lieux saints (champs de bataille...), ses édifices (mouvements aux morts), ses rites (cérémonies, prises d'arme, ranimer la flamme etc...), ses reliques et ses symboles surnaturels (drapeaux...). Elle fait appel aux mêmes sentiments que toutes les religions : dévouement total, sacrifice de soi, abandon de l'examen critique et ralliement aux manifestations de l'esprit grégaire. Non seulement pour la guerre mais dans la vie intérieure de la nation est utilisé tout un arsenal d'exemples de mots magiques "Patrie en danger", "Salut public" en France, et, ailleurs : "Allemagne réveille toi", "Croisade", "Renaissance", "Unité". L'emploi de vocables au contenu si équivoque peut dans tel pays soulever une émotion interne tandis qu'en transplanté dans tel autre il n'éveille aucun écho.

La plupart de ces concepts ont été une fois pour toute imprimés dans la tendre pâte de l'intelligence infantine et ne sont plus jamais remis en question. A l'âge où il acquiert le plus, à l'âge de l'école l'esprit a reçu l'empreinte de tout un système de pensée en fonction de coordonnées nationales. Au sortir de l'école l'homme ne fera plus que meubler au hasard ce que l'Etat a installé dans son cerveau : le cadre d'une pensée collective créé par coercition et amputation. A part l'expérience quotidienne le peuple n'aura que l'outillage mental de l'école sur lequel se branchera une information standardisée et limitée à un niveau national par la presse. Même l'"Intelligentsia" ne raisonnera qu'en fonction d'événements et d'écrits nationaux : ses exemples, ses références, ses citations, ses auteurs seront en quasi-totalité de chez elle, de son cru. L'univers se restreint à ce qu'a produit la nation.

Diversité nationale et unité humaine : L'existence
d'une forte

structure nationale dans les trois domaines politique, économique et mental peut dans son ensemble être déplorée par les anarchistes, internationalistes de principe, anationalistes de vocation. Le désir d'établir au plus vite une communauté humaine véritablement mondiale est un des leitmotiv de notre action qui vise à supprimer les obstacles entre chaque homme et tous les autres, et à accroître la compréhension mutuelle et l'entr'aide. Mais compréhension et entr'aide ne veulent pas dire identité, similitude en tout, uniformisation, interchangeabilité absolue et négation de ce qui EST différent. Or l'humanité que nous voyons comme celle que nous désirons EST diverse, varie à l'infini. Notre but doit être d'abolir les inégalités, les divisions artificielles dégradantes nées de l'oppression et de l'exploitation. Quant aux différences dues à la nature il serait aussi sot de les nier que de vouloir les maintenir. Les différences de capacités physiques et d'aptitudes mentales d'ordre somatique nous ne pouvons qu'essayer d'en limiter les effets dans la mesure où elles mutilent des hommes et diminuent la société ; dans tous les autres cas nous pouvons les cultiver au contraire comme une source d'enrichissement pour la collectivité. Toutes les races nous semblent devoir apporter une contribution intéressante à l'expérience humaine. De même les différences entre les peuples ajoutées à la nature par l'histoire, telles que la multiplicité des langues, des cultures, des expériences passées ne doivent pas être considérées comme simplement une gêne passagère, mais comme une source de confrontations fructueuses. Il nous est aussi difficile de prévoir l'évolution de l'humanité vers un type physique unique ou nouveau que vers une langue également unique ou nouvelle. Pouvons-nous même le souhaiter ? Pourquoi pas aussi une pensée unique et totale ?

Regretter l'apparition des nations est vain. Quant à la nostalgie d'un monde unifié elle est fausse : c'est celle que la bourgeoisie européenne qui avait

unifié le monde mais à son profit. Les peuples ne se révoltent pas pour rien ou parce qu'on les a enivrés.

L'existence d'un Etat national au moins supprime une dépendance politique, économique et culturelle: celle d'un peuple à l'égard de l'Etat impérialiste, même si elle établit une autre dépendance vis à vis de l'Etat national -- "Simple substitution" dira le colonisateur inconscient, satisfait de l'ancien ordre des choses.-- "Peut-être" répondra l'ancien colonisé mais alors il aura conscience de la nécessité de l'anarchie. Si l'indépendance était nécessaire pour en arriver là, elle n'aura pas été inutile. Et la faible pénétration de nos idées dans les pays coloniaux comparée au plus grand retentissement reçu dans les pays déjà indépendants (Japon et même Chine, Amérique latine) le laisserait croire.

R. Rucker

ETAT
NATION
PEUPLE

La vieille opinion qui attribue la création de l'Etat nationaliste à l'éveil de la conscience nationale du peuple n'est qu'un conte de fée, très utile aux protagonistes de l'idée de l'Etat national, mais néanmoins faux.

LA NATION N'EST PAS LA CAUSE, MAIS LE RESULTAT, DE L'ETAT. C'EST L'ETAT QUI CREE LA NATION NON LA NATION QUI CREE L'ETAT. En vérité, de ce point de vue il existe entre peuple et nation la même distinction qu'entre société et Etat.

Chaque unité sociale est une formation naturelle qui, sur la base de besoins communs et d'accord mutuel, est construite organiquement de bas en haut pour garantir et protéger l'intérêt général. Même quand les institutions sociales graduellement s'ossifient ou deviennent rudimentaires leur but d'origine peut en la plupart des cas être clairement reconnu. Chaque organisation d'Etat, cependant, est un mécanisme artificiel imposé d'en haut sur les hommes par quelque gouvernant, et il ne poursuit pas d'autre fin que de défendre et sauvegarder les intérêts des minori-

tés privilégiées dans la société.

Un peuple est le résultat naturel de l'union sociale, une association mutuelle d'hommes poussés par une certaine similitude de conditions extérieures de vie, une langue commune, et des caractères particuliers dus au climat et au milieu géographique. De cette façon apparaissent vivants certains traits communs chez chaque membre de l'union, et formant la partie la plus importante de son existence sociale. Ces rapports intimes peuvent aussi

être engendrés artificiellement que détruits artificiellement.

La nation, d'autre part, est le résultat artificiel de la lutte pour le pouvoir politique exactement comme le nationalisme n'a jamais été autre chose que la religion de l'Etat moderne. L'appartenance à une nation n'est jamais déterminée, comme l'est l'appartenance à un peuple, par des causes naturelles profondes ; elle est toujours sujette à des considérations politiques et fondée sur ces raisons d'Etat derrière lesquelles les intérêts de minorités privilégiées se cachent toujours. Un petit groupe de diplomates, qui sont simplement les chargés d'affaire de classe ou caste privilégiée, décide tout à fait arbitrairement la qualité nationale de certains groupes d'hommes dont le consentement n'est même pas demandé mais qui doivent se soumettre à cet exercice du pouvoir parcequ'ils ne peuvent agir d'eux-mêmes.

Des peuples et groupes de peuples existaient bien avant que l'Etat n'apparaisse. Aujourd'hui aussi ils existent et se développent sans l'assistance de l'Etat. Ils sont seulement gênés dans leur développement naturel lorsque quelque pouvoir extérieur intervient par la violence dans leur vie et lui impose une forme qu'elle ne connaissait pas avant. La nation est soudée à lui pour le meilleur et pour le pire et doit son existence seulement à la présence de celui-ci. En conséquence la nature essentielle de la nation nous échappera si nous tentons de la séparer de l'Etat et de la doter d'une vie propre

qu'elle n'a jamais possédée.

Un peuple est toujours une communauté avec des limites assez étroites. Mais une nation, en règle générale, enferme toute une série de différents peuples et groupes de peuples qui ont été, par des moyens plus ou moins violents, pressés dans le cadre d'un Etat commun. En fait, dans toute l'Europe il n'y a pas d'Etat qui ne consiste pas en un groupe de peuples différents qui étaient à l'origine de différentes descendance et de langue et furent forgés ensemble en nation unique seulement par des intérêts dynastiques, économiques et politiques.

.....
LES ETATS NATIONAUX SONT DES ORGANISATIONS D'EGLISES POLITIQUES; LA PRETENDUE CONSCIENCE NATIONALE N'EST PAS NEE EN L'HOMME MAIS ENSEIGNEE A LUI. C'EST UN CONCEPT RELIGIEUX ; ON EST ALLEMAND, FRANCAIS, ITALIEN, EXACTEMENT COMME ON EST CATHOLIQUE, PROTESTANT OU JUIF.

R. R O C K E R . "Nationalisme
et Culture"

(Chapitre XII p.200-202 de la
2^e édition américaine)

PROCEDES DE FORMATION

Survivances d'Etats de type ancien : En règle générale les Etats contemporains ont tous pris une forme nationale après être passés par différents stades.

Bien que nous vivions à l'ère du grand capitalisme, de monopole ou d'Etat, de nombreux peuples sont restés à un stade féodal pré-capitaliste ou même esclavagiste, ou encore communiste primitif. De même certaines sociétés ont-elles pu encore de nos jours vivre en dehors de l'Etat national.

LES ETATS DE TYPE THEOCRATIQUE sont excessivement rares. Le seul véritable est celui du Vatican fondé par Mussolini en 1924, resurgence des Etats de l'Eglise, établis sur la fausse "donation de Constantin" et sur la volonté de Charlemagne mais supprimés par la monarchie italienne en 1870.

L'ordre de Malte ayant toutes les caractéristiques juridiques d'un Etat souverain a perdu pourtant le principal : son territoire en 1798 du fait de Bonaparte. C'est le dernier ordre religieux de ce genre depuis la suppression de la souveraineté des Jésuites sur le Paraguay, des "chevaliers" allemands et "porte-glaive" dans les pays Baltiques, des "Templiers" en Occident chrétien et des "Assassins" -- leurs précurseurs à tous -- dans l'Orient musulman.

Seules demeurent autonomes la République des monastères du Mont Athos en Grèce et enfin le Thibet.

Sociétés de célibataires, vivant en marge de l'activité économique, ces Etats ont besoin pour recruter leurs membres et subvenir, d'une aide soit perpétuellement renouvelée de l'extérieur (Vatican); soit puisée sur une population exploitée (Baltique, Thibet).

Des innombrables VILLES LIBRES du Moyen Age très peu ont survécu jusqu'à l'époque moderne. Les dernières des Républiques citadines et marchandes: Gènes, Lucques, Venise, Dubrovnik, Dantzic furent détruites par la Révolution française ou Napoléon ou par la révolution de 1848 (Cracovie, Francfort) Jusqu'au début du XX^e siècle seules avaient gardé des restes d'autonomie les trois têtes de la Hanse: Lübeck, Hambourg et Brême.

Le XX^e siècle n'a vu apparaître en ce genre que quelques rares créations éphémères destinées à satisfaire un ou plusieurs impérialismes extérieurs: Tanger, Dantzic, Memel, Rijeka (Fiume), Alexandrette (Haty) et Trieste. Le destin de Singapour ou peut-être demain de Hong-Kong ou Djibouti ne semble pas devoir faire exception.

Le fait important n'est pas seulement que ces Etats-Villes ne sont plus aux dimensions du monde moderne mais aussi que, ne correspondant à rien de spontané sur le plan local, ils n'ont jamais été que des compromis aménagés tout d'un coup entre espaces politiques (Etat), économiques (Marché) et affectifs (Nation) plus grands.

L'un des caractères de l'Etat-nation est son abandon progressif conjointement à sa justification théocratique ancienne (droit divin) de son aspect dynastique. La volonté nationale remplaçant le "bon plaisir" du monarque. Le souverain est devenu, en théorie le peuple, en fait un Etat impersonnel. La grande majorité des Etats actuels a quitté la forme monarchique alors qu'il y a cinquante ans à peine, seuls, la Suisse, les Etats d'Amérique et la France étaient dans ce cas.

LA MONARCHIE subsiste comme un vague décor sans valeur politique dans quelques rares Etats d'Europe du Nord-Ouest (Angleterre, Bénélux, Scandinavie) ou d'extrême Orient (Japon, Siam) et comme un fantôme dans ces fantômes d'Etats que sont devenues les Principautés indiennes, malaises, indonésiennes ou africaines, la plupart islamiques.

Ce n'est qu'au Moyen Orient que subsistent encore des Principautés à l'état pur dont l'unique raison d'être réside dans la monarchie qui les a créées. Royaumes Saoudite, Hachemites (Irak, Jordanie), Ethiopien et petits Emirats, Cheikhats, Imnats, Sultanats arabes.

Assez semblables et parfois confondus avec eux furent les ETATS REGIONAUX dont l'Allemagne et l'Italie forment le type : Morceaux d'un même peuple partagé en souverainetés multiples. L'Autriche actuelle peut être considérée comme de ce type d'Etat puisque créé et maintenu séparée de l'Allemagne pour des raisons d'équilibre diplomatique, de même sans doute la majorité des Etats latino-américains et certainement des Etats arabes.

Balkanisation ou unité nationale : L'antique maxime

"Diviser pour régner" a toujours présidé à l'application du droit divin international ou plutôt interétatique. Les nations puissantes et déjà formées ont tout fait pour maintenir dans un état de faiblesse et de morcellement les rivales possibles. Ainsi l'Espagne, la France et l'Autriche maintinrent-elles pendant trois siècles la division de l'Italie. Ainsi les Traités de Westphalie (1648) eurent-ils pour résultat d'aggraver la désintégration de l'Allemagne pour plus de deux siècles, au plus grand profit de ses voisins. Ainsi l'Angleterre et les Etats-Unis, qui avaient soutenu la révolte des colonies du Nouveau Monde pour pouvoir mieux étendre leur influence économique, s'opposent-ils avec succès à leur fédération en Etats-Unis d'Amérique latine. Ainsi les intérêts rivaux de l'Autriche et de la Russie puis de l'Allemagne et de la France et même de l'Angleterre et de l'Italie empêchent-ils toute union danubienne ou balkanique entre les pays libérés des turcs, d'où la création d'une bonne demi-douzaine d'Etats nouveaux dans cette péninsule des Balkans. Le terme de "Balkanisation" désigne depuis une mosaïque de petites unités séparées prenant la place

d'une grande entité politique antérieure. Terme d'un emploi peut-être abusif puisque les nations créés dans les Balkans correspondaient pour la plupart à des peuples bien différents (ayant chacun sa langue). Il n'en fut pas toujours de même ailleurs. Et en particulier à l'égard de la nation arabe quand le même procédé fut appliqué aux pays de la "Révolte du désert" contre les turcs par les impérialismes franco-anglais avides de se partager le pétrole et désireux de ne pas laisser s'établir l'Etat arabe unique promis par Lawrence. Ainsi furent découpés au cordeau à travers les vastes étendues qui séparent la Méditerranée du golfe Persique ces territoires à mandats abstraits à forme géométriques : Syrie, Irak, Transjordanie, Palestine. La France poussa encore la chose plus loin en essayant de "balkaniser" à son tour la Syrie en 5 Etats autonomes (Alexandrette, Alaouites, Liban, Djebel Drusc, Damas, Alep) "solution" analogue à certains projets actuels pour l'Algérie. Même tentative de la part des Neerlandais vis à vis de l'Indonésie dont l'essai de découpage en une douzaine d'Etats échoua aussi.

Face à ces essais de divisions artificielles se sont développés les mouvements qui aboutirent au siècle dernier à l'Unité nationale de l'Italie et de l'Allemagne (1866-1871) mais aussi à celle de la Roumanie et de la Bulgarie divisées, l'une en : Moldavie et Valachie, l'autre en : Bulgarie et Roumelie par les soins des impérialismes rivaux.

Les années qui viennent vont nous dire si le XX^e siècle sera celui de l'Unité arabe comme le XIX^e fut celui de l'Unité italienne et allemande.

Partage et partition : Depuis 1945 quelques nations sont restées partagées entre les zones d'influence des deux grands impérialismes: Allemagne, Corée, Vietnam et dans une certaine mesure Chine sont restés divisés en deux Etats l'un de type capitaliste et l'autre marxiste.

Mais il est d'autres partages, organisés par l'impérialisme. Par un impérialisme en retraite : le dominateur qui voit son règne s'achever quitte difficilement le pays exploité sans essayer de prolonger son influence en faisant la part du feu ou en le laissant profondément divisé.

Le meilleur moyen de trouver un prétexte pour diviser un peuple est de faire appel à la religion. Ainsi firent les Espagnols qui, aux Pays-Bas révoltés, tentèrent de se concilier les catholiques contre les calvinistes et réussirent à opposer pour longtemps ce qui allait devenir les deux Etats hollandais et belge. Mais c'est l'impérialisme anglais qui fut le maître en la matière. Il commença par l'Irlande où la "Partition" sépara un fragment du Nord (découpé de façon à être d'une étroite majorité protestante) de l'"Eire". Puis la même opération fut recommencée en Inde, où, après avoir suscité un antagonisme artificiel entre Musulmans et Hindous, il fut possible de créer un "Pakistan", lui-même divisé en deux, séparé de l'Inde indépendante : pour faire coïncider ce partage avec la réalité humaine, historique et économique négligée, d'énormes échanges de population furent effectués de part et d'autre des nouvelles frontières (10 millions environ dans chaque sens). Néanmoins il fut impossible de rendre homogène la population des deux Etats où demeurèrent d'importantes minorités : 40 millions de Musulmans restèrent en Inde et 10 millions d'Hindous au Pakistan (respectivement plus de 10% et 12% de la population).

Procédé identique en Palestine où l'on parvint à élever à son paroxysme l'hostilité entre Juifs et Arabes (musulmans ou chrétiens) et à créer un "Israël" séparé rassemblant le peuplement juif et où les Arabes eurent à choisir entre partir ou devenir des citoyens de seconde zone : sur une population totale du nouvel Etat de 4 millions, 650.000 Arabes partirent et plus de 150.000 restèrent, constituant quand-même une minorité de plus de 10%.

"Partition" encore en Malaisie où l'Angleterre est arrivée jusqu'ici à séparer de la péninsule en majorité musulmane organisée en "Fédération Malaise", l'île de Singapour à majorité chinoise.

"Partition" enfin pour prolonger l'occupation anglaise à Chypre que le projet de Radcliffe voulant découper de l'île grecque les quelques districts de population musulmane turque.

La France, elle aussi, a réussi sa petite "partition" en séparant de la Syrie à majorité musulmane le Liban côtier en partie chrétien. Il est douteux qu'elle réussisse le même coup en retranchant de l'Algérie, les zones côtières oranaise ou algéroise à peuplement européen.

Dans chaque cas le partage ou "Partition" tend par l'existence de deux Etats à provoquer l'apparition de deux "nations" distinctes et si possible ennemies. La fausseté de telles solutions est patente puisqu'elles ne font appel qu'à la haine et qu'elles n'instaurent en principe fondamental que l'intolérance.

Irrédentisme et plus grande nation : Où s'arrête la légitime unité

nationale et où commence l'impérialisme aux dépens des peuples voisins cela est souvent fort difficile à dire, tant il est vrai qu'il n'y a pas de limites naturelles aux peuples et que des phénomènes permanents d'osmose devraient unir les populations diverses plutôt que les séparer. Il n'est pratiquement pas un seul Etat qui estime sincèrement et durablement avoir fait le plein de ses nationaux possibles et n'avoir plus de revendications contre ses voisins. Défendre une minorité opprimée à l'étranger serait sans doute louable si les desseins de l'Etat ne visaient invariablement à en profiter pour d'éternels agrandissements. L'Italie unifiée ayant été réalisée (1870) l'Etat considéra certains territoires encore étrangers comme l'"Italie non rendue", l'"Italia irredenta" et en 1915 entra en guerre pour les

obtenir, après avoir créé, avec le socialiste Musso-
lini, un courant "interventionniste" dans le mouve-
ment ouvrier jusque là hostile à toute guerre. Mais
l'Etat italien foulant aux pieds le principe des
nationalités qu'il avait invoqué utilisa le retour
du Trentin italien pour annexer le Tyrol méridio-
nal allemand, et celui de Trieste et de quelques
petits ports partiellement italiens pour annexer
l'Istrie yougoslave et tenter d'en faire autant
avec la Dalmatie.

Chaque nation ne se considère généralement
qu'en partie réalisée et idéalement tente à devenir
une sorte de nation totale aux dépens des autres.

Il y a d'abord les provinces encore séparées
qu'il faut racheter, réunir : Réunion se dit "An-
schluss" en allemand, "Enosis" en grec, évocant ici
l'union de l'Autriche et là celle de Chypre.

Puis il y a tous les territoires où vivent ou
ont vécu des populations semblables, ou bien qui ont
été reliés à un moment donné, ou qui devraient l'être
c'est : la plus grande France, la grande Allemagne
le grand-Manisme en Chine. Le Pangermanisme opposé
au panslavisme. Le panhellenisme qui, à cause du
littoral grec a voulu annexer la moitié de l'Asie mi-
neure (1920), le pantouranisme qui veut unir les po-
pulations turques jusqu'en Asie centrale, le panara-
bisme, le panislamisme beaucoup plus vaste et aussi
fumeux que l'idée d'une civilisation chrétienne.

Hors de la nation réelle ou idéale il y a en-
fin la collectivité de tous les émigrants et des-
cendants d'émigrants : "Romanistas" pour les Italiens
"Hispanidad" pour les Espagnols, "Deutschum" pour
les Allemands.

Au bout du compte le monde entier appartient
à chaque nation.

Sitôt unie ou indépendante chaque nation n'a
rien de plus pressé que de se donner une armée et
d'émettre des prétentions sur les territoires voisins
Pour masquer la non-solution des problèmes internes
l'Etat relance vers l'extérieur un nationalisme
que l'on pourrait croire assouvi. C'est un dérivatif

tout trouvé au mécontentement populaire -- des partis peuvent être créés à cet effet, partis "annexionnistes", "impérialistes", "irréductibles", et les partis existant enfourchent à leur tour ce cheval de bataille.

Le ressentiment canalisé vers l'extérieur rend moins exigeant à l'intérieur, et fait taire toute revendication sociale comme reflétant un manque de patriotisme. Ainsi fut utilisée la question d'Alsace-Lorraine par la III^e république, comme celle des territoires de l'Est par l'Allemagne de Bonn. Il y a quelques années toute l'activité verbale des partis italiens même de gauche et d'extrême gauche aboutissait à un même point : Trieste.

Ce transfert de toute l'activité politique apparente et de toute l'affectivité publique vers des buts extérieurs est particulièrement frappant chez les jeunes nations.

Sitôt la Bulgarie unifiée la bourgeoisie de ce pays lance le peuple dans la poursuite idéale de la "Grande Bulgarie" et de l'annexion de la Macédoine provoquant des guerres fratricides entre peuples balkaniques.

Sitôt que l'Égypte se débarrasse des Anglais elle tente d'annexer le Soudan.

Sitôt le Maroc indépendant il veut englober la Mauritanie.

Dès qu'ils sont munis du pouvoir les chefs nationaux n'ont qu'un désir : justifier leur domination sur la plus vaste surface.

Le jour même de l'Indépendance du Ghana son premier ministre sanctionna l'annexion définitive de la moitié du Togo par ces mots qu'il déclara empruntés à Churchill : " Ce que nous avons nous le gardons." "Nous" se sont les hommes politiques qui cessant d'être dominés se mettent en posture de dominateurs. Soyons sûrs que ces nouveaux maîtres feront preuve d'autant de mauvaise volonté et d'incompréhension vis à vis des peuples qu'ils prennent en tutelle, qu'ils en ont rencontré de la part de leurs anciens tuteurs.

Assimilation : Les frontières des Etats ne coïncident qu'exceptionnellement avec les limites linguistiques ou ethniques des peuples. Ce fait était à peine remarqué et gênait peu dans les Etats de type ancien théocratique ou dynastique. Avec l'apparition de l'Etat-nation tout change. Chaque Etat va englober une nation et une seule. Tout ce qui ne cadre pas avec la langue, la culture, la nation prédominantes sera une tache à l'unité nationale qu'il faudra effacer. Devront être effacés les droits particuliers, les privilèges locaux, les coutumes originales, les appellations spéciales, tout ce qui dénote une organisation sociale antérieure ou distincte de l'Etat central. Ainsi seront balayés peu à peu tous les vestiges de "libertés", de "franchises", de "fueros" comme disent les Espagnols arrachés par des siècles de vie "régionale", "communale" ou même "féodale". Peu à peu toutes les provinces seront fondues dans un même moule.

Seules demeureront visibles malgré tout les différences dues à la langue. C'est le problème des peuples allogènes des minorités nationales dans l'Etat-nation.

Historiquement il y eut cinq manières de le résoudre :

- l'assimilation forcée : nier la minorité, la forcer à s'identifier à la majorité.
- le génocide : exterminer le peuple minoritaire.
- le plébiscite : consulter la minorité sur le sort qu'elle désire, l'Etat auquel elle veut appartenir.
- le "déplacement" : expulser les minoritaires ou les changer.
- la tolérance : laisser aux minorités la liberté qu'elles désirent, l'autonomie, voire l'indépendance.

L'assimilation est la règle générale, il y a peu d'exemples de génocide et de plébiscite mais de plus en plus de "déplacement" et d'échanges. Quant à

la tolérance elle appartient plus à l'avenir qu'au passé.

L'assimilation consiste d'abord à nier la minorité en tant que telle. Il n'y a théoriquement qu'une seule collectivité nationale avec des individus plus ou moins évolués. Evolution et assimilation sont alors synonymes : le non-assimilé est un retardé involontaire ou un traître systématique, il doit s'amender ou être poursuivi. Les procédés de l'assimilation forcée sont partout les mêmes :

- Proscription de la langue minoritaire -- considérée comme patois ou comme instrument de l'étranger-- dans l'enseignement, dans l'administration, dans la vie publique ou même interdiction de son emploi en privé.
- Interdiction des organes en cette langue : journaux publications diverses, des associations culturelles ou même folkloriques la défendant.
- Changement des noms de lieux et de personnes, de toutes inscriptions rappelant l'"ancienne" langue sur les enseignes, les monuments, les tombes.

Ainsi procédèrent à des degrés divers selon les époques :

- la germanisation des Danois du Slesvig, des Alsaciens-Lorrains de langue française et de tous les Slaves des empires d'Allemagne et d'Autriche : Polonais, Tchèques, Slovènes...
- la russification des Polonais, Baltes, Caucasiens Touraniens.
- la magyarisation des Croates, Roumains, Slovaques...
- l'italianisation des Slaves de la Vénétie Julienne, des Tyroliens du Sud, des vallées alpines de langue française.
- la sinisation des montagnards de Chine mais aussi la francisation des populations habitant la périphérie de la métropole ou des colonies.

Prenons un petit exemple : la méthode de "l'objet" employé dans les écoles communale de Bretagne bretonnante, de Flandres maritime et de toutes les régions de dialecte non français. Les élèves viennent de chez eux où ils parlent leur langue ce qu'on appelle faussement

leur "patois". Sitôt arrivés à l'école interdiction de parler autre chose que le français langue de l'Etat. Dès qu'un enfant est pris à dire un mot de dialecte, on lui donne l'"objet" (n'importe quoi: encrier, chiffon, morceau de craie...) il devra pour s'en débarrasser prendre sur le fait un autre enfant ayant laissé échapper un mot dialectal, et, celui-ci à son tour prendra l'objet et essayera de l'attribuer à un autre. Ainsi de suite... Celui qui aura l'objet à la fin de la journée devra faire toutes les corvées balayage, rangement... On imagine ce qu'une telle méthode "éducative" fondée sur la crainte, l'espionnage, la délation peut avoir comme répercussion psychologique et sociale sur des populations ouvertement méprisées parce qu'elles parlent une langue qui en d'autres pays est officielle.

L'assimilation forcée finit-elle par avoir raison des minorités ? pour ainsi dire jamais.

Une fraction variable des minorités s'assimilent plus ou moins volontairement pour mieux gravir l'échelle sociale et s'amalgamer à la bourgeoisie ou à l'Etat. Tels, jadis, les "fransquillons" des villes flamandes de Belgique. Tels les paysans slaves (Wendes, Kachombes, Mazuries) en Prusse. Le passage à la nation dominante est signe de promotion sociale et d'ascension vers les classes dirigeantes.

Mais une telle mûe à besoin de siècles pour modifier le visage des masses paysannes. Et celle des villes est souvent plus apparente que réelle tant reste forte la solidarité culturelle d'un peuple opprimé dans sa langue et dans son existence même.

Les nombreuses révoltes des Polonais font la liaison entre la Pologne partagée, détruite, rayée de la carte et la Pologne ressuscitée 1768 Confédération de Bar -- 1791 République constitutionnelle -- 1795 Révolution de Kosciusko -- Légion polonaise en France et création du Grand Duché de Varsovie 1807-1815 -- 1830 Révolution écrasée malgré la proclamation d'indépendance -- 1844-1846 révoltes de Silésie, de Cracovie -- 1863 Insurrection générale -- 1918 Soulèvement victorieux -- 1944 Communes insurrection-

nelle de Varsovie -- 1956 Révolte de Pznan et Printemps d'octobre...

Plus près de nous la Catalogne offre un exemple identique d'alternative de persécutions et d'auto-organisation :

I412 fin de l'indépendance catalane

I461-I472 la "généralité" de Catalogne s'est soulevée contre le Roi d'Aragon

I640-I652 deuxième soulèvement des Catalans qui proclament la République contre le Roi d'Espagne

I705-I714 nouveau soulèvement contre la monarchie espagnole qui ne se termine que par le siège de Barcelone.

XVIII^e siècle : prohibition de la langue catalane devant les tribunaux - suppression des universités catalanes - introduction du fisc espagnol

XIX^e siècle : remplacement du Droit civil et pénal catalan par l'espagnol (1822, 1829), interdiction d'enseigner la langue catalane (1825), suppression du système monétaire catalan (1837), participation des Catalans à la première guerre carliste (1827, 1848), soulèvement républicain à Barcelone pendant la 2^e guerre carliste (1868), création de la "Mancomunauté" de Catalogne semi-autonome en matière d'enseignement et de travaux publics dissoute par Primo de Rivera qui va jusqu'à supprimer les Jeux Floraux et interdire l'usage du catalan au clergé (1914, 1924), proclamation simultanément à la République espagnole de la "république catalane" qui devient 3 jours plus tard la "généralité" de Catalogne complètement autonome jusqu'au putsch stalinien de 1937 et l'arrivée des fascistes en 1938 - Franco interdira l'enseignement et les publications catalanes et un moment même la danse nationale : la sardane.

Le génocide : rares sont les Etats qui eurent le cynisme de décider l'extermination de ceux qui étaient considérés comme réfractaires à l'assimilation.

Le colonialisme anglo-saxon a un moment appliqué cette volonté face aux indiens des Etats-Unis, aux aborigènes d'Australie et surtout à ceux de Tasmanie détruits jusqu'aux derniers par une chasse à l'homme systématique.

L'impérialisme turc, chassé des Balkans, ayant à faire face aux attentats, organisa plusieurs massacres sur une vaste échelle des populations arméniennes à partir de 1894-1896 .

Mais c'est certainement le régime nazi qui entreprit avec le plus de persévérance l'extermination de peuples entiers. Celle des 4 millions de Juifs européens a été en grande partie achevée. Celle des Slaves polonais, tchèques, slovénes ne faisait que commencer. Notons qu'il avait en cette tâche des alliés comme : les Oustachis croates massacreurs de Serbes.

Enfin le régime russe stalinien a sa part à ce sombre palmarès avec la suppression de 6 républiques du Sud de la Russie dont personne ne peut dire ce que les "nationaux" sont devenus et dont le nom même avait disparu jusqu'au XX^e congrès et au rapport Khrouchtchev -- Rapport d'ailleurs déclarant que si les Ukrainiens n'avaient pas disparu eux aussi c'est parce qu'ils étaient trop nombreux -- Humour stalinien ! --

La solution radicale du génocide est celle que certains Français responsables ont pensé appliquer au moment de la conquête de l'Algérie. Ce que certains contemporains regrettent ouvertement aujourd'hui.

Plébiscites : L'application du principe des nationalités prôné par Napoléon III ou Wilson a entraîné en quelques cas précis la consultation des populations contestées entre deux Etats. Fait exceptionnellement rare dans toute l'histoire diplomatique !

En 1860 c'est après un plébiscite (référendum) que la Savoie et Nice sont rattachées à la France -- et depuis la dernière guerre c'est après un nouveau plébiscite que les deux communes de Tende et Brigue ont été réunies à Nice--

C'est la Conférence de la Paix en 1919 qui décida de procéder à toute une série de plébiscites aux frontières allemandes et autrichiennes:

--Lazurie et Haute Silésie avec la Pologne.

--Région de Sopron (Burgenland) avec la Hongrie

--Carinthie Slovène avec la Yougoslavie

Et enfin le plébiscite de 1936 par lequel la Sarre demanda son retour à l'Allemagne comme elle le demanda à nouveau par celui de 1956.

Mais aucune autre province détachée des vaincus ne fut jamais sollicitée de donner son avis quand elle fut attribuée à la France ou à l'Italie (Tyrol du Sud, Vénétie Julienne). La France de 1919 refusa avec autant de fermeté tout plébiscite en Alsace-Lorraine que l'Allemagne en 1871. Ni l'une ni l'autre ne tenait à mesurer au moment de l'annexer l'inclination véritable des populations pour l'un ou l'autre... ou peut-être pour l'auto-détermination.

L'Allemagne hitlérienne ayant bénéficié du plébiscite sarrois de 1936 organisa elle-même celui qui, en Autriche, sanctionna l'Ausschluss en 1938, et en commun avec l'Italie mussolinienne celui du Tyrol du Sud en 1939 l'un et l'autre à son très net avantage.

Pourtant le Tyrol du Sud fut laissé à Mussolini et les populations qui le voulaient passèrent seules à l'Allemagne sans le territoire.

Déplacement de population : C'est qu'entre temps la politique et la diplomatie s'étaient orientées vers une nouvelle solution du problème des minorités nationales.

Au lieu d'essayer de faire mouvoir les frontières pour les faire coïncider avec les peuples on va faire mouvoir les populations pour les faire coïncider avec les frontières.

S'il y a des minorités de part et d'autre on les échangera et sinon on les expulsera simplement.

Certes la tradition des expulsions massives est ancienne : Juifs (1492) et Maures (1609) d'Espagne, Huguenots de France (1685), Luthériens d'Autriche (1620) et de Salzburg (1732), etc... mais il s'agissait de persécutions religieuses non nationales.

La politique des déplacements et échanges systématiques fut inaugurée à partir de 1923 entre la Grèce et la Turquie qui reçurent respectivement 1.200.000 et 400.000 de leurs nationaux, la Bulgarie s'étant jointe à l'opération récupéra 250.000 personnes, tandis que 125.000 Arméniens quittaient la Turquie.

L'Allemagne hitlérienne reprit sur une grande échelle la réintégration des minorités allemandes éparses dans toute l'Europe de l'Est.

Un million environ vint dans le Reich (dont 80.000 du Tyrol du Sud). Dans l'Europe hitléro-stalinienne du pacte germano-soviétique ces mouvements se multiplièrent suivant un vaste programme. Populations inassimilables expulsées (100.000 Lorrains, 1.500.000 Polonais du Reich, 2.000.000 en Russie). Echanges entre pays vassaux (320.000 Roumains, 300.000 Serbes, 200.000 Hongrois, etc...).

A la fin de la guerre le gouvernement allemand récoltait ce qu'il avait semé : ses ressortissants fuyaient par millions les pays qu'ils avaient cru conquis : 2.500.000 quittaient la Pologne, 8 millions et demi les anciennes provinces à l'Est de l'Oder - Neisse, 3.500.000 la Tchécoslovaquie (Sudètes) et 1.500.000 les pays danubiens (Volkdeutsche). Les alliés de l'Allemagne partageaient son sort : 400.000 Finnois quittèrent la Carelie prise par la Russie et 140.000 Italiens les territoires maintenant Yougoslaves.

Les échanges se poursuivaient autour de la Hongrie de part et d'autre : 100.000 Slovaques et 40.000 Serbes contre 140.000 Hongrois.

Des pays annexés ou occupés par les Russes affluaient les "Personnes déplacées" parquées dans les camps d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie, de Trieste

(en majorité Slaves ou Baltes). Ils seront distribués dans le monde entier par l'ONU (O.I.R.)

Et puis, de tous les pays d'Europe et du Moyen-Orient, partiront plus d'un demi million de Juifs vers Israël.

Un beau jour la Bulgarie s'avise qu'elle possède 100.000 Turcs et aussitôt les expulse !

Le résultat froid de tous ces mouvements de population a été de créer finalement des Etats nationaux à peuprès homogènes. La plupart des minorités ont été supprimées. Plus de Prusse, plus de Sudètes, plus de Saxons de Transylvanie, presque plus de nationalités débordant. Les frontières en minorités gênantes. La carte politique coïncide maintenant beaucoup plus avec la carte linguistique. Mais quel prix humain pour satisfaire les Etats !

ASPECTS ACTUELS

Etats multinationaux : A côté des Etats nationaux dont la devise pourrait être celle qu'ont voulu se donner les Indonésiens : "Une seule nation, Un seul peuple, Une seule langue" a paru une autre catégorie d'Etats. Des Etats où l'assimilation linguistique, culturelle, nationale des minorités à la majorité n'était pas recherchée. Le type en est la Suisse où chaque canton parle la langue qu'il veut et où à l'intérieur de chaque canton, chaque village, chaque famille peut librement se développer dans son idiome d'origine. La parfaite harmonie qui règne en Suisse en matière de plurilinguisme est la preuve que toutes les craintes soulevées dans les Etats nationaux dès que l'on parle de ce problème sont totalement dénuées de fondement. La prétendue nécessité pour tout le monde de parler la même lan-

gue est un exemple parfait du faux problème et le spectre de Babel que l'on agita alors est d'une navrante pauvreté. Le fait que plusieurs populations cohabitent et se pénètrent en conservant leurs langues propres, loin d'établir des barrières, permet à chacune de s'enrichir et d'ouvrir un peu plus ses horizons. "Autant on sait de langues autant de fois on est homme" disait Goethe. Le côtoïement de parler divers stimule l'aptitude à comprendre la diversité du monde au lieu d'enfermer dans ^{un} fallacieux et superbe isolement.

En Suisse trois langues sont "officielles" bien que parlées par des proportions très inégales de la population : l'allemand (70%), le français (21%) et l'italien (5%) et la quatrième le romanche (4%) considérée depuis peu comme langue "nationale" n'a jamais été persécutée.

Au tri ou quadri-linguisme de l'Etat suisse correspond le bi et dans une très faible mesure le tri-linguisme de l'Etat belge. Mais là, l'égalité des langues n'existe depuis la fondation de l'Etat (1830) que théoriquement. L'égalité réelle a dû être conquise par la suite. Alors que 60% de la population parle un dialecte neerlandais : le flamand, la langue de la bourgeoisie, de l'Etat, de la Capitale, des villes, du Parlement, de la législation, des ministères, de l'administration, de l'armée, des universités, de l'enseignement secondaire et du haut clergé a longtemps été exclusivement le français bien que langue maternelle de seulement 40% des Belges. Un fort mouvement national "flamingant" est, par une incessante, parvenu à promouvoir le flamand "langue des pauvres" dans tous les secteurs de la société belge. Et ce n'est qu'au XX^e siècle que gens d'expression neerlandaise (et accessoirement d'expression allemande dans quelques cantons de l'Est) et gens d'expression française (Wallons) ont, au terme d'une suite de réformes, vu leur langue occuper une place correspondant à leur importance numérique respective.

Un processus analogue en Finlande a conduit

le mouvement national "fennomane" à faire de la langue du peuple finnois représentant plus de 90% de la population l'égale de la langue suédoise parlée par une classe dirigeante descendant d'anciens colons et possédant la haute main sur la propriété terrienne et industrielle et sur l'Etat malgré sa faible importance numérique (environ 9%). Aujourd'hui les deux langues sont employées librement par chacune des deux fractions, finnoise ou suédoise, de la population finlandaise. Et cette égalité linguistique n'a fait qu'accélérer l'émancipation sociale des ouvriers, paysans, forestiers et marins finnois.

On est arrivé à la même dualité linguistique dans les anciens dominions britanniques de peuplement européen conquis sur la France ou les Pays-Bas.

L'anglais est l'égal du français (30% de la population) au Canada et de l'Afrikaans (dialecte néerlandais parlé par 60% des européens) en Afrique du Sud.

L'Irlande elle-même a instauré l'égalité entre l'anglais et l'irlandais (gaélique) qui n'est plus aujourd'hui que la langue maternelle d'à peine 10% des habitants de l'île.

Mais, à côté de ces Etats bi, tri ou au maximum quadri-nationaux sont apparus d'autres où la diversité reconnue et officielle est encore plus grande. L'URSS en est le type où depuis la Révolution d'Octobre la politique des nationalités a encouragé l'expression de chaque langue nationale.³² Républiques "autonomes", 25 régions "autonomes" ont été successivement créés ayant chacune sa langue nationale. Mais les autres minorités nationales trop dispersées ou trop réduites pour recevoir une structure politique ont elles aussi l'usage officiel de leur langue portant le nombre total de 60 à 180. Leur importance très inégale depuis les grandes langues slaves : russe (plus de 50%), ukrainien (15%), biélorusse (3%) les langues turco-tartares (uzbek : 1,5%; kazakh : 1%; Azeri : 0,7%; Tartar : 0,6% etc...) jusqu'à certaines langues caucasiennes (géorgien) indo-européenne (roumain, lithuanien, arménien...)

ou finno ougrienne (esthe...) encore plus faibles numériquement. En quelque partie du territoire qu'il se trouve tout groupe national suffisamment nombreux pour avoir une école reçoit l'enseignement dans l'une des 180 langues.

Ce régime de multinationalité a été introduit dans toutes les démocraties populaires qui s'y prêtaient. D'abord dans la Yougoslavie plurinationale par vocation puisque composée de cinq peuples slaves parlant trois langues officielles (serbo-croate 75%, slovène 8%, macédonien 5%) et de nombreuses minorités (albanais 4% Hongrois 3% etc...). 6 républiques fédérées et 2 régions autonomes furent créés et chaque minorité peut partout s'exprimer et recevoir l'enseignement dans sa langue.

En Tchécoslovaquie, après l'expulsion des minorités "ennemies" allemande et hongroise, une autonomie fut accordée au peuple slovaque. En Roumanie fut constituée la "République Autonome Magyare" pour la minorité hongroise de Transylvanie, et, toutes les autres populations ont droit à l'usage de leur langue nationale. Jusqu'en Allemagne de l'Est les Sorabes de la "Domowina", ou Slaves de Lusace, reçurent une autonomie culturelle inconnue depuis des siècles d'assimilation forcée.

En Chine la même politique fut appliquée aux peuples victimes de la simisation, du "Grand-Hanisme" et apparurent de nombreuses républiques autonomes sur les confins : de Mongolie intérieure (1947), Coréenne (en Mandchourie- 1952), Onighoure (Sinkiang 1955) tandis que devant l'opposition de la population et de la théocratie la libre voie du Tibet devait être reconnue en 1957. De très nombreuses autres républiques autonomes sont créés à l'intérieur de la Chine pour les peuples jusque là repoussés dans les montagnes : tchouangs, Houeïs, Miaos, etc... Au total les 40 millions de Chinois non "fils de Hans" (7% de la population) ont recouvré l'usage de leur langue propre.

La domination d'un Etat, d'un parti, d'une doctrine totalitaires n'a plus besoin d'être celle

d'une race, d'un peuple, d'une langue.

Le gouvernement de l'Inde a été contraint en 1956 à laisser s'organiser le pays suivant les langues parlées. Jusqu'à cette date il y avait bien une langue fédérale et 14 langues régionales officielles mais à aucune n'était reconnu de signification nationale. La création d'"Etats" provinciaux ou princiers légués par les Anglais a commencé par celui d'Audrah (langue télégou) en 1955. Et deux ans plus tard la réorganisation générale en 14 Etats groupant chacun une nationalité linguistique et exceptionnellement deux (Bombay) a provoqué l'apparition d'unités nationales nouvelles comme le Kerala (malayalam).

Une situation voisine peut apparaître au Pakistan et en Indonésie où à côté de la langue nationale, respectivement 3 et 6 langues régionales sont reconnues officielles. De même en Afganistan et à Ceylan et en Erythrée avec deux langues officielles. et aux philippines avec trois (dont une seule nationale et deux européennes).

Dans de nombreux pays se pose la question de la substitution progressive de la langue administrative ancien dominateur par un parler local--question du remplacement dans la Norvège fraîchement indépendante, du riksmal danois (langue royale) par le landsmaal norvégien (langue populaire)-- Question de la survivance de l'anglais en Inde, à Malte, à Porto-Rico, aux Philippines (ici avec l'espagnol), du français au Liban, en Tunisie, au Maroc, en Haïti.

Plus souvent encore se pose la question de l'accession des langues locales usuelles ou "vernaculaires" au rang de langue nationale à la place ou à côté d'une langue plus diffusée. La reconnaissance du droit à l'enseignement et à l'administration dans la langue maternelle des minorités fait des progrès dans le monde. Les Anglais l'ont reconnu récemment aux Gallois (Celyes), les Neerlandais aux Frisons, les Etats-Unis à certains Etats à minorité française (Louisiane) ou espagnole (Nouveau-Mexique), les Néozélandais aux Maoris et les Birmanes à 5 minorités différentes. En Italie Valdôtains et Tyroliens organisés en régions auto-

nomes depuis la guerre ont reçu le droit au français et à l'allemand. En Espagne la République avait accordé aux Catalans et aux Basques avec l'autonomie des droits similaires.

Etats fédéraux : très peu de Confédérations d'Etats ont vécu. La plupart comme les Etats Unis (1788), la Suisse (1848) et l'Allemagne (1870) se sont transformées en Fédérations.

Quant aux "Associations" ou "Communautés" d'Etats, résultant pour la plupart d'une transformation du pacte colonial, elles tournent soit à un Club de nations (Commonwealth) soit en société provisoire de liquidation de faillite (Union française).

Les structures fédérales existantes ont-elles plus d'avenir ?

Il faut distinguer celles ayant une base purement régionale et non multinationale : Allemagne, Autriche, Etats-Unis, Mexique, Vénézuéla, Brésil, Australie, Malaisie, Lybie et même Canada, Afrique du Sud, Suisse Etats où le découpage fédéral ne vise pas à épouser les limites linguistiques. Dans tous ces Etats le fédéralisme n'est qu'un artifice constitutionnel permettant à une plus grande décentralisation de limiter le pouvoir exécutif.

Les structures fédérales fondées sur la multinationnalité sont bien plus rares : U.R.S.S., Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Inde. Ces Etats peuvent prétendre résulter d'une union de peuples divers. Union réellement voulue ou maintenue par la pression de l'Etat ou de l'extérieur ?

Enfin on peut noter l'existence au sein d'Etats centralisés pour l'ensemble de leur territoire de régions à statut spécial d'autonomie : Irlande du Nord, Ile de Man pour le Royaume-Uni. Iles Feroe pour le Danemark. Iles d'Aland pour la Finlande. Vallée d'Aoste, Haut Adige, Sicile, Sardaigne pour l'Italie. Erythrée pour l'Ethiopie. Etats Chans, Karène, pour la Birmanie. Hier généralité de Catalogne et Euzkadi (Pays basque) pour l'Espagne. Ces structures fédérales sont d'autant plus inégales en signification que

certaines ont été imposées par des occupants à un Etat vaincu ou fraîchement émancipé. Le fédéralisme actuel de l'Allemagne, celui théorique de l'Italie, celui éphémère de l'Indonésie et celui plus réel de la Lybie sont de ce nombre. Le fédéralisme infligé est certainement le plus mauvais.

Les nationalités en France : L'Etat français qu'il soit monarchiste ou républicain, jacobin ou bonapartiste, bourgeois ou fasciste a une inébranlable tradition de centralisation, d'uniformisation et de non reconnaissance des particularités linguistiques et nationales. Ce que la monarchie malgré un patient effort séculaire n'avait pu rogner en matière de droit des collectivités régionales, la Révolution l'a balayé d'un trait à partir de la nuit du 4 août. Et le concept d'une "république Une et indivisible", négateur de toute minorité, est resté antinomique de tout particularisme local comme de toute autonomie et de tout fédéralisme. Ce concept très exactement totalitaire est sur la voie d'être abandonné dans l'évolution actuelle concédée aux territoires d'Outremer par les dernières tentatives juridiques de sauvegarde des possessions africaines (Loi-cadre Defferre promuguée pour l'Afrique Noire, projets de Lois-cadre pour l'Algérie).

Dans la métropole elle-même tout mouvement autonomiste ou séparatiste est systématiquement poursuivi et mis "hors-la-loi". Les lois "scélérates" frappant les anarchistes ont leur pendant avec les "lois d'exceptions" votées contre les autonomistes Bretons et autres. La propagande officielle par la voix des lois du gouvernement, de l'école, de la presse, de la radio, des hommes de lettre est parvenue à faire croire qu'une seule langue est parlée en France et que tout le reste n'est que patois informe destiné à disparaître et à être extirpé. Malgré une politique séculaire de francisation, on n'est pourtant pas arrivé à effacer le fait que plus de 10% de la population parle encore des dialectes appartenant à des langues réputées étrangères. Les plus importants sont les dialectes alsacien et

lorrain dont l'expression écrite (journaux, livres, films, etc...) est l'allemand, utilisé par plus d'1 million et demi de personnes. A peine moins de Bretons parlent les dialectes celtés. Enfin les dialectes : basque, catalan, corse (de langue italienne) et flamand (néerlandais) sont employés par 200.000 personnes chacun. Sans compter les dialectes occitans (langue d'oc) comme le provençal.

Depuis des siècles on annonce l'assimilation définitive de ces populations allogènes et la disparition de leurs dialectes. La création de l'école d'Etat et du service militaire obligatoire est apparue comme instrument idéal pour les leur faire abandonner. Et pourtant ils sont toujours vivants, dans les mêmes aires géographiques. Le français langue de l'Etat et de la bourgeoisie est seul reconnu, seul propagé, seul enseigné aux Alsaciens-Lorrains, Bretons, Basques, Catalans, Corses, Flamands comme aux Algériens, aux Africains, aux Malgaches... et les langues locales ne sont étudiées qu'au niveau du secondaire et comme langues étrangères ! alors qu'elles demeurent d'un emploi familial et populaire constant. Devons-nous, anarchistes, chausser aussi les bottes du "civilisateur" qui s'exclame indigné : " Pouvez pas parler français comme tout le monde ? " .

Peuples intérieurs : Nous avons vu comment le découpage du monde en nations n'est en fait qu'un découpage entre Etats. Les frontières politiques ne coïncident qu'exceptionnellement avec une limite linguistique ou ethnique. Ca et là des minorités restent, fragments de "nations" étrangères ou bien originales, sans appui extérieur. Leurs statuts va de la tolérance à la persécution et à la proscription de leur langue suivant les Etats et à l'intérieur de chaque suivant le régime ou le gouvernement.

Mais il est toute une autre catégorie de peuples sous le boisseau, peuples demeurés à des stades différents d'évolution, "inférieurs". Peuples coloniaux bien sur mais aussi peuples victimes d'une

colonisation intérieure qui a fait d'eux des groupes ethniques ou raciaux à part. Populations tribales, souvent nomades, errantes, non intégrées à un Etat moderne qui ne vise en aucune manière à exprimer leur personnalité ou à s'appuyer sur eux.

Les derniers d'Europe sont les Lapons au Nord de la Scandinavie et les tsiganes (Gitans, Bohémiens...). Au Moyen Orient nomadisent de nombreuses tribus turques ou iraniennes -- notamment les Kurdes -- pour les-quelles les Etats actuels ne peuvent avoir aucune signification, de même les populations des "zones tribales" difficilement assimilables à cette société de peuples qu'est pourtant l'Inde.

En Amérique, signalons pour mémoire, les difficultés rencontrées par l'intégration des noirs, collectivité purement raciale, sans aucun caractère linguistique ou national distinct. Le sort des premiers habitants du continent est moins connu. Au Nord les Esquimaux et Aléoutes sont partagés entre les empires Danois (Groëland), canadien et les Etats-Unis (Alaska). Aux Etats-Unis et en Alaska subsistent 400.000 Indiens dont la plupart vivent dans des "réserves". Ils ont un statut juridique tribal remplaçant les institutions ordinaires (Etats, municipalités) et les plaçant plus directement sous la tutelle du gouvernement. La nationalité américaine ne leur a été étendue qu'en 1924 et la dernière des guerres indiennes qui les chassa de leur territoire ne date que de 1892.

En Amérique latine leur nombre et leur avenir sont bien plus importants. Bien qu'une grande partie ait été assimilée par métissage il reste des masses compactes de population indienne pour qui le passage à la culture hispanique n'a plus le temps de se faire avant leur éveil politique.

En Amérique centrale les deux plus importants noyaux ayant gardé leur langue sont ceux du Mexique (2.500.000 : 18% de la population) et les Mayas du Guatemala (60% de la population). En Amérique du Sud

trois grands peuples surtout s'éveillent à l'histoire les Quechwas les Aymaras et les Guaranis respectivement centrés sur le Pérou, la Bolivie et le Paraguay dont ils composent la majorité de la population. Nations de demain ressurgies des ruines des empires Aztèques, Maya et Inca ?

AVENIR DES NATIONS

Solidité des structures étatiques nationales: Le nombre des Etats-nations ne fait que se multiplier depuis les temps modernes de façon évidente. Pou-
vons- nous déceler dès à présent des signes indiquant des regroupements futurs ? Nous avons vu que ce n'est pas toujours de leur propre mouvement que les nations se séparent car les impérialismes tendent à multiplier leur nombre quand ils ne peuvent plus éviter leur existence. Nous avons vu disparaître de nombreux Etats princiers en Italie (1860), en Allemagne (1918), en Inde (à partir de 1947) pour se fondre dans une unité nationale, mais nous ne voyons jamais d'Etats modernes s'unir, se fédérer ou même se confédérer. Les structures étatiques sont devenues à ce point rigides qu'elles peuvent se briser et non se lier les unes aux autres.

Les difficultés, voire l'impossibilité, d'Etats aussi voisins que la Belgique et les Pays-Bas à se réunifier ("Bénélux") en est la preuve. Ainsi que l'échec d'autres unions régionales (Scandinavie, France-Italie...) et l'infinie lenteur mise à réaliser toute union européenne, économique et politique.

Si l'absurdité des marchés capitalistes est invoquée pour expliquer cela, que penser des difficultés aussi grandes rencontrées par les Etats

marxistes à s'unir ?

Les démocraties populaires balkaniques et danubiennes e montrèrent aussi incapables de se fédérer que les Etats bourgeois qui les avaient précédé. Même le projet d'union entre deux pays aussi proches sur tous les plans que la Yougoslavie et la Bulgarie ne put être mené à bien. La coexistence de pays soi-disant "socialistes" mais séparés est maintenant admise bien que ce soit un non sens ; cela prouve simplement qu'au lieu de socialisme nous avons la simple substitution d'une bureaucratie nationale à une autre. C'est "le socialisme dans un seul pays dans chaque pays à la fois".

Dans le Tiers Monde libéré du colonialisme européen les difficultés ne sont pas moindres d'unir entre eux les anciens pays dépendants. Les pays de la Ligue arabe en sont un exemple où les projets d'union restreints (Croissant fertile...) ont échoué tant pour des raisons extérieures (rivalités voisines, jeu des impérialismes) qu'intérieures (auto-défense des bureaucrates au pouvoir). Les pays d'Afrique du Nord réussiront-ils plus à promouvoir une union Magrhebine ?

Partout l'Etat se défend énergiquement pour ne pas être englobé dans une entité plus vaste. Les bureaucrates qui vivent de lui défendent âprement leurs privilèges, leur droit absolu à disposer de leur peuple. Enfin l'unification d'un marché national semble un but suffisant à la plupart des industries capitalistes déjà à bout de souffle. Rares sont les capitalismes en expansion (à l'allemande ou à la japonaise) cherchant un débouché réellement élargi. La plupart des pays industriels voient tant bien que mal leur marché économique se rétracter devant l'apparition de nouveaux pays industriels et la fin des empires coloniaux (Espagne, France,...). Quelques autres ont déjà trouvé un espace économique suffisamment grand pour une expansion du XX^e siècle (Etats-Unis, Russie, Brésil, Inde, Chine) limitant les échanges extérieurs à l'inévitable importation de matières

premières manquantes (pétrole ou minerais) et aux exportations correspondantes.

Tout le reste vivote dans un cadre national admis une fois pour toutes et qui ne fait le bonheur que d'une bureaucratie d'Etat et d'une classe industrielle jalousement protectionnistes.

La solution fédéraliste : Les libertaires en préconisant le fédéralisme ne peuvent envisager par là celui des Etats-nations tels qu'ils existent actuellement.

D'une part ils ne peuvent souscrire à une simple conjonction, à une addition des Etats : remède pire encore que le mal qui aboutirait à synchroniser et multiplier leurs forces de répression judiciaire, policière et militaire sur tous les territoires unis et à rendre vain le recours à l'exil. Par là les libertaires se séparent des mondialistes à la Garry Davis, comme des mouvements "Européens".

D'autre part la conception libertaire d'origine proudhonienne du fédéralisme est celle d'un fédéralisme général à tous les échelons : intercontinental, interrégional, international, librement réalisé et non interétatique imposé. Un fédéralisme international qui ne s'appuie pas sur un fédéralisme d'unités plus petites est un faux fédéralisme. Une fédération de structures politiques existantes et non d'institutions créées par les peuples est une fausse fédération.

Le vrai fédéralisme est révolutionnaire. Il construit un monde nouveau sans rapiécer ou raccorder les débris de l'ancien. Chaque grande révolution, celle de 1789 comme celle de 1871, celles de Russie (1905-1917), d'Espagne (1936), de Hongrie (1956) se sont faites par fédération libre du peuple en armes.

Ce fédéralisme passe à côté de l'Etat et non à travers lui. Il émancipe les peuples et leur laissant la liberté créatrice. Il ne peut invoquer aucune raison pour opprimer un peuple, une minorité, car sa justification est dans l'adhésion toujours

révisable de toutes les populations.

Chaque fois qu'un peuple tourne le dos au fédéralisme pour écraser -- sous quelque prétexte que ce soit -- un autre peuple la révolution est finie. Et ainsi se déjugèrent successivement :

- La Révolution française annexant les pays voisins (Républiques sœurs ou pas)
- La Révolution allemande de 1848 voulant même par la voix de ces éléments les plus libéraux (Marx Engels) rétablir la domination allemande sur les peuples slaves (Tchèques...)
- La Révolution hongroise de 1848 en voulant maintenir l'oppression sur les Croates, les Serbes, les Roumains... et celle de 1918 prérant les mêmes voies avec Belakun.
- La Révolution russe en supprimant la libre détermination des peuples: ukrainien (écrasement de l'armée révolutionnaire insurrectionnelle ukrainienne de Makhno en 1920-21), géorgien (invasion de l'Armée Rouge en 1921) etc...
- La Révolution espagnole en intervenant contre la Catalogne libertaire (putsch de mai 1937 à Barcelone).

Et pourtant toutes ces révolutions n'avaient soulevé tant d'enthousiasme et réussi un moment que parce qu'elles avaient promis la liberté aux peuples -- intérieurs et extérieurs -- et que ceux-ci avaient pu commencer à l'acquérir.

Le prétexte que la révolution est universelle et qu'elle ne saurait reconnaître de frontière est aussi hypocrite que celui du capitaliste prétendant que son système apporte la civilisation au monde. Il y a un impérialisme aussi dangereux que le colonialisme. C'est celui du pouvoir qui se dit "révolutionnaire" et veut forcer les peuples à faire la révolution selon sa conception.

Le fédéralisme de demain groupera les peuples selon des modalités que nous ne pouvons décrire car les peuples peuvent seuls en prendre l'initiative et décider des cadres régionaux et nationaux qui leur conviennent.

Cependant il est certain -- car toute l'expérience des révolutions le prouve -- que de nombreux peuples qui ne semblent aujourd'hui encore ne prendre aucune part à la vie internationale mettront à profit les événements pour affirmer une personnalité qu'on leur a nié jusqu'ici. La chute d'un Etat est l'occasion pour des peuples minoritaires ou opprimés de chercher leur voie. Le tort de beaucoup de révolutionnaires a été de se mettre en travers de leur chemin pour éviter de laisser se rompre une grande unité politique et économique.

Pourquoi donner l'indépendance à de nouveaux peuples ? Ne vaut-il pas mieux qu'ils restent ou entrent dans le giron d'une grande nation révolutionnaire ?

Pourquoi multiplier encore le nombre des peuples ? et quels peuples ! ils finissent par être ridiculement petits, trop petits. Tous ces gens n'ont qu'à accepter d'être des citoyens comme les autres du grand Etat qui les a réunis et de lutter contre cet Etat avec les autres révolutionnaires.

Cette attitude qui fut celle de Danton comme de Bela Kun, de Marx comme de Lénine est celle d'hommes d'Etat en puissance, ou déjà arrivés, qui veulent maintenir entier l'héritage d'autres hommes d'Etat. Et par cela même elle rejoint celle de tous les réformistes Otto Bauer ou Mollet, de tous les conservateurs aussi.

Ce n'est pas la révolution qui peut être imposée ou exportée mais la domination d'une armée, d'un parti, d'un Etat.

Ce n'est ni aux chefs d'Etat, ni aux idéologues à délimiter les peuples et à les dénombrer mais aux peuples eux-mêmes à se compter.

Un peuple n'a pas besoin de grouper un certain nombre de millions d'hommes pour avoir droit à l'existence. Et l'indépendance a déjà été reconnue à des peuples d'importance numérique infime mais pourtant bien individualisés (Islande, Albanie, Pays Baltes)

Comme c'est finalement sur la base des peuples et non celle des Etats que le fédéralisme doit

reposer, il faut voir les peuples tels qu'ils sont et aussi nombreux qu'ils sont et non pas continuer à vouloir observer les réalités humaines à travers le cadre des structures étatiques.

Nous n'avons pas à craindre le spectre de Babel. Les langues sont formées et se forment encore devant nous. Nous n'avons pas plus à nier le phénomène qu'à prétendre extirper telle ou telle au profit de telle autre et à venir de façon détournée à la rescousse de quelques grandes nations au dépens multiples petits peuples. Car les premières n'ont pas plus le monopole de la révolution que celui de la culture.

L'apparition en France de syndicats ouvriers ou étudiants, d'associations et de formations diverses sur la base de l'origine géographique de leurs membres : aujourd'hui Algériens, Martiniquais, Africains, Malgaches etc... comme hier Vietnamiens, Cambodgiens, Tunisiens, Marocains, Togolais, Cameronnais est le signe d'une redistribution en cours des populations composant l'empire colonial. Comme il y a cinquante ans la constitution de syndicats et d'organisations similaires tchèques, polonais, lettons, slovènes etc... présageait l'éclatement des empires Autrichien et Russe.

Offrir à ces peuples le fédéralisme avant de leur laisser la liberté est aussi vain que de parler d'interdépendance avant l'indépendance (comme le faisait par exemple le Général Résidant: Juin aux Marocains).

L'indépendance la plus rapide reste la condition nécessaire pour rendre possible tout fédéralisme ultérieur.

On ne parviendra à une conscience mondiale, à une économie vraiment internationale et à une organisation planétaire de la vie qu'en se débarrassant de part et d'autre de tous ces préjugés de supériorité ou d'infériorité politique, économique ou culturel qui ont fait jusqu'ici reposer les destinées de l'humanité sur quelques nations ou races supérieures

et qui ont légitimé la plus monstrueuse inégalité et la plus vaste exploitation des masses.

Ce n'est qu'en disparaissant que les empires et Etats à apparence nationale pourront faire place aux peuples fédérés.

L'égalité planétaire des peuples et leur libre expansion pacifique reste la principale tâche politique des décennies à venir et la grande énigme, comme l'organisation libertaire et collective de l'économie est la grande tâche sociale.

J. P

PSYCHOSE NATIONALE

Kropotkine il y a 50 ans considérait que la discussion Bakounine-Mazzini (1868) marquait: "La fin des conspirations révolutionnaires purement politiques avec le but d'une liberté nationale, et le commencement des révolutions sociales, au même titre que la fin de ce socialisme sentimental et chrétien et le début du communisme athéiste et réaliste". Force nous est de constater que nous sommes encore loin de cela. Le nationalisme et le christianisme, sont encore plus universellement présents autour de nous que le réalisme.

"Tout homme pour vivre a besoin d'un sentiment de valeur, de la conscience d'une valeur et si lui-même ne l'a pas, il s'associe a un groupe ou une collectivité (Religion, Parti, Nation, Tribu, Race); ainsi la valeur du groupe lui donne cette valeur qui lui manque".

Ces paroles de Krishnamurti aident à comprendre la profondeur du nationalisme qui est sans doute un

phénomène économique, mais aussi, et souvent, plus encore, psychologique.

Habitues à chercher les causes matérielles des événements historiques nous ne devons plus négliger l'irrationnel de certaines passions humaines.

Georges Sorel, influencé par le syndicalisme révolutionnaire, décrivit le rôle grandissant des "mythes" dans la psychologie des masses. Paro, qui lui non plus n'était pas anarchiste, étudia l'appui que trouvaient l'Etat, les Elites dirigeantes, dans la mystification des gouvernés. Depuis, les régimes fascistes ont fait un usage abondant et systématique de toutes les méthodes de propagande appliquée à la psychologie collective. C'est ce qu'a décrit le professeur Tchaldoutine dans son imposant livre : "Le Viol des foules" tout en conseillant aux démocrates de s'inspirer un peu de ces méthodes. Ces progrès (?) au XX^e siècle des pratiques de la psychologie appliquée aux masses vont de pair avec l'avancement de l'exploration intime des phénomènes psychiques. Freud notait lui-même dès son "Introduction à la psychanalyse" la place qu'il faudrait ménager, à l'avenir, à la psychologie; à côté de l'économie dans les facteurs de l'histoire. Ses disciples comme Wilhelm Reich ("La fonction de l'orgasme") ont approfondi l'étude de tous les ressorts individuels qui font jouer aux masses un rôle parfois si aberrant pour les simples économistes que veulent être par exemple les marxistes.

Nous ne voudrions changer en rien l'affirmation que "les prolétaires n'ont pas de patrie". Cela ne nous empêche pas d'essayer d'analyser le fait qu'ils se font hélas ! trop souvent tuer -- et pas toujours de si mauvais gré qu'on le dit -- pour une patrie quelconque : ancienne à défendre, ou nouvelle à créer.

Nous voyons combien il est difficile d'amener les hommes à travailler, à s'éduquer, à se priver pour la réalisation d'un monde meilleur, alors que l'Etat obtient d'eux tout ce qu'il veut pour le massacre et la destruction.

Il n'y a pas à être pessimiste mais réaliste. Nous avons trop voulu faire cadrer l'humanité avec nos perspectives idéales et rationnelles. Au lieu d'avoir les yeux fixés sur ce que l'homme pourra être -- et nous sommes certains qu'il sera supérieur parce que nous savons qu'il peut l'être -- nous devrions aussi regarder un peu en arrière : La psychologie individuelle n'est pas la logique -- la psychologie collective encore moins.

Les progrès que nous faisons dans la connaissance de l'homme nous les devons non à l'observation des individus les plus évolués, mais à celle des groupes, des primitifs, des animaux. Et c'est à nous, matérialistes, à nous scandaliser le moins de cela.

Les états émotifs intenses, leur propagation comme celle de la peur entraînant panique ou paralysie sont de grands révélateurs du comportement social. Les différentes étapes de la nervosité, de la frénésie et de l'hystérie collective peuvent être des moteurs beaucoup plus puissants que le simple intérêt. Il est des besoins psychiques plus impérieux, plus permanents, plus dirigeants que des besoins matériels.

Le sentiment d'appartenir à une communauté est souvent beaucoup plus recherché que la liberté.

La société contemporaine n'est pas seulement l'annonciatrice de celle de demain elle est aussi la continuatrice de celle d'hier. Or le développement du capitalisme, de l'industrie, des Etats-nations a été aussi un phénomène révolutionnaire : il a définitivement brisé le cadre médiéval, féodal ou pré-féodal d'une société hiérarchisée mais communautaire où chaque individu s'inscrivait dans le cadre d'une famille, d'une tribu, d'un clan dont il était fortement solidaire. La vie moderne apporte brusquement une rupture qui libère l'individu mais le laisse désemparé hors de la tutelle, mais aussi de la protection matérielle et morale de sa cellule. (Cette rupture se fait sous nos yeux aujourd'hui dans les sociétés de

type africain.)

L'homme se trouve isolé. Se sent-il assez fort pour s'enthousiasmer de cette liberté ? rarement hélas ! Des livres comme ceux de P. Drucker "la fin de l'homme économique" (1939) ou de l'émigré allemand Erich Fromm : "la crainte de la liberté" ont tenté d'expliquer l'avènement du fascisme dans le désespoir des masses, leur besoin freudien d'intégration à un système d'autorité.

L'homme est isolé et une institution l'Etat remplace à elle seule toutes celles du passé. L'Etat qui non seulement hérite de toutes les fonctions de ses prédécesseurs mais s'en crée chaque jour d'autres. L'Etat National. Les nations sont récentes comme l'Etat, le nationalisme l'est encore plus.

L'origine en est, grosso modo, la Révolution française dont la tradition n'est si l'on regarde de près, pas du tout libertaire. L'émancipation des sujets du roi en fait des citoyens beaucoup plus liés à l'Etat.

Nous avons constaté depuis longtemps que tout Etat est totalitaire par vocation ; la nation ne l'est pas moins.

La nation nie toute minorité : elle galvanise ce qui doit être la totalité et ne peut avouer être autre chose. La nation étant tout, à tous les droits -- elle exige toutes les ressources, toutes les volontés. L'Etat qui l'exprime est nécessairement au-dessus de tout à l'intérieur comme à l'extérieur. Il engendra donc l'oppression et la guerre. Et le fasciste Marcel Déat ne fera qu'énoncer une vérité première en proclamant le national-socialisme fils de la Révolution française.

La souveraineté nationale doit être entière-- Voir le chahut fait en France par tous les partis de l'extrême gauche (catholiques et autres universalis-

tes exclus) quand il s'est agi de confier un minimum d'autorité à une institution supra-nationale — la C.E.D. L'intégrité nationale est un principe absolu : le territoire est une unité sacrée qui ne saurait être divisée ou amoindrie. Ce principe n'a pas à être vérifié dans les faits, par plébiscite ou consultation locale : L'héritage est indivis. De par la volonté commune diront en France tous les partis, toutes les écoles, des cléricaux aux communistes. En fait de la volonté unique d'une série de monarches propriétaires.

La grande astuce, inventée par la Révolution française, des temps modernes est de transférer le mécontentement social sur le plan national. Si ça ne va pas ici c'est la faute de l'étranger. Sus à l'étranger ! et on oubliera l'ennemi intérieur : le bourgeois, le bureaucrate, l'Etat. Chaque révolution nationale vers l'indépendance, des pays afro-asiatique est la répétition de ce même scénario avec des justifications de départ parfaitement valables.

Le mécontentement social a toujours été détourné par l'Etat vers l'étranger ou les minorités étrangères comme les Juifs. "L'antisémitisme est le socialisme des imbéciles" disait J. Guesde. Les pogroms de la Russie tsariste ou de l'Allemagne hitlérienne avait cette fonction de dériver sur les Juifs, l'hostilité des masses envers le commerce, l'exploitation, l'argent, la finance, le capital. Notons au passage l'aspect sexuel de toute discrimination raciale ou nationale. Dès qu'une contrainte sociale s'exerce à l'égard d'une minorité on voit apparaître dans la majorité un ressentiment sexuel créé de toute pièce qui a pour résultat de la mettre en état d'insécurité et de défense spontanée, de haine et d'agressivité violente justifiant sa domination. Les histoires de viol fournissent l'élément psychique coagulateur, solidarisant les populations européennes vis à vis des Juifs, des Noirs ou des Nords-africains qu'elles côtoient. La lubricité foncière des races

inférieures est aussi connue qu'en cas de guerre le sadisme effroyable de l'ennemi.

On n'a pas toujours -- ni longtemps -- sous la main une minorité bouc-émissaire, alors il faut diriger carrément l'amour propre national contre l'extérieur.

Cela est d'autant plus facile que pour la quasi-totalité des gens l'étranger c'est ce que l'on connaît pas. La vieille méfiance du primitif pour tout inconnu, son hostilité pour ce qui se différencie du commun de son troupeau font que, l'étranger, où qu'il soit, est avant tout suspect par sa présence même, par le moindre détail de son comportement.

Le fait d'être étrange, différent, est une insulte au comportement général, à la collectivité dont on fait partie : celui qui se différencie est un traître volontaire, celui qui est né différent est un ennemi en puissance.

Partant de là il est d'autant plus facile de créer un amour-propre national que, premièrement, on ignore l'étranger, et que, deuxièmement, on ne peut remarquer de lui -- dans le but de le démarquer de soi -- que des détails insignifiants, mais nécessairement entachés de ridicule puisqu'on ignore leur signification. L'étranger c'est le non-conformiste né mais c'est aussi l'homme qui a mauvais goût, le pauvre type.

Observons ce que voit le Français moyen des peuples -- les seuls qu'il connaisse -- et ce qu'il pense d'eux : Belges, Italiens, Allemands. Il n'aura que sourire méprisant, appuyé par quelque anecdote ou cliché stéréotypé. Il est impensable que l'on puisse s'écarter du mode de vie français autrement que par pervésité ou incapacité.

Un complexe de supériorité aussi profondément

enraciné s'appelle sentiment national, mais on peut l'observer sous une autre forme chez tous ceux qui ont le sentiment de faire partie d'une race (blancs) d'une église (Juifs), d'une armée, d'un parti (staliniciens), d'une association (maçons)...

Tous cherchent à compenser leurs limites individuelles par l'adhésion à des groupes par lesquels s'inverse leur complexe naturel d'infériorité dû à leur situation sociale, raciale (noirs, juifs,..) ou nationale (peuples coloniaux...) méprisée.

L'infériorité sociale a été transposée en supériorité nationale, tour à tour par la Révolution française, les régimes fascistes, et, les mouvements coloniaux.

Chaque nation trouve suivant ses besoins une plus faible à protéger ou aider (ces dernières années les Etats Unis fournissaient des prêts à la France "appauvrie" qui à son tour prêtait à la Yougoslavie "retardée" et celle-ci aidait la Syrie "sous développée". Mais, ce faisant, chaque nation^{##} aussi, suivant d'autres besoins d'amour propre, une autre nation qui profite d'elle ou jouit d'un sort injustement clément.

L'emploi par l'ex-socialiste Mussolini du terme "nation-prolétaire" pour désigner l'Italie face aux nations nanties (France, Angleterre...) cadrerait parfaitement avec les visées impériales qui tendaient à rendre l'Italie propriétaire de l'Ethiopie, de L'Albanie et de toute la Méditerranée. De la même façon Hitler parvint à attribuer la cause de la misère sociale au "Diktat" du Traité de Versailles contre le peuple allemand.

Le chef-d'oeuvre de la mystification nationale est de faire dire aux plus exploités, aux plus misérables : "Nous" français, par exemple, dès que l'Etat français est menacé. "Nous" c'est l'Etat, tout le pays et moi soudés comme un bloc.

Devons-"nous" perdre l'Algérie, disent la majorité des Français. Pourtant ils ignorent tout de

l'Algérie. Ils n'y ont jamais mis les pieds et ne les y mettront jamais. Ils n'en tirent aucune source de revenu ou de profit quelconque en tant que particulier privé. Ils n'en tirent non plus aucun avantage matériel en tant que citoyen, au contraire. (Le budget de l'Algérie est pris en charge par l'Etat Français donc par les contribuables, tandis que les bénéfices de l'exploitation de l'Algérie vont à quelques sociétés et colons). Leur seul "intérêt" est en dernière analyse purement psychologique. Ils "ont" l'Algérie quelque part dans leur esprit obscurément, et cette possession fictive les renforce dans l'estime qu'ils ont d'eux-mêmes, dans leur orgueil d'être membre d'une grande nation, d'une nation qui en domine, qui en "civilise" d'autres. Ils sont, tout pouilleux qu'ils se sentent ici, membres néanmoins d'une collectivité supérieure qui en impose à d'autres. Ils ne consentiront à traiter que lorsqu'ils s'apercevront, comme en Indochine, qu'en face d'eux les gens sont aussi forts aussi disciplinés, aussi modernes qu'eux. Ils négocieront, non entièrement par coquardise ou découragement, mais aussi, par satisfaction. On peut parler avec des égaux, il n'y a aucune honte à cela. Mais les inférieurs, ceux qu'on appelle encore les bicots, les bougnoules, les victs, on les mate, un point c'est tout. Il y a plus tard un certain orgueil à rencontrer une armée, un Etat capable de vous battre. "Quand même ils sont drôlement forts puisqu'ils nous ont eu !" disait-on des vietnamiens en 1954 tout en pensant "au fond on est écrasé, soit, mais par des gens pareils c'est glorieux". On assiste, après les défaites, à une revalorisation de l'ennemi vainqueur. Rappelons-nous l'admiration des Français pour les Allemands après 1870 et même après 1940.

Il y eut une époque où l'on croyait que contre le nationalisme des bourgeois il existait un internationalisme prolétarien dans le cadre de la

lutte des classes. On s'imaginait même plus : que cet antagonisme pris comme un fait (donné, inné, absolu) était suffisant pour empêcher même les guerres. La réalité est très différente, que ça nous plaise ou non, il a fallu des années de guerre mondiale pour assister aux mutineries de 1917 en France, à la désertion massive du front par les paysans russes la même année, aux mutineries de l'Adriatique, à celle des soldats bulgares, des marins allemands de 1918, à la désagrégation des forces françaises contre la révolution russe. La fatigue, la lassitude ont fait plus que le véritable esprit internationaliste. De même, s'il y a eu de fréquents mouvements dans les métropoles contre les guerres coloniales, ce fut à cause des pertes des colons et des déserteurs plus que par solidarité pour les colonisés.

Pourquoi ? Pourquoi les ouvriers qui n'ont pas de patrie, qui n'ont rien à vendre sauf leurs muscles, meurent sur les fronts pour défendre la richesse des autres ? Dans la théorie c'est clair : leur éducation et leur conscience de classe ne sont pas suffisamment développées. Soit. Mais, les militants conscients, comme les guides éclairés du prolétariat, comme les plus beaux théoriciens marxistes nous sont imprégnés jusqu'à la moelle de la même éducation nationale, la même inconscience de classe vis-à-vis qu'il s'agit de l'étranger. Car tous s'appuient sur le même tuteur : l'Etat qu'ils veulent simplement prendre en charge. Cet Etat, dont ils veulent ignorer la signification, les a formés dans ses écoles nationales, les a baignés dans sa culture nationale, ses intérêts nationaux, ses ambitions nationales. Mollet n'innove pas, il continue la tradition qui, par les "Néo-socialistes" à la Déat, les contre-révolutionnaires à la Noske et à la Kérensky, les collaborateurs à la J. Guesde et à la Vandervelde et à la Mussolini vient des meilleurs socialistes de la meilleure époque. Que disait Liebknecht à ses camarades ? : "Personne, aussi enthousiaste qu'il soit

pour les idées internationalistes ne dira que nous n'avons pas de devoirs nationaux" (Congrès de Halle 15 oct. 1890) et aux députés du Reichstag : "Eh bien moi, je déclare que quand il s'agit de la défense de la patrie, tous les partis sont unis, que s'il s'agit de se défendre contre un ennemi étranger, aucun parti ne restera en arrière" (Séance du 16 mai 1891)

Il n'était pas besoin d'attendre les guerres mondiales pour savoir comment le socialisme adhérerait à l'"Union sacrée". Les vaines tentatives de l'anarchiste hollandais Nieuwenhuis pour faire adopter, avant 1914, par les congrès socialistes internationaux des mesures pratiques simultanées contre la guerre (grève générale, défaitisme révolutionnaire...) auraient suffi à éclairer ceux qui veulent bien voir.

L'Etat engendre nécessairement le nationalisme, le totalitarisme et la guerre qui sont les meilleurs soutiens de sa puissance.

La guerre, surtout, exaltant le nationalisme nourrit le totalitarisme et rend fasciste chaque Etat.

La guerre moderne entraîne l'emprise de l'Etat sur tous les domaines, notamment économique et social, accroît la puissance de la bureaucratie à tous les échelons, militarise les partis, le gouvernement, la population et donne à toutes les activités, même civiles, un caractère obligatoire.

Etat, Armée, Parti sont trois institutions homologuées et fréquemment interchangeable dont le commun dénominateur est le nationalisme.

Et le nationalisme c'est le plus brut, le plus grossier, le plus élémentaire des socialismes, celui qui fait appel aux idéaux les plus limités aux sentiments les plus primitifs, aux vues les plus étroites et les plus égoïstes.

Si la bourgeoisie, quand elle entend socialisme, voit une caserne c'est parce que l'Armée est bien la forme la plus courante du collectivisme et la seule qu'elle conçoit et réalise.

Si la bureaucratie stalinienne, quand elle fut menacée par l'invasion ne trouva rien de mieux que de remplacer l'idéologie proprement socialiste par la propagande patriotique c'est parce que l'Armée, appuyée sur la mythologie nationale, est aussi la plus solide forme sociale qu'elle ait à sa disposition.

Si de nos jours les "socialistes", les libéraux, la gauche en général compte sur l'Armée pour établir un peu de justice en Algérie, malgré et contre les colons, c'est parce qu'ils voient en elle leur seul moyen d'action à eux, partis étatistes.

L'armée et son nationalisme sont les meilleurs outils des réformistes qui ne croient ni aux forces populaires, ni au socialisme et qui se défient de l'un et de l'autre.

Le nationalisme est l'idéologie toute trouvée la religion contemporaine ambiante au nom de laquelle chaque Etat utilise l'Armée et les formations partissannes militarisées pour accroître son emprise sur le peuple.

Les églises antiques et les religions séculaires se sont estompées, leur inutilité et leur absurdité ayant peu à peu été démontrées. Les Etats modernes et les nationalismes devront être aussi éclipsés à leur tour. Le paradoxe ne pourra se prolonger d'une vie politique, sociale et culturelle qui se fragmente et se nationalise quand la vie économique et technique devient de plus en plus mondiale, planétaire.

NATIONALISME OU ANARCHISME

Au terme de cette étude quelques conclusions s'imposent :

- 1°) Le nationalisme politique, économique et culturel est peut-être le phénomène le plus important tout au moins le plus visible de la société contemporaine.
- 2°) Le mouvement ouvrier n'échappe pas à la division en nations -- et les séparations verticales en nations se révèlent, en règle générale, plus fortes que les clivages horizontaux entre classes.
- 3°) Les peuples évoluent parallèlement sans se connaître et l'expérience révolutionnaire internationale est très limitée.
- 4°) Non seulement la solidarité effective est très réduite entre prolétariats métropolitains et peuples coloniaux, mais il n'y en a pas plus entre les peuples européens eux-mêmes. (Affaires similaires de l'Algérie et de la Hongrie).
- 5°) La cause essentielle de ces entraves au développement d'une conscience et d'une vie sociale mondiale est l'existence des Etats-nations.
- 6°) La multiplication des Etats-nations est un phénomène historique irréversible, c'est le choc en re-

tour de la conquête du monde par les quelques Etats européens touchés les premiers par le capitalisme et l'industrialisation.

- 7°) Ce phénomène est irréversible -- mais il doit être dépassé-- l'égalité effective des peuples est la condition nécessaire d'une véritable société internationale. La prolifération des Etats signifie que les plus grands s'affaiblissent et que les plus petits sont invivables.
- 8°) Les mouvements d'émancipation nationale n'ont pas en vue la société libertaire mais sans eux elle ne pourrait se réaliser. La fédération des peuples ne peut se substituer à la juxtaposition des Etats qu'à la fin d'un processus général de redistribution géographique, égalitaire, des activités humaines. Processus que l'impérialisme dans ses formes anciennes ou nouvelles n'a fait qu'entraver au profit: les premières de l'Europe de l'Ouest; les secondes des Etats-Unis et de l'URSS.
- 9°) Le particularisme local n'est pas en soi une fin libertaire mais contre le monopole universel il constitue une aussi saine réaction que la révolte individuelle contre l'oppression sociale et la mystification nationale.
- 10°) Il n'y a, pour nous, pas plus de peuple élu que de grande nation, que de pays de la liberté, des droits de l'homme ou du socialisme, que de la civilisation à admirer. Tout Etat est anti-libertaire par destination, tout peuple est libertaire en acte dès qu'il se révolte, mais peut aussi rapidement cesser de l'être vis à vis des autres peuples dont il tolère l'exploitation.
- 11°) La mystique nationale n'a qu'une puissante valeur négative et destructrice (quand elle combat l'oppression et fait éclater la domination); elle ne peut rien apporter de positif à la conscience humaine et à l'édification d'une société meilleure.
- 12°) Les anarchistes ne peuvent donc prêter aux mouvements d'émancipation coloniale et nationale qu'un soutien éminemment critique. Leur tâche reste de

saper à la base tout esprit national, toute mesure nationale, comme toute institution coloniale et impériale. Le rempart de l'exploitation et de l'oppression, de l'injustice et de la misère, de la haine et de l'ignorance reste l'Etat où qu'il apparaisse avec son cortège : Armée, Eglise, Parti, paralysant les hommes et les dressant les uns contre les autres par la guerre, la hiérarchie, la bureaucratie, au lieu de les unir par la coopération, la solidarité, l'entraide.

-----NOIR et ROUGE-----

MICHEL BAKOUNINE et la franc-maçonnerie

Max Nettlau nous apprend que Bakounine fut, au cours de son séjour à Florence, dans les années 1864-65, en relation avec des francs-maçons influents. Il était obnubilé par le projet d'une organisation ouvrière qui aurait joué pour la Révolution sociale le rôle que la Franc-maçonnerie avait joué pour la Révolution bourgeoise. C'est dans cet esprit qu'il fonda en 1864 une société secrète appelée "La Fraternité Internationale" ou "Alliance des Révolutionnaires Socialistes" dont l'existence fut éphémère puisqu'elle fut dissoute en janvier 1869 (d'après James Guillaume). Quant à l'Alliance Internationale de Démocratie socialiste elle fut fondée en septembre 1868 et constitue la première tentative d'organisation anarchiste révolutionnaire. Bakounine avait cru, au début, que la Franc-Maçonnerie existante pouvait être réformée, aussi écrivit-il un "Catechisme de la Franc-Maçonnerie Moderne" qui commençait ainsi : "Pour devenir un corps vivant et utile, la Franc-Maçonnerie doit reprendre sérieusement le service de l'Humanité...". Mais les expériences malheureuses de l'Alliance secrète au sein de la "Ligue de la Paix et de la Li-

berté" lui font perdre toute illusion sur la rentabilité de tout travail concerté d'anarchistes à l'intérieur d'une organisation bourgeoise.

Il nous a paru utile de livrer à nos lecteurs la position définitive de Bakounine sur ce problème qui rejoint, on le constatera, la position que nous avons prise nous-mêmes dans ces cahiers (N° spécial sur la Franc-Maçonnerie."Noir et Rouge"n°5).

AUX COMPAGNONS DE L'A.I.T. DU LOCLE ET DE LA

CHAUX-DE-FONDS. (Genève, le 23 février 1869)

publié dans le journal "LE PROGRES" du Locle, le 1er mars 1869.

"... Il y eut un temps où la bourgeoisie, douée de la même puissance de vie (que le prolétariat) et constituant exclusivement la classe historique offrait le même spectacle de fraternité et d'union aussi bien dans les actes que dans la pensée. Ce fut le plus beau temps de cette classe, toujours respectable sans doute, mais désormais impuissante, stupide et stérile, l'époque de son énergique développement. Elle fut ainsi avant la grande révolution de 1793; elle le fut encore, quoiqu'à un bien moindre degré, avant les révolutions de 1830 et 1848. Alors la bourgeoisie avait un monde à conquérir, une place à prendre dans la société et, organisée pour le combat, intelligente, audacieuse, se sentant forte du droit de tout le monde, elle était douée d'une toute-puissance irrésistible : elle seule a fait contre la monarchie, la noblesse et le clergé réunis les trois révolutions.

A cette époque, la bourgeoisie avait créé une association internationale, universelle, formidable, la Franc-Maçonnerie.

On se tromperait beaucoup si l'on jugeait de la Franc-Maçonnerie du siècle passé, ou même de celle du commencement du siècle présent, d'après ce qu'elle est aujourd'hui. Institution par excellence bourgeoise, dans son développement, par sa puissance croissante d'abord et plus tard par sa décadence, la Franc-Maçonnerie a représenté en quelque sorte le développement, la puissance et la décadence intellectuelle et morale de la bourgeoisie. Aujourd'hui, descendue au triste rôle d'une vicille intrigante radoteuse, elle est nulle, inutile, quelquefois malfaisante et toujours ridicule, tandis qu'avant 1830 et avant 1793 surtout, ayant réuni en son sein, à très peu d'exceptions près, tous les esprits d'élite, les coeurs les plus ardents, les volontés les plus fières, les caractères les plus audacieux, elle avait constitué une organisation active, puissante et réellement bienfaisante. C'était l'incarnation énergique et la mise en pratique de l'idée humaine du XVIII^{ème} siècle. Tous les grands principes de liberté, d'égalité, de fraternité, de la raison et de la justice humaines élaborés d'abord théoriquement par la philosophie de ce siècle, étaient devenus au sein de la Franc-Maçonnerie des dogmes pratiques et comme les bases d'une morale et d'une politique nouvelles, l'âme d'une entreprise gigantesque de démolition et de reconstruction. La Franc-Maçonnerie n'a été rien moins à cette époque, que la conspiration universelle de la bourgeoisie révolutionnaire contre la tyrannie féodale, monarchique et divine. Ce fut l'Internationale de la bourgeoisie.

On sait que tous les acteurs principaux de la première révolution ont été des francs-maçons, et que lorsque cette révolution éclata, elle trouva, grâce à la Franc-Maçonnerie, des amis, des coopérateurs dévoués et puissants dans tous les autres pays, ce qui assurément aida beaucoup son triomphe. Mais il est également évident que le triomphe de la Révolution a tué la Franc-Maçonnerie, car la Révolution ayant comblé en grande partie les vœux

de la bourgeoisie et lui ayant fait prendre la place de l'aristocratie nobiliaire, la bourgeoisie après avoir été si longtemps la classe exploitée et opprimée, est devenue tout naturellement à son tour la classe privilégiée, exploitante, oppressive, conservatrice et réactionnaire, l'amie et le soutien le plus ferme de l'Etat. Après le coup d'Etat du premier Napoléon, la Franc-Maçonnerie était devenue, dans une grande partie du continent une institution impériale.

La Restauration la ressuscita quelque peu. En se voyant menacée par le retour de l'ancien régime, contrainte de céder à l'Eglise et à la noblesse coalisées la place qu'elle avait conquise par la première révolution, la bourgeoisie était forcément redevenue révolutionnaire. Mais quelle différence entre ce révolutionnarisme réchauffé et le révolutionnarisme ardent et puissant qui l'avait inspiré à la fin du siècle dernier ! Alors, la bourgeoisie avait été de bonne foi, elle avait cru sérieusement et naïvement aux droits de l'homme, elle avait été poussée, inspirée par le génie de la démolition et de la reconstruction, elle se trouvait en pleine possession de son intelligence, et dans le plein développement de sa force; elle ne se doutait pas encore qu'un abîme la séparait du peuple; elle se croyait se sentait, elle était réellement la représentation du peuple. La réaction thermidorienne et la conspiration de Babeuf l'ont à jamais privée de cette illusion. L'abîme qui sépare le peuple travailleur de la bourgeoisie exploitante, dominante et jouissante s'est ouvert, et il ne faut rien moins que le corps de la bourgeoisie tout entière, toute l'existence privilégiée des bourgeois pour le combler.

Aussi ne fut-ce plus la bourgeoisie tout entière, mais seulement une partie de la bourgeoisie qui se remit à conspirer après la Restauration, contre le régime clérical, nobiliaire et contre les rois légitimes..."

MICHEL BAKOUNINE.